

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 AVRIL 1912

Projet de loi portant revision des pensions des officiers et des fonctionnaires assimilés à ce grade (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. Jos. HOÏOIS.

MESSIEURS,

I

Avant d'aborder l'examen du projet de loi, il paraît indispensable de rechercher quel est l'état actuel de la législation sur la matière des pensions des officiers. Le voici :

La matière des pensions militaires est régie principalement : 1° par la loi du 24 mai 1838 modifiée, notamment en ce qui concerne les tarifs, par celles du 28 juillet 1871, du 14 mars 1880 et du 23 mai 1888; 2° par celle du 27 mai 1840.

La loi du 24 mai 1838 concerne les *pensions de retraite*, soit pour ancienneté de service (titre I), soit pour cause de blessures ou d'infirmités (titre II), ainsi que les pensions et secours des veuves et orphelins (titre III).

La seconde traite des *pensions de réforme*.

Aux termes de la loi du 24 mai 1838, toujours en vigueur, tous les militaires âgés de 55 ans et ayant 40 années de services ont le droit de se faire mettre à la *retraite pour ancienneté* (art. 1^{er}).

D'autre part, le Roi a la faculté de mettre à la retraite d'office ceux qui, après trente années de service, sont reconnus hors d'état de servir, ou, sur leur demande, ceux qui ont soit quarante ans de service soit 55 ans d'âge (art. 2).

Quant aux pensions de retraite *pour cause de blessures ou d'infirmités*,

(1) Projet de loi, n° 174 de la session 1910-1911.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Delporte Antoine, De Lantsheere, Versteyle, Van Cleemputte, Théodor, Hoïois.

elles sont de droit, sans conditions d'âge ou de durée, si les blessures ou infirmités sont graves et incurables et sont reconnues provenir du service (art. 6).

La loi fait toutefois une distinction entre :

1^o les blessures ou infirmités ayant occasionné la cécité, l'amputation ou la perte absolue de l'usage d'un ou de plusieurs membres — lesquelles ouvrent un droit immédiat à la pension (art. 7), et 2^o les cas moins graves, ne donnant lieu à l'obtention de la pension par l'officier que si elles le mettent hors d'état de pouvoir servir activement *et lui ôtent la possibilité de rentrer ultérieurement au service* (tandis que, pour les non-officiers, c'est si elles les mettent hors d'état de pouvoir servir *et de pourvoir à leur subsistance* (art. 8)).

La loi du 24 mai 1838 établit aussi les règles à suivre pour la fixation du taux des pensions.

A. En ce qui concerne les pensions pour ancienneté de service, le tarif qui y est annexé porte, dans une 1^{re} colonne, le *medium* acquis après trente années de service; dans une 2^e colonne, le *taux d'accroissement* dont ce *medium* est susceptible pour chaque année en sus de trente années, et, dans une 3^e colonne, le *maximum* à atteindre après quarante années de service (art. 12 et 13).

Une augmentation d'un cinquième est, en outre, octroyée à tout gradé ayant douze années d'activité dans son grade (art. 17)

Actuellement, depuis la loi du 23 février 1842, c'est au bout de dix années que cette augmentation du cinquième est acquise. La loi du 2 juillet 1896 a décidé que cette même augmentation, au lieu de ne s'accorder que totalement et au bout des dix années requises, s'accorderait par fraction tous les deux ans.

De plus, la loi interprétative du 9 avril 1841 en a étendu le bénéfice aux pensions pour cause de blessures ou d'infirmité.

B. Quant aux pensions pour cause de blessures ou infirmités, la loi fixe comme suit leurs divers taux :

Pour la cécité ou l'amputation, c'est le maximum de la pension pour ancienneté, augmenté de moitié (art. 18) (le chiffre est porté à la 4^e colonne du tableau);

Pour l'amputation d'un membre ou la perte absolue de l'usage de deux membres, la pension est fixée conformément à la 5^e colonne du tableau : pour les officiers, au maximum de la pension pour ancienneté; pour les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, aux chiffres portés à cette colonne (supérieurs, sauf pour les adjudants sous-officiers et divers autres — pour qui ils y sont égaux —), au maximum pour ancienneté; après vingt ans, la pension est augmentée d'un quart (art. 19);

Pour les blessures ou infirmités ayant occasionné la perte de l'usage d'un membre, ce sont également les taux portés à la 5^e colonne : ils sont susceptibles d'une augmentation d'un dixième après trente ans de service (art. 20);

Enfin, pour les blessures ou infirmités moins graves, mais qui mettent néanmoins le militaire dans la position prévue par l'article 8, les taux sont

portés à la 6^e colonne (supérieurs également, sauf pour l'adjudant sous-officier et pour divers qui lui sont assimilés, respectivement au *medium* et au *maximum* de la pension pour ancienneté); après vingt ans de service, cette pension est susceptible d'accroissement pour chaque année de service (voir colonne 7), de manière à atteindre à quarante ans de service le maximum porté à la huitième colonne (art. 21).

Enfin, la 9^e colonne porte les chiffres des pensions et secours des veuves et orphelins.

Telles sont les principales dispositions de la loi fondamentale du 24 mai 1838.

Quant à la loi du 27 mai 1840, elle dispose qu'une *pension de réforme* est accordée à tout militaire âgé de moins de 55 ans, lorsque, par suite de blessures ou infirmités autres que celles qui donnent droit à la pension de retraite aux termes de l'article 6 de la loi du 24 mai 1838, il se trouve dans l'un des cas prévus par l'article 8 de cette même loi — pourvu que les causes de ces blessures ou infirmités soient indépendantes de sa volonté (art. 1^{er}).

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi de 1838, rappelés ci-dessus, mais avec une réduction de $\frac{1}{3}$ du montant de la pension calculée sur ces bases (art 3).

II.

L'objectif final des officiers étant d'être assimilés, quant à la pension — du moins dans la plus large mesure possible — aux fonctionnaires de l'ordre civil, il importe de connaître la situation faite à ceux-ci.

La voici en résumé :

Les lois principales qui régissent les pensions civiles sont :

- 1^o La loi du 21 juillet 1844 (loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques);
- 2^o La loi du 23 juillet 1867 relative à la mise à la retraite des magistrats;
- 3^o La loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur;
- 4^o Les lois du 16 mai 1876 et du 8 avril 1884 sur les pensions des professeurs et instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins.

Les pensions civiles se divisent en deux grandes catégories :

- a) Pensions de retraite des titulaires de fonctions ou emplois;
- b) Pensions des veuves et orphelins.

Les pensions de retraite sont à la charge du Trésor public (loi du 21 juillet 1844, art. 36); elles sont gratuites en ce sens que les magistrats, fonctionnaires, etc., ne subissent aucune retenue sur leurs traitements, ne sont assujettis à aucune contribution en vue de l'acquisition de la pension de retraite.

Aucune caisse spéciale n'est instituée pour le service de ces pensions : les crédits nécessaires à cette fin sont portés au budget de la dette publique (loi du 17 février 1849, art. 4).

Les pensions des veuves et orphelins sont à la charge de caisses alimentées principalement au moyen de retenues faites sur les traitements (loi du 21 juillet 1844, art. 29, 30, 34 et 31). Le service de ces caisses est assuré par l'État et géré comme fonds de tiers (Budget des recettes et des dépenses pour ordre, titre I).

Sont appelés à la pension de retraite ;

1° Les magistrats, fonctionnaires et employés faisant partie de l'administration générale et rétribués par le trésor public (loi du 21 juillet 1844, art. 1), y compris les membres du corps enseignant de l'État (même loi, art. 15 à 19, et loi du 31 mars 1884);

2° Les ministres des cultes qui jouissent d'un traitement sur le Trésor public (loi du 21 juillet 1844, art. 20 à 28);

3° Les professeurs et instituteurs communaux (bien que ces fonctionnaires soient nommés par les administrations communales et que leurs traitements soient à la charge des communes — sauf les subsides de la province et de l'État — leurs pensions sont réglées par la loi et le service en est fait par l'État; elles sont à la charge de l'État pour deux cinquièmes, à la charge des provinces pour un cinquième et à la charge des communes pour deux cinquièmes [loi du 16 mai 1876]).

La pension de retraite est accordée :

a) Pour motif d'âge et de durée de services;

b) Pour motif d'incapacité résultant de maladie, d'infirmité, de blessures, etc.

Dans le premier cas, la règle générale est 65 années d'âge et trente années de service (loi du 21 juillet 1844, art. 13); mais des conditions spéciales sont établies :

1° Pour les fonctionnaires et employés ayant exercé pendant un temps déterminé dans certains emplois fatigants et pénibles pour le corps, qui constituent ce qu'on appelle particulièrement le « service actif » (loi du 21 juillet 1844, art. 2);

2° Pour les magistrats (loi du 25 juillet 1867);

3° Pour les professeurs de l'enseignement supérieur (loi du 30 juillet 1879);

4° Pour les fonctionnaires, professeurs et instituteurs attachés au service de l'enseignement primaire (lois du 26 avril 1865, du 10 mai 1866, du 16 mai 1876, etc.);

5° Pour les membres du clergé (loi du 21 avril 1844, art. 20 et suivants);

Les lois qui viennent d'être citées, règlent également la mise à la retraite par suite de maladie, etc.

La pension de retraite correspond, en général, à une partie du traitement attaché à la position occupée en dernier lieu.

Pour la généralité des fonctionnaires de l'ordre administratif, elle est réglée à l'aide d'un coefficient de $1/60$ du traitement moyen des cinq dernières années, multiplié par le nombre des années de services.

Des dispositions spéciales fixent un coefficient plus élevé ($1/50$) pour certaines catégories du personnel enseignant, et aussi, pour le personnel administratif, à raison des années d'exercice dans les emplois du service actif, dont il est parlé plus haut.

Par exception, la pension est égale au traitement (éméritat) dans certaines conditions d'âge et d'ancienneté :

1° Pour les magistrats (loi du 25 juillet 1867);

2° Pour les professeurs de l'enseignement supérieur (loi du 30 juillet 1879);

3° Pour les membres du clergé (loi du 21 juillet 1844).

La pension est réglée sur des bases spéciales en cas de mise à la retraite prématurée pour cause d'invalidité résultant d'accident survenu en service.

Hormis le cas de l'éméritat, les pensions de retraite ont un maximum relatif et un maximum absolu. Maximum relatif : les trois quarts de traitement; maximum absolu : 5,250 francs pour les fonctionnaires et employés comptables, et 7,500 francs pour les autres, ainsi que pour les membres du clergé (supérieur) (loi du 10 janvier 1886).

Un minimum n'est établi que pour le cas où une pension ne s'élèverait pas à 500 francs; dans ce cas, la pension est de la moitié du traitement, sans pouvoir excéder 300 francs (loi du 21 juillet 1844, art. 14 et loi du 10 janvier 1886, art. 1^{er}).

Pour plus de clarté encore, voici comment la situation des fonctionnaires d'ordre civil, quant à la pension, pourrait être exposée par questions et réponses :

QUESTION.

Comment se règlent les pensions civiles?

RÉPONSE.

La pension d'ancienneté est réglée sur le traitement moyen des cinq dernières années. Un coefficient représentant une quotité de ce traitement ($1/60$ ou $1/50$) est appliqué à chaque année de service; le produit de ce coefficient multiplié par le nombre d'années de service forme le montant annuel de la pension. Exemple : traitement moyen : 6,000 francs; $1/60=100$; la durée des services étant de trente-cinq années, la pension sera de 3,500 francs.

Le coefficient général est de $1/60$; par exception, il est de $1/50$ pour les années de services dans certains emplois déterminés par la loi, dont l'exercice est particulièrement fatigant et expose l'agent à la perte assez rapide de la santé et des forces physiques. Exemple : les emplois du service actif de la douane.

2° La pension est réglée de la même manière dans les deux premiers cas d'invalidité prématurée indiqués sous les littéras *a* et *b* ci-dessus.

Dans le cas indiqué sous le litt. c, la pension est réglée sur le dernier traitement (et non sur le traitement moyen des cinq dernières années) de la manière suivante :

1/4 du dernier traitement ; supposons 3,000 ; $1/4=750$. . . fr.	750
1/60 pour chaque année de service au delà de cinq ; supposons vingt années de service ; $1/60$ de 3,000 $=50 \times 15=750$	750
Montant total de la pension . fr.	1,500

Si l'intéressé a fait une action d'éclat à l'occasion de l'événement d'où provient l'invalidité, la première quotité ($1/4$) peut être portée à $1/3$.

QUESTION.

A quel âge les fonctionnaires, magistrats, etc., peuvent-ils obtenir leur pension?

RÉPONSE.

Les fonctionnaires et employés de l'ordre administratif en général peuvent être admis à faire valoir leurs droits à la pension de retraite normale (pour ancienneté) à l'âge de 65 ans accomplis.

Aucune condition d'âge n'est exigée en cas d'invalidité par suite de maladie ou infirmité.

N. B. Il existe des dispositions spéciales concernant l'âge auquel les *magistrats*, les *professeurs* et *instituteurs* peuvent obtenir leur pension.

QUESTION.

Durée de service exigée?

RÉPONSE.

1° Pour la pension d'ancienneté : 30 années de services.

2° En cas d'invalidité prématurée :

a) Si elle ne provient pas de l'exercice des fonctions : 10 années de services ;

b) Si elle provient de l'exercice des fonctions, mais sans qu'il y ait eu un *fait violent* : 5 années de services ;

c) Si elle provient d'une *blessure* reçue ou d'un *accident* survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions : aucune condition d'ancienneté.

Ci un tableau complémentaire aux deux réponses ci-dessus.

Tableau indiquant à quel âge et après combien d'années de service, en général, les pensions civiles sont accordées :

Fonctions.	Âges et années de service requis pour la pension.
<i>Civiles.</i> Fonctionnaires et employés ressortissant aux départements ministériels. — Personnel du Sénat et de la Chambre. — Membres de la Cour des comptes et personnel de ses bureaux. — Membres des députations permanentes. — Ministres des cultes autres que le culte catholique romain. — Personnel des conservatoires royaux.	65 ans d'âge et 30 années de service. (Loi du 21 juillet 1844. Article 1^{er}.)
<i>Magistrature.</i> Les lois du 21 juillet 1844 et du 17 février 1849 sont aussi applicables aux magistrats qui ne peuvent se réclamer de celle de 1867 (art. 15 de cette loi).	Tribunaux : 70 ans. Cours d'Appel : 72 ans. Cour de Cassation : 75 ans. (Loi du 25 juillet 1867, article 1^{er}.)
<i>Enseignement supérieur de l'État.</i>	1^o 30 ans de service actif; 2^o 70 ans d'âge et 10 ans de service actif; 3^o 20 ans de service actif et infirmité grave et permanente (Loi du 30 juillet 1879, art. 2); 4^o 70 ans d'âge sans autre condition (Loi du 30 juillet 1879, article 1^{er}.)
<i>Enseignement normal et moyen de l'État.</i>	1) Sur demande : 55 ans d'âge et 30 années de service; 2) D'office : 60 ans d'âge et 15 années de service (Loi du 31 mars 1884, art. 10, § 1^{er}.)
<i>Enseignement communal et adopté.</i>	1) Sur demande : 50 ans d'âge et 30 années de service; 2) D'office : 60 ans d'âge et 15 années de service (Loi du 31 mars 1884, art. 2; loi du 22 août 1901, art. 4.)

III

Le 20 juin 1914, MM. les Ministres de la guerre et des finances saisissaient la Chambre du projet actuellement soumis à son examen.

L'Exposé des motifs contient, entre autres, ces lignes particulièrement intéressantes :

« Le tarif des pensions militaires des quarante dernières années a été fixé par les lois de 1871, 1880 et 1888; à part deux améliorations peu importantes (1), le tarif actuellement appliqué est donc en vigueur depuis vingt-

« (1) La loi du 2 juillet 1896 a fractionné en périodes de deux années — donnant droit chacune à une augmentation de 4 p. c. du montant de la pension — les dix années complètes d'activité dans le grade motivant l'augmentation de 20 p. c.

» La loi du 24 août 1901, instituant une pension distincte pour les capitaines commandants, a augmenté de 8 p. c. le taux de la rémunération de ces officiers qui auparavant avaient la pension du capitaine en second.

trois ans, alors que les deux dernières revisions générales se sont succédé à neuf et huit ans d'intervalle.

» Depuis 1888, sauf pour quelques catégories d'officiers, les traitements et les soldes ont été majorés. Logiquement, la même mesure s'imposait pour les pensions, afin de maintenir un rapport équitable entre ces diverses allocations et de ne pas laisser les membres de l'armée dans une situation d'infériorité relativement aux fonctionnaires et agents des administrations civiles, qui, normalement, peuvent obtenir une pension équivalente aux $\frac{5}{4}$ du traitement annuel moyen des cinq dernières années.

» Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre a pour objet : a) de relever le tarif des pensions; b) de supputer l'activité dans le grade, non plus par périodes de deux années, mais par année de service au delà de deux ans, et de réduire, pour les officiers généraux et supérieurs, le terme de dix ans d'activité dans le grade donnant droit au maximum de la pension; c) d'attribuer aux officiers issus des cadres subalternes des années de service pour les examens exigés en vertu des arrêtés royaux sur l'organisation de l'armée, afin de leur permettre d'atteindre le maximum de la pension.

» Les chiffres suivants indiquent : le rapport p. c. qui existait en 1888 entre la pension maximum (40 ans de service et 10 ans de grade) et le traitement intégral d'activité; 2° celui qui existe actuellement entre ces allocations et 3° celui que l'on établirait en adoptant nos propositions :

	En 1888.	Actuellement.	Projet. (1)
	—	—	—
Lieutenant général . . .	48.64 p. c.	48.64 p. c.	53.19 p. c.
Général-major	58.58 —	58.58 —	64.25 —
Colonel	70.58 —	63.16 —	69.98 —
Lieutenant-colonel . . .	73.84 —	67.76 —	77.30 — (2)
Major	72 —	62.85 —	72.58 —
Capitaine commandant . .	68.18 —	64.80 —	74.82 —
Capitaine en second . . .	78.94 —	73.17 —	76.10 —
Lieutenant	85.58 —	71.61 —	82.06 —
Sous-lieutenant	88 —	73.92 —	84.48 —

« Les pensions et secours, accordés aux veuves et orphelins, dans les conditions spécifiées au titre III de la loi du 24 mai 1838, n'ont plus été révisées depuis trente-et-un ans (loi du 14 mars 1880).

» Il doit être fait exception cependant pour les veuves et orphelins des

(1) Les nouvelles dispositions prises récemment par M. le Ministre de la Guerre *ad interim* touchant les traitements et les augmentations triennales bouleversent les proportions mentionnées dans la 3^e colonne de ce tableau.

» (2) Ce 77.30 p. c. théorique ne sera jamais atteint en fait. Les statistiques montrent qu'à cause de son peu d'ancienneté de grade le lieutenant-colonel pensionné n'obtiendra en moyenne que 70 p. c. de son traitement.

officiers du grade de capitaine-commandant, qui, par la loi du 24 août 1901, ont vu augmenter leurs allocations de 69 francs, soit 8 p. c.

» Des critiques ont souvent été formulées au sujet de la modicité des taux de ces pensions et secours, qui étant accordés très rarement, peuvent être majorés dans des proportions assez sérieuses, sans grand inconvénient pour le Trésor public. Le projet fixe la quotité de chacun d'eux à environ le tiers du maximum de la pension pour ancienneté et consacre, relativement aux taux fixés en 1880, des augmentations variant de 4.89 à 33.47 p. c. »

*
* *

Ultérieurement, le Gouvernement prit l'initiative d'amendements, dont la teneur suit :

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Texte primitif du projet du Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

Par modification aux lois du 23 mai 1888 et du 24 août 1901, les pensions de retraite des officiers sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension de l'officier ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit, dans les mêmes conditions que les militaires subalternes, une réduction égale à 2 p. c. du total des sommes (intérêts non compris), qui ont été déposées en son nom à la Caisse d'épargne, en exécution de la dite loi.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut néanmoins être inférieur à celui déterminé par application des lois antérieures.

ART. 2.

L'article 3 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Texte amendé.

Remplacer le tarif primitif par le tarif ci-annexé en ce qui concerne le grade de sous-lieutenant.

Supprimer les 2^e et le 3^e alinéas.

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (1^{er} et 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 et du 24 août 1901 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

Supprimer les mots entre parenthèses (1^{er} et 2^e alinéas).

Supprimer le 3^e alinéa.

Tarif annexé aux amendements ci-dessus de M. le Ministre de la Guerre :

GRADES	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2.			Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.			Pension de veuves et secours aux orphelins.	
	Médium à 30 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres (art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue de l'usage d'un ou de deux membres, blessures ou infirmités, équivalentes à la perte de l'usage d'un membre (art. 19 et 20).	Blessures ou infirmités mettant le militaire dans une des positions prévues à l'article 3 de la loi du 24 mai 1838 (art. 21).		
						Minimum.		Maximum à 40 ans, campagnes comprises.
Sous-lieutenant; officier d'administration de 4 ^e classe; médecin-adjoint; phar- macien de 4 ^e classe; pharmacien- adjoint; vétérinaire de 3 ^e classe; vété- rinaire-adjoint; chef de musique avec assimilation au grade de sous-lieute- nant.	4395	46,50	4860	2790	4860	930	4860	700

A l'appui de ses amendements, M. le Ministre de la guerre a fait tenir à la Section centrale la *Note* que voici :

NOTE.

» I. Cet amendement a pour objet de relever le tarif primitif en ce qui concerne le grade de sous-lieutenant et ce comme conséquence directe de la majoration de pension accordée aux sous officiers.

» Il en résulte que le tableau inséré à la page 2 de l'exposé des motifs du dit projet de loi et indiquant : 1° le rapport p. e. qui existait en 1888 entre la pension maximum (40 ans de service et 10 ans de grade) et le traitement intégral d'activité; 2° celui qui existe actuellement entre ces allocations et 3° celui que l'on établirait en adoptant les propositions du Gouvernement, est modifié comme suit :

	En 1888.	Actuellement.	Projet.
Sous-lieutenant	88	73.92	89.28

» Il convient de remarquer, d'abord, qu'il n'existe pas un seul sous-lieutenant jouissant du maximum de la pension et que cette proportion est ainsi purement théorique.

» II. En second lieu, l'amendement supprime la retenue de 2 p. e. sur les fonds de rémunération, par analogie également avec ce qui est proposé pour les pensions des militaires de rang inférieur.

» Il est à noter que cette modification n'exerce aucune influence sur la révision à intervenir, attendu qu'aucun des officiers pensionnés actuellement n'a joui de la rémunération prévue par la loi de 1902.

» Pour l'avenir, les jeunes gens promus officiers et issus des cadres auront généralement bénéficié de la rémunération pendant une période variant de 8 1/2 à 10 ans. Les fonds versés en leur nom à la Caisse d'épargne s'élèveront à une somme variant entre 2,700 et 5,420 francs et la retenue à opérer sur leur pension aurait été de 54 à 68 francs, si l'on avait maintenu la réduction dont il s'agit ».

Une autre *Note*, relative à la pension spéciale affectée au grade de 1^{er} sergent-major ou de 1^{er} maréchal des logis chef et de sergent-major ou de maréchal des logis chef, est parvenue, de la part du Département de la Guerre, à la section centrale.

On y lit :

« Le rapport déposé le 15 décembre dernier au nom de la section centrale chargée de l'examen des divers projets en présence en ce qui concerne la révision des pensions des militaires en dessous du grade d'officier émet l'opinion que le projet du Gouvernement est plus précis et mieux ordonné que les autres.

» Mais il fut trouvé insuffisant au point de vue de l'amélioration des tarifs actuels.

» La section centrale, également, estima qu'il y avait lieu de tenir compte

du grade intermédiaire entre celui d'adjudant et celui de sous-officier. Dans cet ordre d'idées, elle élabora le tarif reproduit à la page 20 du rapport.

» Or, ce tarif ne satisfait pas au principe essentiel de la proportionnalité de l'échelle des pensions qui veut que, à *nombre égal d'années de service* et quelle que soit son ancienneté dans le dernier grade, le supérieur obtienne toujours une pension plus élevée que son subordonné.

» Le Département de la Guerre fut amené naturellement à examiner dans quelles limites satisfaction pourrait être donnée à la section centrale sans bouleverser toute l'économie du projet d'ensemble comprenant la révision des pensions des officiers,

» La solution fut obtenue par le tarif nouveau annexé aux amendements présentés par le Gouvernement dans la séance du 26 janvier 1912.

» Ce tarif qui tient compte des desiderata exprimés ci-dessus est conçu dans un esprit de stricte économie. En effet, si nous prenons, par exemple, les chiffres de la colonne 6, nous voyons que le 1^{er} sergent comptant dix années de grade a pour pension $640 + \frac{1}{5} = 768$ francs. Ce qui oblige à accorder au 1^{er} sergent-major comme minimum 770; ce minimum augmenté lui-même de $\frac{1}{5}$ (1) donne 924, d'où nécessité de fixer pour l'adjudant un minimum de 925.

» Il ne serait donc pas possible d'abaisser ce chiffre sans diminuer le taux initial de la pension du sergent. »

Effectivement, par application de la règle de proportionnalité, il faudrait, pour maintenir les chiffres de pensions des sous-lieutenants, tels qu'ils figurent au projet primitif, aller, à raison de la création du degré nouveau de pensions pour les premiers sergents-majors et sergents-majors, jusqu'à réduire le taux actuel de la pension des sergents.

Car, le minimum de la pension, pour infirmité, du sous-lieutenant était de 880 francs, d'après le projet primitif.

Pour que l'adjudant ne puisse dépasser cette pension, il faudrait fixer son minimum à 730 francs (car $730 \text{ fr.} + \frac{1}{5} = 876 \text{ fr.}$).

Le minimum du premier sergent-major devrait être, dans ce cas, de 600 fr. ($600 + \frac{1}{5} = 720 \text{ fr.}$).

Celui du sergent serait 500 francs (car $500 \text{ fr.} + \frac{1}{5} = 600 \text{ fr.}$).

Or, actuellement déjà, le minimum du sergent est de 560 francs.

IV.

Pour lui permettre d'apprécier exactement la situation, il a paru nécessaire de mettre sous les yeux de la Chambre un exposé comparatif : a) des pensions *actuelles*; b) des pensions telles qu'elles sont chiffrées au projet primitif du Gouvernement; c) des pensions telles qu'elles sont chiffrées aux amendements du Gouvernement concernant les sous-lieutenants.

Le voici, en ce compris — pour faciliter le rapprochement — ce qui concerne les adjudants sous-officiers, quoique leur situation soit visée, non par le projet à examiner par la section centrale, mais par celui qui concerne les militaires de rangs subalternes :

(1) Ce $\frac{1}{5}$ représente l'augmentation pour 10 années d'activité dans le grade.

Tableau comprenant
 { a) le tarif du projet du Gouvernement amendé,
 b) le tarif du projet primitif du Gouvernement,
 c) le tarif actuellement en vigueur.

GRADES.	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2).				Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.				Pension de veuves et secours aux orphelins.
	Médium à 30 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres. (Art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue de l'usage d'un ou de deux membres, blessures ou infirmités équivalentes à la perte de l'usage d'un membre. (Art. 19 et 20.)	Blessures ou infirmités mettant le militaire dans une des positions prévues à l'article 8 de la loi du 28 mai 1838 (art. 21).			
						Minimum.	Accroissement pour chaque année au delà de 20 ans.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes prises.	
Lieutenant général	A	»	»	»	»	»	»	»	»
	A'	6.150	8.200	12.500	»	8.200	4.100	»	8.200
	B	7.380	9.840	14.760	»	9.840	4.920	205	9.840
	B'	5.625	7.500	11.250	»	7.500	3.750	187 50	7.500
	C	6.750	9.000	13.500	»	9.000	4.500	»	9.000
Général-major	A	»	»	»	»	»	»	»	»
	A'	5.400	6.800	10.200	»	6.800	3.400	170	6.800
	B	6.420	8.160	12.240	»	8.160	4.080	»	8.160
	B'	4.650	6.200	9.300	»	6.200	3.100	155	6.200
	C	5.580	7.440	11.160	»	7.440	3.720	»	7.440
Colonel.	A	»	»	»	»	»	»	»	»
	A'	4.155	5.540	8.300	»	5.540	2.770	138 50	5.540
	B	4.986	6.648	9.960	»	6.648	3.324	»	6.648
	B'	3.750	5.000	7.500	»	5.000	2.500	125	5.000
	C	4.500	6.000	9.000	»	6.000	3.000	»	6.000
Lieutenant-Colonel	A	»	»	»	»	»	»	»	»
	A'	3.435	4.580	6.870	»	4.580	2.290	114 50	4.580
	B	4.122	5.496	8.244	»	5.496	2.748	»	5.496
	B'	3.000	4.000	6.000	»	4.000	2.000	400	4.000
	C	3.600	4.800	7.200	»	4.800	2.400	»	4.800

Major	A' 2.830 B' 3.420 C' 2.475 C' 2.970	» » 93 » » 82 50 »	» » 3.800 4.560 3.300 3.960	» » 5.700 6.840 4.950 5.940	» » 3.800 4.560 3.300 3.960	» » 1.900 2.280 1.650 1.980	» » 93 82 50 »	» » 3.800 4.560 3.300 3.960	» » 1.270 990 »
Capitaine-commandant	A' 2.340 B' 2.808 C' 2.025 C' 2.430	» » 78 » » 67 50 »	» » 3.120 3.744 2.700 3.240	» » 4.680 5.616 4.080 4.860	» » 3.120 3.744 2.700 3.240	» » 1.560 1.872 1.350 1.620	» » 78 67 50 »	» » 3.120 3.744 2.700 3.240	» » 980 927 »
Capitaine en second	A' 1.950 B' 2.340 C' 1.875 C' 2.250	» » 65 » » 62 50 »	» » 2.600 3.120 2.500 3.000	» » 3.900 4.680 3.750 4.500	» » 2.600 3.120 2.500 3.000	» » 1.300 1.560 1.250 1.500	» » 65 62 50 »	» » 2.600 3.120 2.500 3.000	» » 900 858 »
Lieutenant	A' 1.590 B' 1.908 C' 1.388 C' 1.666	» » 53 » » 46 25 »	» » 2.120 2.544 1.850 2.220	» » 3.180 3.816 2.775 3.330	» » 2.120 2.544 1.850 2.220	» » 1.060 1.272 925 1.110	» » 53 46 25 »	» » 2.120 2.544 1.850 2.220	» » 700 594 »
Sous-lieutenant	A' 1.395 B' 1.674 ⁽²⁾ C' 1.320 C' 1.584	» » 44 » » 38 50 »	» » 1.860 2.232 ⁽²⁾ 1.760 2.112 1.540 1.848	» » 2.790 3.348 ⁽²⁾ 2.640 3.168 2.310 2.772	» » 1.860 2.232 ⁽²⁾ 1.760 2.112 1.540 1.848	» » 930 1.116 ⁽²⁾ 880 1.056 770 924	» » 46 50 44 38 50 »	» » 1.860 2.232 ⁽²⁾ 1.760 2.112 1.540 1.848	» » 700 700 594 »
Adjudant sous-officier	A' 805 A' 966	» » 30 »	» » 1.105 1.326	» » 1.657 1.988	» » 1.105 1.326	» » 925 1.110	» » 9 »	» » 1.105 1.326	» » 550 »

(1) A. Tarif du projet du Gouvernement amendé.

A' Idem majoré de 1/5^e. (Art. 17 de la loi du 24 mai 1838.)

B. Tarif du projet primitif du Gouvernement

B' Idem idem.

C. Tarif actuellement en vigueur.

C' Idem idem.

NOTE : Le maximum de la pension est atteint à 40 années de service.

Le minimum est égal à la moitié du maximum.

Le médium est atteint à trente années de service.

(2) Ces chiffres n'ont plus d'importance, étant donné que désormais le sous-lieutenant deviendra lieutenant au bout de trois années de bons services. Or, au bout de ces trois années, il aura droit à une augmentation de pension, non pas de 1/5^e, mais de 6 p. c. (Voir art. 4 du projet.)

* * *

Le Gouvernement considère celui de ses amendements qui tend à un relèvement, plus considérable que celui visé au projet primitif, du taux de la pension des sous-lieutenants, etc. comme la conséquence forcée d'autres amendements apportés par lui au projet concernant les pensions des sous-officiers et autres militaires de rangs subalternes.

Dans quelle mesure en est il ainsi? C'est pour qu'on puisse en juger en parfaite connaissance de cause que le tableau suivant, visant les sous-officiers et militaires de rangs subalternes et complétant celui ci-dessus, a été dressé :

Tableau comprenant
 { a) le tarif du projet du Gouvernement amendé;
 { b) le tarif du projet primitif du Gouvernement;
 { c) le tarif actuellement en vigueur.

GRADES.	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2).			Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.				Pension de veuves et secours aux orphelins
	Médium à 30 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres (art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue de l'usage d'un ou de deux membres, infirmités équivalentes à la perte de l'usage d'un membre (art. 19 et 20).	Blessures ou infirmités mettant le militaire dans une des positions prévues à l'article 8 de la loi du 28 mai 1838 (art. 21).		
						Minimum	Accroissement pour chaque année au delà de 20 ans.	
Adjudant sous-officier (1)	A' 805	30	1.105	1.657	1.105	925	9	1105
	A' 968		1.326	1.988	1.326	1.110		1326
	B' 670	28	950	1.425	950	770	9	950
	B' 804		1.140	1.710	1.140	924		1140
	C' 366	28 40	850	1.275	850	680	8.50	850
Premier sergent-major et sergent-major	C' 679		1.020	1.530	1.020	816		1020
	A' 640	28	920	1.380	920	770	7.50	924
	A' 768		1.104	1.656	1.104	924		1100
	B' 520	16	680	1.020	790	640	7.50	790
	B' 624		816	1.204	948	768		948
Premier-sergent, sergent-fourrier et sergent	C' 420	14	560	840	700	560	7	700
	C' 502		672	1.008	840	672		840
	A' 520	16	680	1.020	790	640	7.50	790
	A' 624		816	1.204	948	768		948
	B' 520	16	680	1.020	790	640	7.50	790
Caporal.	B' 624		816	1.204	948	768		948
	C' 420	14	560	840	700	560	7	700
	C' 502		672	1.008	840	672		840
	A' 420	9	510	765	610	490	6	610
	A' 502		612	918	732	588		732
Soldat.	B' 420	9	510	765	610	490	5.50	600
	C' 328	8 20	410	615	500	410	4.50	500
	C' 394		492	738	600	492		600
	A' 401	8 50	486	729	580	470	5.50	580
	B' 366	12	486	729	580	440	7	580
	C' 274	6 80	342	513	480	342	6.90	480

(1) A Tarif du projet du Gouvernement amendé.

A' Idem majoré du 1/5 (Art. 17 de la loi du 24 mai 1838.)

B' Tarif du projet primitif du Gouvernement

C' Tarif actuellement en vigueur.

Idem

Idem

Idem

Idem

Idem

*
* *

Le tableau complémentaire suivant présente aussi quelque intérêt :

État numérique par grades des officiers pensionnés et donnant les conséquences financières provenant de l'adoption du projet tendant à relever les pensions.

CATÉGORIES.	Situation des pensions au 1 ^{er} janvier 1912.		Augmentation proposée.		Observations.
	Nombre	Montant	Somme moyenne par pension.	Somme totale par grade.	
Lieutenants généraux . . .	29	230,280	1,255.60	36,412	
Généraux-majors . . .	52	339,742	1,096 »	56,992	
Colonels	92	483,812	935.70	86,084	
Lieutenants-colonels . .	81	333,947	704.75	57,084	
Majors	238	849,868	685.32	163,106	
Capitaines-commandants .	517	1,470,136	566.65	292,938	
Capitaines en second . .	213	462,168	144.96	30,237	
Lieutenants	428	152,022	204.65	26,495	
Sous-lieutenants . . .	39	33,016	153.73 217.09	5,995 (1) 8,466	

*
* *

Il ne semble pas non plus inutile de signaler que, les traitements des officiers ayant été modifiés par un récent arrêté royal, les proportions entre le traitement intégral d'activité des officiers et la pension — soit actuelle, soit à résulter du projet de loi — ne restent plus ce qu'elles étaient d'après l'Exposé des motifs de celui-ci.

Voici les bases nouvelles de la fixation des traitements :

Le traitement des officiers subalternes comprend : a) une partie fixe de 2,500 francs; b) un supplément de 500 francs pour chaque période de trois années de bons services comme officiers; c) un supplément de 25 francs pour chaque année de service militaire subalterne au-delà de quatre.

(1) Les chiffres en caractères gras sont ceux du tarif du projet amendé par le Gouvernement.

Toutefois les suppléments prévus sous les lettres *b* et *c* ne peuvent dépasser un total de 1,800 francs. Le traitement d'un capitaine en second ne peut être supérieur à 3,700 francs.

d) Pour les « capitaines commandants seulement », un supplément de 700 francs, qui est porté à 1,000 francs après 3 ans et à 1,300 francs après 6 ans de grade comme commandant.

Les officiers supérieurs auront un supplément de traitement de 600 francs. Les traitements de certains majors des services auxiliaires sont unifiés avec les autres traitements.

Les sous-lieutenants seront nommés « lieutenants » après trois ans de grade.

Les officiers subalternes de l'artillerie et du génie continuent à toucher un supplément pour études, de 200 francs ; les officiers subalternes de l'intendance, 200 francs ; les officiers adjoints d'état-major, 300 francs ; les pharmaciens et les vétérinaires, 300 francs ; les médecins, 500 francs.

Les indemnités des officiers du ministère, sauf de ceux du Cabinet du ministre, et celles des officiers détachés aux compagnies des correction et de discipline sont supprimées. Les situations acquises sont maintenues.

Cette réforme entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1912.

*
* * *

D'après les renseignements fournis au rapporteur de la Section centrale par le département de la guerre, celui-ci chiffre la majoration du budget de la Dette publique du chef de la revision des pensions des officiers à 755,065 fr. sur le pied de son projet primitif et à 757,534 francs en tenant compte de l'amendement présenté par le Gouvernement au premier alinéa de l'article 1^{er} de ce projet.

La dépense annuelle à résulter de l'amendement lui-même serait donc de 2,471 francs.

*
* * *

Il est indispensable, en outre — pour apprécier exactement de quelles charges financiers nouvelles le Trésor serait grevé en cas d'adoption des deux projets corrélatifs dont la Chambre est saisie, celui concernant la pension des officiers et celui concernant celle des militaires de rang subalterne, — de tenir compte des indications de cet autre tableau :

État numérique par grade des militaires subalternes pensionnés et donnant les conséquences financières : 1° de l'adoption du projet primitif du Gouvernement ; 2° de l'adoption du projet primitif du Gouvernement amendé.

Catégories.	Situation des pensions au 1 ^{er} juillet 1914.		Augmentation proposée.		Observations.
	Nombre.	Montant.	Somme moyenne par pensionné.	Somme totale par grade.	
Adjudants sous-officiers.	533	428,847	113,96 291.80	60,744 155,529	Les chiffres en caractères gras sont ceux du tarif résultant de l'amendement déposé par le Gouvernement.
Premiers sergents-majors et sergents-majors.	96	685,371	88.98 219.00	8,552 21,024	
Autres sous-officiers . . .	961		88.98 88.98	85,510 85,510	
Caporaux	83	39,379	88.35 92.00	7,333 7,636	
Soldats	449	162,451	90.11 112.50	40,459 50,512	

Coût du projet primitif du Gouvernement : 202,595 francs.

Coût du projet du Gouvernement amendé par lui : 320,211 francs.

La majoration annuelle de dépense, du chef de l'adoption de l'amendement, serait donc de 117,616 fr., soit plus de 50 p. c. de plus que la dépense primitivement prévue.

*
* * *

Il ya lieu également de ne pas perdre de vue que, en ce qui concerne les officiers comme pour les militaires de rangs subalternes, M. le Ministre de la guerre a proposé, par voie d'amendements, de ne pas maintenir les dispositions de ses projets primitifs aux termes desquelles il serait fait, à la pension des intéressés ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902, une réduction de 2 p. c. du total (intérêts non compris) des sommes qui auront été déposées à la Caisse d'épargne en leur nom en exécution de la dite loi.

Pour ce qui est des officiers, cette modification n'exercera aucune influence sur la revision des pensions à intervenir, attendu qu'aucun des officiers pensionnés actuellement n'a joui de la rémunération prévue par la loi de milice de 1902.

Examinons les conséquence qu'elle entraîne pour l'avenir.

La statistique d'un grand nombre d'années montre que les jeunes gens promus officiers et issus des cadres entrent à l'armée à l'âge de 17 ans environ et accomplissent en moyenne neuf ans de service avant d'avoir leur nomination au grade de sous-lieutenant. De 17 à 18 ans ils ne bénéficient pas de la

rémunération ; de 18 à 21 ans, elle est de 180 francs par an, soit 540 francs pour trois ans, et de 21 à 26 ans (âge de leur nomination) 480 francs par an ou 2,400 francs (480×5), soit au total 2,940 francs déposés à la Caisse d'épargne.

D'autre part, la moyenne annuelle des nominations de sous-lieutenants issus du cadre est de 57, moyenne basée sur les années 1897 à 1910, et l'examen des promotions de l'espèce faite en 1875, 1876, 1877, 1878, 1880 et 1881 montre que la moitié très approximativement quitte l'armée sans pension. On peut donc dire qu'en moyenne il y aura chaque année 19 officiers issus du cadre qui seront appelés ultérieurement au bénéfice de la pension.

Le tableau ci-dessous indique le montant des sommes déposées au nom des officiers promus pendant les années 1903 à 1909 et le montant de la retenue qui aurait été opérée sur le taux de la pension, si le Gouvernement n'avait amendé quant à ce son projet primitif :

Années de la promotion.	Montant des sommes déposées au nom de chacun à partir de la mise en vigueur de la loi de 1902 (1 ^{er} octobre 1902) jusqu'à la date de sa nomination (grade d'officier).	Retenue sur chaque pension (2 p. c.)	Retenue totale (pour 19).
1903	360	7.20	136.80
1904	840	16.80	319.20
1905	1,320	26.40	501.60
1906	1,800	36.00	674
1907	2,280	45.60	866.40
1908	2,760	55.20	1048.80
1909	2,940	58.80	1117.20

Remarques.

I. — A partir de 1909, ils auront joui du maximum de la rémunération et la retenue deviendra constante et égale à 1117 francs pour l'ensemble des promus d'une même année à pensionner ultérieurement.

II. — L'admission des intéressés à la retraite s'effectuera à des dates très variables, dépendant de circonstances qu'il n'est pas possible d'apprécier à l'avance ; mais l'on peut dire, d'une façon certaine, que le sacrifice pour le Trésor, du chef de l'adoption de l'amendement relatif à cette retenue, sera en moyenne de 1,117 francs par an — à ajouter aux 2,471 susvisés.

*
* *

Enfin, pour être complet, il convient de mettre encore sous les yeux de la Chambre l'extrait ci-dessous du budget de la Dette publique (pour 1911) :

Budget de la Dette publique.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article.
	CHAPITRE II. — RÉMUNÉRATIONS ET PENSIONS.	
35	Rémunération en matière de milice (loi du 21 mars 1902), y compris les prélèvements autorisés par l'article 2 de la loi du 26 août 1903 (fonds spécial des volontaires de réserve). Exercice 1911 et, exceptionnellement, exercices antérieurs. (Crédit non limitatif).	14,031,000
36	Pensions diverses	17,444,474 (1)

V.

L'article 5 du projet, qui contient une disposition nouvelle, a fixé particulièrement l'attention de la Section centrale. Il est ainsi libellé : « Dans la supputation des services effectifs pour la pension, il est compté deux années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à tout officier ou fonctionnaire assimilé à ce grade ne bénéficiant point d'une disposition similaire en vertu des lois antérieures ».

Cette disposition nouvelle ne concerne, paraît-il, que les officiers sortis directement des cadres — sans avoir passé par l'école militaire.

On sait, en effet, que déjà les officiers sortis de l'école militaire bénéficient de dispositions de l'espèce.

Les médecins, pharmaciens et vétérinaires de l'armée également.

Voici les dispositions déjà existantes à leur sujet :

Études préliminaires prises en considération dans la supputation des services donnant droit à la pension.

Il est compté, à titre d'études préliminaires, dans la supputation des services donnant droit à la pension :

1° Aux officiers des différentes armes sortis de l'école militaire, quatre années de service effectif (§ 2 de l'article 5 de la loi du 24 mai 1858).

Par une loi du 6 mai 1888, l'âge d'admission à l'école militaire a été reculé de 16 à 17 ans et le nombre d'années à compter, à titre d'études préliminaires, aux officiers sortis de cet établissement a été porté à cinq.

Cette loi n'a pas eu d'effet rétroactif et l'on ne compte encore actuellement, lors de leur admission à la retraite, que quatre années d'études préliminaires aux officiers sortis de l'école militaire avant sa promulgation ;

(1) D'après la dernière situation donnée par le Département des Finances, les pensions militaires (au 1^{er} janvier 1912) figurent au budget de la Dette publique pour une somme de fr. 5,641,140.

2° Aux officiers d'artillerie et du génie entrés dans l'armée en 1868 comme aspirants, deux années (loi du 27 mai 1868);

3° Aux officiers du service de santé il était accordé six années d'études préliminaires et aux pharmaciens et aux vétérinaires quatre (loi du 10 mars 1847.)

La loi du 26 juin 1899 a porté ces nombres d'années respectivement à huit et à six.

Cette dernière disposition n'a pas eu d'effet rétroactif.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 24 mai 1858, les années de service se comptent à partir du jour de l'admission du militaire dans l'armée et seulement à partir de l'âge de 16 ans révolus.

D'autre part, le paragraphe 2 du même article stipule que, pour les officiers, il est compté des années de service effectif, à titre d'études préliminaires, à partir du *moment où ils sont nommés sous-lieutenants*. Aux personnes admises dans le service de santé de l'armée, c'est à partir du *moment de leur nomination au grade d'officier*.

D'après ces dispositions, un jeune homme qui sert dans l'armée avant son admission à l'école militaire se voit compter ses services — du moins depuis l'âge de 16 ans révolus au plus tôt (s'il est entré à l'armée avant cet âge) — jusqu'au jour de son entrée dans cet établissement. A partir de ce moment et jusqu'à sa nomination de sous-lieutenant, ses services ne lui sont plus comptés; mais, on comprendra dans la supputation pour la pension quatre ou cinq ans de service suivant qu'il aura été nommé sous-lieutenant avant ou après la promulgation de la loi du 6 mai 1888.

Il en est de même pour les membres du personnel médical, pharmaceutique ou vétérinaire. Les services rendus par eux comme militaires (au plus tôt depuis l'âge de 16 ans) leur sont comptés jusqu'au moment de leur admission dans le service de secours; à partir de ce moment et jusqu'à leur nomination d'officiers ils ne leur sont plus comptés, mais on comprendra dans la supputation de leur pension huit années de service aux médecins et six années aux pharmaciens et aux vétérinaires.

De ce qui précède il résulte qu'un jeune homme engagé à l'âge de 16 ans et admis à l'école militaire, quelle que soit l'époque de son engagement, bénéficiera de 41 ou 42 ans de service lorsqu'il atteindra 53 ans d'âge.

De même, dans le personnel de secours, un élève de l'école des cadets, par exemple, ou tout autre militaire engagé à 16 ans dépassera, à l'âge de 58 ans, le nombre maximum d'années de service (40) exigé pour la pension.

Toutefois, il convient de faire remarquer de suite que ce ne sont pas, d'ordinaire, des élèves de l'école des cadets, ni des jeunes gens engagés volontairement à 16 ans, qui entrent soit dans le service de santé, soit dans le service pharmaceutique, soit dans le service vétérinaire de l'armée. Ceux qui entrent dans ces services le font soit après leur entrée à l'armée comme miliciens, soit en contractant un engagement volontaire au moment où ils réunissent les conditions voulues pour entrer dans le service auquel ils se destinent. C'est pourquoi les années comptées à titre d'études préliminaires ne leur profitent pas, dans la généralité des cas, dans la même mesure qu'aux offi-

ciers sortis de l'École militaire — ce qui crée à leur détriment une inégalité qu'ils trouvent choquante et contre laquelle ils protestent vivement, ainsi que cela sera exposé derechef plus loin.

Voulant se rendre un compte plus exact encore de la mesure dans laquelle les officiers qui ont passé par l'école militaire sont appelés à bénéficier, en fait, des dispositions concernant les années supplémentaires du chef d'études préliminaires, la section centrale a posé à M. le Ministre de la Guerre les questions suivantes :

QUESTION.

Quel est l'âge moyen, lors de leur entrée au régiment, des volontaires devenus officiers et qui n'ont pas passé par l'École militaire?

RÉPONSE.

17 ans 3 mois.

QUESTION

Quel est l'âge moyen des jeunes gens admis en qualité d'élèves à l'école militaire (sortis du cadre ou non)?

RÉPONSE.

D'après l'Annuaire statistique de la Belgique (2 dernières années publiées) cet âge a été :

Pour l'année 1907-1908 : 19 ans $\frac{1}{24}$;

— 1908-1909 : 19 ans $\frac{2}{3}$.

Voici, en outre, un état détaillé précisant mieux encore la situation :

État statistique indiquant pour chacune des promotions entrées à l'École militaire en 1907-1908-1909-1910 et 1911 :

1° L'âge moyen des jeunes gens admis,

2° La durée moyenne (en années et mois) de service accompli, avant l'admission à l'école, par les élèves militaires.

	1907.		1908.		1909.		1910.		1911.	
	73 ^e promotion. A. G. (1)	58 ^e promotion. I. et C. (2)	74 ^e promotion. A. G.	59 ^e promotion. I. et C.	75 ^e promotion. A. G.	60 ^e promotion. I. et C.	76 ^e promotion. A. G.	61 ^e promotion. I. et C.	77 ^e promotion. A. G.	62 ^e promotion. I. et C.
1° Age moyen d'admission à l'École des :										
a) Civils et militaires :	18 10/12	19 3/12	19 4/12	20	19	19 9/12	18 9/12	20 3/12	19 1/12	20 3/12
b) Civils seulement :	18 11/12	19 1/12	19	19 4/12	18 10/12	19 2/12	18 10/12	19 3/12	18 10/12	19 4/12
c) Militaires seulement :	18 10/12	19 9/12	20 2/12	20 4/12	19 4/12	20 2/12	19 4/12	20 6/12	19 9/12	20 8/12
2° Durée moyenne (en années et mois) de service accompli, avant l'admission à l'École, par les élèves militaires :	2	2 3/12	1 11/12	3 4/12	2 1/12	2 11/12	1 11/12	2 10/12	1 9/12	2 8/12

2° Durée moyenne (en années et mois) de service accompli, avant l'admission à l'École, par les élèves militaires :

(1) A. G. = sections de l'artillerie et du génie.

(2) I. et C. = sections de l'infanterie et de la cavalerie.

Des réponses prérappelées de M. le Ministre de la Guerre et de l'examen du tableau ci-dessus résulte la preuve évidente que, en permettant d'ajouter, en vue de la supputation des services effectifs pour la pension, deux années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à celles de service réel fourni par les officiers sortis des cadres sans avoir passé par l'école militaire, on les fait bénéficier d'une situation plus favorable qu'en accordant le droit d'en compter trois aux officiers sortis de l'école militaire sans avoir passé par les cadres. En effet, l'âge moyen d'entrée à l'armée des officiers sortant directement du cadre est de plus d'une année inférieur à celui de l'âge moyen d'entrée des autres à l'école militaire (17 ans 5 mois pour les premiers, 19 ans environ pour les seconds). Et il va de soi, d'autre part, que, durant les années immédiatement préparatoires à l'entrée à l'école militaire, les études faites à cette fin par les derniers sont très supérieures à celles faites, pour leur entrée dans les rangs inférieurs de l'armée, par les autres jeunes gens qui, en passant par les cadres exclusivement, deviendront aussi officiers par la suite.

La disposition de l'article 5 paraît donc tout au moins suffisante pour les officiers qu'elle concerne et même elle crée plutôt, à leur bénéfice, un régime... de faveur.

*
* * *

A raison du vœu souvent exprimé par les *Sociétés d'officiers retraités* de voir les officiers arriver, quant à la pension, à une certaine assimilation de situation avec les fonctionnaires de l'ordre civil, la Section centrale s'est enquis du point de savoir s'il y a des services, dans d'autres départements ministériels, où, aux années de fonctions, on ajoute, comme pour les officiers, des années, à titres d'études préliminaires, à l'effet de permettre aux intéressés d'arriver plus vite au maximum de la pension.

Voici la réponse que comporte cette question :

PENSIONS CIVILES.

SUPPUTATION DES DIPLÔMES.

I. *Loi du 25 juillet 1867 relative à la mise à la retraite des magistrats :*

ART. 2. — Il est compté quatre années de service effectif dans la magistrature, aux magistrats, docteurs en droit, qui seraient mis à la retraite pour cause d'infirmités ou à l'âge fixé à l'article 1^{er} et qui n'auraient pas le nombre d'années de service voulu pour obtenir le maximum de la pension déterminée par la loi.

II. *Loi du 8 avril 1884 concernant les pensions du personnel enseignant :*

ART. 2. — Sont comptés dans la liquidation des pensions :

1^o Pour quatre années de service :

A. Les diplômes légaux des doctorats conférés conformément à la loi sur l'enseignement supérieur ;

B. Le diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du degré supérieur ;

C. Les diplômes délivrés par les écoles spéciales du génie civil, des arts et manufactures et des mines, annexées aux universités de l'État; par l'école de médecine vétérinaire, l'institut supérieur agricole et l'institut supérieur de commerce, et qui, conformément aux programmes approuvés par le Gouvernement, exigent au moins quatre années d'études;

D. Le brevet de nomination délivré aux officiers des armes spéciales sortis de l'école d'application annexée à l'école militaire (1).

2° Pour trois années de service :

A. Les diplômes délivrés par les écoles et les instituts spéciaux et qui correspondent à trois années d'études;

B. Le diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen du degré inférieur;

C. La lettre de nomination d'adjoint d'état-major ou le certificat constatant le résultat satisfaisant des examens de sortie de l'école de guerre (1).

3° Pour deux années de service :

A. Le diplôme d'instituteur primaire;

B. Le diplôme de capacité pour l'enseignement, soit des langues vivantes, soit de l'horticulture et de l'arboriculture;

C. Les diplômes d'ingénieur et de conducteur qui n'exigent que deux années d'études;

D. Le brevet de nomination délivré aux officiers d'infanterie et de cavalerie sortis de l'école militaire (1);

4° Pour une année de service :

Le diplôme de capacité délivré en vertu d'un arrêté royal, soit pour l'enseignement de la gymnastique, soit pour l'enseignement du dessin, soit pour l'enseignement de la musique.

Lorsqu'un membre du personnel enseignant est chargé de cours divers qui exigent la possession de plusieurs diplômes, certificats ou brevets, il peut cumuler le bénéfice qui résulte de chacun d'eux, aux termes du présent article, sans que toutefois l'ensemble des années de service à faire valoir de ce chef puisse dépasser le nombre de quatre.

Ces diplômes sont également admis pour compléter le nombre d'années de service exigées pour l'admission à la pension. »

III. — Il n'est rien compté pour diplômes ou études préliminaires :

Aux agents diplomatiques et consulaires;

Aux ingénieurs de l'État (ponts et chaussées, chemins de fer, mines, etc.);

Aux agents forestiers, qui doivent posséder le diplôme d'ingénieur agricole;

Aux agronomes de l'État;

Aux fonctionnaires de l'administration des finances (enregistrement et domaines, contributions directes, douanes et accises) qui, avant d'être admis à l'examen d'entrée, sont assujettis à un stage pendant lequel ils rendent à l'administration des services nécessaires, stage dont la durée

(1) Cas de rentrée dans la vie civile.

réglementaire est d'un an au minimum, mais qui, en fait, se prolonge obligatoirement pendant deux, trois années et plus.

* * *

La conclusion qui se dégage de tout ce qui précède et de tout ce qui sera dit plus loin — à propos des membres du personnel du service médical, du service pharmaceutique et du service vétérinaire de l'armée — concernant les années de services fictifs comptées à titre d'années d'études préliminaires aux officiers, aux membres des dits services et à certaines catégories seulement de fonctionnaires et d'agents de l'État, tandis que rien de pareil ne se fait pour quantité d'autres, c'est que toute cette matière pourrait être utilement révisée dans des vues d'ensemble. A plusieurs reprises, l'auteur du présent rapport a signalé la nécessité qui s'impose d'uniformiser le plus possible les situations administratives — le manque d'uniformisation provoquant, de la part des intéressés, de continuelles récriminations et sollicitations provenant d'innombrables anomalies et différences injustifiables trop faciles à constater et à critiquer. Il profite de l'occasion qui lui est offerte pour signaler, une fois de plus, la nécessité du susdit travail d'uniformisation..., à ne faire évidemment que dans la mesure du possible.

VI.

Autre point.

L'article 5 du projet propose d'ajouter des années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à celles de service réel pour la pension de tout « officier ou fonctionnaire assimilé à ce grade ne bénéficiant point d'une disposition similaire en vertu des lois antérieures » ; quant à l'article 6, il dispose que « les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur » de la nouvelle loi « seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles ci-dessus (art. 1 à 5 inclus) ». De sorte que, en application de l'article 6, les officiers et fonctionnaires assimilés à ce grade n'ayant pas bénéficié jusqu'ici d'une ajoute, à leurs années de service réel, d'années supplémentaires dites « d'études préliminaires » verront, dès la mise en vigueur de la nouvelle loi, leur pension, actuellement servie déjà, révisée — ces dites années supplémentaires entrant désormais en ligne de compte.

A noter que, pour les officiers et fonctionnaires leur assimilés qui, dès à présent, bénéficient de l'ajoute d'un supplément d'années d'études préliminaires à leurs années de service réel, aucun effet rétroactif n'a été donné aux dispositions concernant ces années d'études, lorsqu'elles ont été prises. De même, en ce qui concerne les dispositions nouvelles proposées par la section centrale pour les membres du personnel du service de santé, du service vétérinaire et du service pharmaceutique, elles doivent opérer sans effet rétroactif.

On peut se demander s'il est vraiment rationnel qu'il existe deux régimes en cette matière et s'il ne vaudrait pas mieux traiter tous les officiers et les fonctionnaires assimilés aux officiers de semblable manière.

A cela les partisans de la rétroactivité répondent — et leur opinion a été soutenue au sein de la section centrale — que depuis 1838 les officiers sortis de l'école militaire bénéficient de l'ajoute d'un certain nombre d'années à titre d'études préliminaires, que ceux d'entre eux qui sont actuellement à la pension ont profité de cette ajoute — encore que la disposition légale qui a augmenté (en 1888) le nombre des années d'études préliminaires pour les officiers sortis de l'école militaire n'ait pas opéré avec effet rétroactif. Ils concluent que, dans ces conditions, faire rétroagir, pour les officiers déjà pensionnés et sortis des cadres, la disposition de l'article 5 du projet, c'est établir une sorte de compensation justifiée.

Le rapporteur de la section centrale s'étant enquis de la charge à résulter, pour le Trésor, de la rétroactivité de cette disposition, il lui a été répondu, par le Département de la Guerre, que celui-ci l'évalue à 97,000 francs. Elle est appréciable — on le voit !

VII.

La section centrale a été amenée à se préoccuper de divers *desiderata* formulés soit par certains de ses membres ou en sections, soit dans des requêtes qui lui ont été adressées.

A

Tout d'abord, à propos des chefs de musique, elle a reçu une requête dont les passages essentiels sont les suivants :

NOTE.

« Un officier *chef de musique* est pensionné d'après le grade auquel il est assimilé, et non d'après son traitement d'activité. Or, son traitement légal peut aller jusque 4,200 francs. Est-il admissible qu'un officier chef de musique soit, après une très longue carrière, pensionné sur une base de traitement de 2,500 ou 2,900 francs ?

» On demande que l'officier chef de musique soit pensionné au taux du grade immédiatement supérieur. Ainsi, on fera cesser une situation qui lui est préjudiciable.

» Cette manière de faire a été reconnue juste en faveur des gradés inférieurs du corps de la gendarmerie. Là, également, on a dû reconnaître que les pensions n'étaient pas en rapport avec les traitements d'activité.

» En règle générale, on admet que tout officier peut arriver au grade de capitaine et soit pensionné comme tel. Il est donc logique que, tout au moins pour la pension, l'officier chef de musique soit avantagé, puisqu'on ne lui donne que le grade de lieutenant comme maximum de promotion. »

Transmise par le rapporteur de la section centrale, pour avis, au Département de la Guerre, la requête ci-dessus a fait, de la part de ce Département, l'objet des observations ci-dessous :

« *A. M. Hoyois, membre de la Chambre des représentants,*

» Bruxelles, le 17 février 1912.

» MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

» J'ai l'honneur de vous restituer la note ci-jointe, accompagnée des remarques auxquelles elle donne lieu de ma part.

» Tout d'abord, aucun projet émanant du Ministère des Finances ne m'a été présenté dans le but d'obtenir pour les chefs de musique une pension du taux du grade immédiatement supérieur à celui auquel ils sont assimilés.

» En juillet 1908, *M. le baron de Broqueville* — rapporteur du projet de loi modifiant la loi du 26 juin 1899, portant réorganisation du personnel des services administratifs, des officiers comptables du matériel d'artillerie, des adjoints du génie, du personnel du service de santé et du service vétérinaire — m'a posé la question ci-après :

« N'y aurait-il pas lieu de reviser la loi du 9 mars 1865, en vue d'arriver » à l'assimilation des chefs de musique aux capitaines et de permettre leur » mise à la pension comme tels? Le grade de capitaine en second, créé » depuis la loi de 1865, semblait une fin de carrière plus digne d'un chef » méritant. »

» Voici, in extenso, ma réponse :

« Antérieurement à 1865, le grade d'adjudant et une pension de 600 fr. » marquaient le terme de la carrière des chefs de musique.

» La loi du 9 mars 1865 — cela résulte de la discussion au Parlement — » a eu comme but de favoriser un ou deux chefs de musique de talent de » l'époque, et, conséquemment, a fait aux autres une position inespérée, » dans le but d'amener à la tête des corps de musique de l'armée des chefs » de grand talent.

» Aux termes de l'article 1^{er} de cette loi, les chefs de musique ayant » dix années de service dans leur emploi sont assimilés aux sous-lieutenants, » et, après dix années de ce grade, peuvent l'être aux lieutenants. D'après » l'article 2, le Roi peut conférer à un chef de musique l'emploi d'inspecteur » des musiques : le titulaire est assimilé aux lieutenants et, après dix ans de » fonctions, peut être assimilé aux capitaines.

» Depuis 1907, le traitement maximum (y compris les suppléments) d'un » chef de musique assimilé aux sous-lieutenants atteint 5,500 francs » (2,500 francs seulement pour un sous-lieutenant d'infanterie) et, après » dix ans d'assimilation aux lieutenants, 4,200 francs (3,400 francs au » maximum pour le lieutenant d'infanterie).

» D'autres avantages existent pour eux : leur service est beaucoup moins » dur et moins absorbant que celui des officiers du même grade ; comme les » médecins et les vétérinaires, ils peuvent se créer des ressources — et c'est » le cas pour la plupart — en dirigeant des sociétés civiles ; enfin, ils sont » pensionnés à 60 ans, comme les colonels (au lieu de 55 ans, comme les » officiers subalternes des troupes).

» Admis à la retraite, ils peuvent continuer les occupations qu'ils se sont » créées dans le civil, tandis que, lorsque l'officier subalterne est pensionné,

» son âge seul l'empêche souvent de trouver un emploi auquel ses fonctions
» ne l'ont pas préparé la plupart du temps.

» La situation des chefs de musique, au point de vue des grades et des
» ressources, lors de leur mise à la pension, est déjà particulièrement privi-
» légiée. Introduire dans leur hiérarchie le grade de capitaine, dans le but
» unique de leur octroyer une pension supérieure, serait donner à un service
» très accessoire, ayant fort peu de rapports avec la carrière militaire, une
» importance que rien ne justifierait.

» Si, dans l'avenir, les pensions des officiers étaient améliorées, les chefs
» de musique assimilés en bénéficieraient proportionnellement à leur grade.»

(Voir rapport fait au nom de la section centrale. — Séance du 29 juillet 1908. — *Document parlementaire* n° 28, pages 2 et 3).

La *Note* dit encore : « Cette manière de faire a été reconnue juste en
» faveur des gradés inférieurs du corps de la gendarmerie. Là également
» on a dû reconnaître que les pensions n'étaient pas en rapport avec les
» traitements d'activité. »

«C'est là une erreur. Avant 1860, les pensions des militaires de la gendarmerie étaient réglées conformément à la loi générale du 24 mai 1838. Il en résultait que lorsque des sous-officiers, des caporaux ou des brigadiers de l'armée entraient dans le dit corps, ils perdaient leurs droits éventuels à la pension du grade qu'ils occupaient et étaient retraits, à la fin de leur carrière, comme de simples soldats, s'ils n'avaient obtenu de l'avancement dans la gendarmerie.

» Il y avait là une véritable iniquité, dont la conséquence était d'éloigner de la gendarmerie des militaires que leur penchant aurait portés à y entrer, s'il n'avaient appréhendé de perdre, à l'époque de leur pension, le bénéfice des droits acquis par leur grade dans l'armée.

» On reconnut aussi, d'une part, que le service imposé à la gendarmerie exige, même des simples gendarmes, une aptitude et des connaissances particulières et, d'autre part, que l'importance des intérêts que ces militaires ont la mission de sauvegarder dans la société devait les faire placer sur le même rang que le sous-officier de l'armée, en ce qui concerne la rémunération des services.

» Telles furent les considérations qui motivèrent la loi du 4 juillet 1860, laquelle dispose que les pensions des sous-officiers et soldats du corps de la gendarmerie seront réglées, d'après les assimilations suivantes : les sous-officiers au grade d'adjudant ; les brigadiers et gendarmes au grade de sergent.

» Des considérations analogues ne se rencontrent certainement pas en faveur des chefs de musique.

» Il est à noter encore que les pensions n'ont pas été fixées d'après le traitement, mais pour chacun des grades de l'armée et sans distinction d'armes ou de services, conformément à un tarif. Les articles 16 et 22 de la loi fondamentale de 1838 stipulent, en outre, que la pension se règle sur el grade dont le militaire est titulaire.

» Modifier ces dernières dispositions en ce qui concerne les chefs de musique

entraînerait certainement des récriminations de la part de quantité d'autres militaires et de vieux serviteurs qui, arrêtés dans leur avancement par l'âge, par exemple, et ayant occupé des fonctions autrement absorbantes et fatigantes que celles des chefs de musique, ne manqueraient pas de réclamer des mesures identiques à celles que l'on aurait accordées à un service accessoire et l'on serait fatalement entraîné dans d'incessantes concessions.

» En matière de pension, j'estime que les dispositions des articles 16 et 22 de la loi de 1858 doivent rester entières et je ne puis, en conclusion, que m'en référer à la réponse faite à la Chambre, en juillet 1908, à savoir, notamment, que *si les pensions des officiers sont améliorées, les chefs de musique en bénéficieront proportionnellement à leur grade, conformément aux dispositions proposées dans le projet de revision actuellement à votre examen.*

Le Ministre de la Guerre,

J. HELLEBAUT. »

Se ralliant aux conclusions de la lettre de M. le Ministre de la Guerre, la majorité de la section centrale n'a pas cru devoir amender le projet de loi en ce qui regarde les chefs de musique.

B

En deuxième lieu, la lettre suivante est parvenue à la section centrale :

« Le projet de loi sur la révision des pensions militaires accorde, suivant le rang qu'occupe l'officier ou le sous-officier, une augmentation de 2 p. c. par année d'ancienneté dans le grade.

» Il s'ensuit que certains titulaires n'ayant occupé leurs fonctions dans leur dernier grade que pendant trois et onze mois, par exemple, perdent ainsi le bénéfice total ou partiel de la majoration.

» Il conviendrait, dans cet ordre d'idées, de compléter le projet en accordant l'augmentation de 1/2 année pour toute fraction de un jour à six mois et de l'année entière pour toute fraction dépassant six mois sans atteindre une année entière.

» Cette modification, très avantageuse pour certaines victimes des circonstances, ne constituerait qu'une très minime augmentation de charge pour le Trésor ».

La section centrale posa, en conséquence, à M. le Ministre de la Guerre la question qui suit, à laquelle il fut répondu également comme il est dit ci-dessous :

QUESTION.

Comment calcule-t-on les pensions militaires et comment calcule-t-on les pensions civiles — le tout au point de vue des jours et mois et parties de chaque année à faire entrer en ligne de compte ?

RÉPONSE.

En ce qui concerne les pensions militaires, conformément au mode adopté par la Cour des comptes, le temps de service est supputé par année et demi-année et les fractions d'année atteignant au moins neuf mois, un jour et

trois mois un jour sont comptées respectivement pour une année entière et pour une demi-année. La fraction de franc dépassant 50 centimes est comptée pour 1 franc.

D'autre part, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles, celles-ci sont liquidées d'après la durée réelle des services; les jours qui, dans le total, ne formeront pas un mois, seront négligés, et il en est de même des fractions de franc.

La section centrale a été d'avis qu'il n'y avait pas lieu — au contraire — d'accentuer la différence existant déjà en ce moment — au point de vue spécial préindiqué — entre la façon de calculer les pensions militaires et celle de calculer les pensions civiles.

Elle est, en effet, d'avis que, en principe, l'uniformité, en la matière dont il s'agit et en toutes autres de même espèce, est l'idéal vers lequel il faut tendre le plus possible.

C

Concernant les pensions de réforme, la section centrale a reçu plusieurs communications. Elles tendent, toutes, à augmenter ces pensions, d'une façon ou d'une autre, plus que ne le fait le projet. Tout en reconnaissant que la situation faite aux officiers qui quittent l'armée pour des raisons d'ordre physique ne dépendant en rien du fait du service n'est pas ce qu'est celle de l'officier mis à la pension pour ancienneté ou pour blessure ou infirmité provenant du service militaire lui-même, la section centrale n'a pas cru pouvoir prendre d'initiative en cette matière. D'autant plus qu'il lui est revenu que le département de la guerre est aussi large que possible dans l'admission de la circonstance que la blessure ou l'infirmité obligeant à la retraite *est à regarder comme provenant du fait du service*. D'autant plus encore qu'il lui est revenu que, dans les cas exceptionnels où il est impossible de regarder cette circonstance comme établie, le département de la guerre s'applique de façon bienveillante à procurer aux officiers pensionnés ou réformés qui n'ont pu bénéficier de cette circonstance l'un ou l'autre emploi leur apportant un supplément de ressources.

D

En quatrième lieu, la section centrale a eu, à raison de requêtes qui lui sont parvenues, à s'occuper de la question de la pension des membres du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire de l'armée.

Avant d'aborder le fond même de la question, il convient de fournir à la Chambre un certain nombre de données préliminaires. On les trouvera ci-dessous.

Et, tout d'abord, comment se recrute le personnel de ces divers services

Ce personnel se recrute :

1° *Pour la section des hôpitaux*, parmi les étudiants en médecine ou en

pharmacie, ainsi que parmi les jeunes gens qui, dans les susdites branches de l'art de guérir, ont terminé leurs études;

2° *Pour la section des infirmiers vétérinaires*, parmi les élèves de l'école de médecine vétérinaire de l'État et les médecins vétérinaires.

Suivant les grades académiques acquis, les intéressés ont le rang d'aspirant ou celui d'auxiliaire.

Antérieurement au 15 décembre 1910, pour pouvoir être admis dans la section des hôpitaux, il fallait :

En qualité d'aspirant, être porteur du diplôme de candidat en sciences naturelles ou avoir satisfait aux deux premières épreuves des examens combinés de candidature en sciences naturelles préparatoire à la médecine, chirurgie et accouchements;

En qualité d'auxiliaire, avoir satisfait aux deux premières épreuves du doctorat en médecine et accouchements ou aux deux premières épreuves de l'examen de pharmacien.

Pour pouvoir être admis dans la section des infirmiers vétérinaires il fallait :

En qualité d'aspirant, être élève de l'école de médecine vétérinaire de l'État;

En qualité d'auxiliaire, être porteur du diplôme de médecin vétérinaire.

Depuis le 15 décembre 1910, sur la proposition de M. l'Inspecteur général du service de santé et du vétérinaire en chef, les conditions d'admission ont été modifiées comme suit :

Pour être admis dans la section des hôpitaux,

En qualité d'aspirant : il faut être porteur du diplôme, obtenu avec distinction, de candidat en médecine, ou avoir satisfait, avec distinction, à la première épreuve de l'examen de pharmacien;

En qualité d'auxiliaire : outre les conditions spécifiées à l'alinéa précédent, il faut avoir satisfait aux deux premières épreuves du doctorat en médecine, chirurgie et accouchements ou à la deuxième épreuve de l'examen de pharmacien.

Pour pouvoir être admis dans la section des infirmiers vétérinaires,

En qualité d'aspirant : il faut être porteur du diplôme, obtenu avec distinction, de candidat vétérinaire.

En qualité d'auxiliaire : outre les conditions spécifiées à l'alinéa précédent, il faut être porteur du diplôme de médecin vétérinaire.

D'autre part, voici l'exposé des dispositions régissant actuellement, quant à la pension, le personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire :

Le personnel du service de santé et du service vétérinaire est régi par la loi du 26 juin 1899 qui dispose :

L'inspecteur général du service de santé est assimilé au grade de général-major;

Les médecins principaux de 1^{re} classe au grade de colonel;

Les médecins principaux de 2^e classe au grade de lieutenant-colonel;

Les médecins de régiment de 1^{re} classe au grade de major ;
 Les médecins de régiment de 2^e et de 3^e classes au grade de capitaine-commandant ;
 Les médecins de bataillon de 1^{re} classe au grade de capitaine en second ;
 Les médecins de bataillon de 2^e classe au grade de lieutenant ;
 Les médecins-adjoints de 1^{re} et de 2^e classes au grade de sous-lieutenant ;
 Le pharmacien en chef au grade de lieutenant-colonel ;
 Les pharmaciens principaux au grade de major ;
 Les pharmaciens de 1^{re} classe au grade de capitaine-commandant ;
 Les pharmaciens de 2^e classe au grade de capitaine en second ;
 Les pharmaciens de 3^e classe au grade de lieutenant ;
 Les pharmaciens de 4^e classe au grade de sous-lieutenant ;
 Les pharmaciens-adjoints au grade de sous-lieutenant ;
 Le vétérinaire en chef au grade de lieutenant-colonel ;
 Les vétérinaires principaux au grade de major ;
 Les vétérinaires de régiment au grade de capitaine-commandant ;
 Les vétérinaires de 1^{re} classe au grade de capitaine en second ;
 Les vétérinaires de 2^e classe au grade de lieutenant ;
 Les vétérinaires de 3^e classe au grade de sous-lieutenant ;
 Les vétérinaires-adjoints au grade de sous-lieutenant.

Les dispositions régissant les pensions militaires en général sont, comme à tous les autres membres de l'armée, appliquées au personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire.

Le personnel de ces services est donc mis d'office à la retraite aux âges déterminés ci-après :

L'Inspecteur général du service de santé à 65 ans ;

Les médecins principaux de 1^{re} et de 2^e classe, le pharmacien en chef à 63 ans ;

Les médecins de régiment de 1^{re} classe, les pharmaciens et vétérinaires principaux à 60 ans ;

Les médecins de régiment de 2 ^e classe	} à 58 ans.
Id. de 3 ^e classe	
Les médecins de bataillon de 1 ^{re} et de 2 ^e classe	
Les médecins adjoints de 1 ^{re} et de 2 ^e classe	
Les pharmaciens de 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et de 4 ^e classe	
Les pharmaciens adjoints	
Les vétérinaires de régiment	
Les vétérinaires de 1 ^e , 2 ^e et de 3 ^e classe	
Les vétérinaires adjoints	

Incidemment, une question se pose ici, savoir celle-ci : « Pourquoi pensionne-t-on les officiers subalternes de l'armée à 55 ans et ceux du service de santé à 58 ans ? »

En voici la réponse, telle qu'elle a été fournie par le Département de la guerre à la Section centrale :

« La limite d'âge de 55 ans est basée sur cette considération, admise pré-

- » cédemment par le Gouvernement et par le législateur, que la généralité
- » des officiers subalternes parvenus à cet âge ne possèdent plus les aptitudes
- » nécessaires pour suffire aux exigences réelles et complètes de leur état.
- » En ce qui concerne le service de santé et les services administratifs, il a
- » été admis, à la demande de la Chambre, que l'on conserverait les titu-
- » laires, dont les fonctions sont plus ou moins sédentaires, jusqu'à la limite
- » fixée pour le grade immédiatement supérieur à celui auquel leur position
- » est assimilée.
- » C'est ainsi que les médecins d'un grade inférieur à celui de major sont
- » pensionnés à l'âge fixé pour celui-ci, c'est-à-dire à 58 ans. »

Aux termes de la loi du 26 juin 1899, article 4, « il est compté huit années de service effectif, à titre d'études préliminaires, aux personnes qui sont admises dans le service de santé au grade de médecin adjoint, six années à celles qui sont admises en qualité de pharmacien adjoint ou de 4^e classe, de vétérinaire adjoint ou de 5^e classe. »

Les années de service accordées pour les études aux médecins, pharmaciens et vétérinaires, leur sont comptées à partir d'une époque essentiellement variable et tardive, savoir à partir de leur nomination au grade d'adjoint (loi du 26 juin 1899, art. 4).

Ce serait déjà un progrès que de les faire compter à partir de l'obtention du diplôme de docteur en médecine, de pharmacien, de vétérinaire.

Cette modification à la loi du 26 juin 1899 ferait disparaître une injustice et remédierait, dans une certaine mesure, à l'état d'infériorité dans lequel médecins, pharmaciens et vétérinaires se trouvent, au point de vue de la pension, vis-à-vis des officiers sortis de l'École militaire et dans lequel ils se trouveront même, prochainement, vis-à-vis des officiers issus des cadres subalternes.

Les cinq années comptées, à titre d'études préliminaires, aux élèves sous-lieutenants, le sont à dater immédiatement de leur sortie de l'École militaire.

Pour la grande majorité des officiers de santé, en activité de service ou pensionnés, il s'en faut de beaucoup que leur nomination au grade d'adjoint ait coïncidé avec la fin de leurs études.

En effet, pendant une longue période d'années, beaucoup de jeunes médecins militaires, leurs études étant terminées et leur diplôme conquis, ont dû patienter dans le grade d'élève-médecin de 1^e classe, de médecin suppléant de 2^e classe, de médecin suppléant de 5^e classe (tous grades aujourd'hui supprimés) avant d'arriver au grade d'adjoint, c'est-à-dire au grade d'officier.

Il en résulte que les jeunes gens qui — n'ayant pas la qualité de miliciens ou ne s'étant pas engagés à titre de volontaires avant leur entrée dans le service de santé de l'armée — ont fait sept années d'études médicales, à leurs frais, et, n'ayant obtenu leur diplôme de docteur qu'à 24-25 ans, ne sont devenus officiers qu'à l'âge de 28, 29, 30 ans, ne peuvent qu'à partir de ce grade et de cet âge faire compter leurs huit années à titre d'études préliminaires.

Leur état d'infériorité vis-à-vis des officiers sortis de l'École militaire saute aux yeux.

On peut raisonner de semblable manière et aboutir à même conclusion à propos des pharmaciens et des vétérinaires de l'armée.

Il convient cependant d'ajouter que, en fait, pour un certains nombre d'officiers de santé, il n'est pas ou guère tenu compte des années accordées à titre d'études, mais bien des années de service réel passées à l'armée : en effet, on applique ou non aux membres du service de santé le système des huit années d'études préliminaires selon que, à raison du temps qui s'est écoulé entre leur entrée dans le service de secours et leur nomination comme adjoints, les intéressés subissent ou non préjudice en ne se voyant compter que huit années de service. En outre, s'ils sont entrés à l'armée comme miliciens ou comme volontaires avant leur admission dans le service de secours, les services rendus par eux jusqu'à la date de cette admission entrent également en ligne de compte : d'ailleurs, la règle générale est que l'on compte, pour la pension, à tous les officiers et à tous les militaires de rang inférieur toutes les années passées à l'armée. c'est-à-dire toutes celles de service réel, à quelque titre que ce soit et quel que soit le rang auquel ils sont parvenus au moment de la mise à la pension.

Il est à remarquer toutefois, disent les membres des services intéressés, que, la seule disposition légale réglant la supputation des années de service étant l'article 4 de la loi du 26 juin 1899, le système de supputation « à partir du moment de l'entrée dans l'armée » ne constitue qu'une simple jurisprudence ne présentant qu'une garantie relative.

Dans un *Mémoire* parvenu à la section centrale, et où ces mêmes considérations sont développées, on lit :

« Dans la supputation des services effectifs pour la pension, en ce qui concerne les élèves sortis de l'école militaire à 19/20 ans la pension leur est calculée à partir de l'âge de 15 ans, puisqu'on leur accorde cinq années pour leurs études (1).

« En ce qui concerne les officiers issus du cadre et engagés à l'âge normal de 17 ans, le nouveau projet de loi leur calculera la pension à partir de l'âge de 15 ans également, puisqu'on leur accordera deux années supplémentaires « pour études ».

« Seuls de tout le corps d'officiers, les officiers de santé continueront à souffrir d'une situation injuste, s'il n'y est pas porté remède, — car la plupart ne peuvent compter actuellement leurs années de service pour la pension qu'à partir de 20 ans (2).

» Il n'a jamais été possible (sauf quelques rares exceptions) d'entrer dans

(1) Ceci n'est vrai que pour autant qu'il s'agisse de jeunes gens entrés à l'École militaire à 17-18 ans — ce qui n'est pas le cas ordinaire (l'âge moyen d'entrée des *civils* étant de 19 ans environ). Il y a donc, dans la *Note*, une erreur d'appréciation portant sur un et même deux ans souvent, en ce qui concerne les officiers non sortis directement du cadre mais ayant passé uniquement par l'École militaire.

(2) Mais seulement s'ils n'ont pas déjà fait partie de l'armée à un autre titre avant d'entrer dans le service de santé.

le service de santé avant l'âge de 20 ans. En effet, pour pouvoir être admis dans ce service, tous les officiers *actuellement* en exercice ont dû conquérir le diplôme de candidats en sciences. Entrés normalement à l'université à 17/18 ans, ils ne pouvaient matériellement se trouver dans les conditions prescrites par les instructions qu'après deux années d'études, *soit vers 20 ans. C'est donc une perte de cinq ans à leur préjudice, comparativement aux autres officiers* ».

Le *Mémoire* d'où ce qui précède est extrait continue :

« S'il est objecté que les officiers du service de santé sont pensionnés plus tardivement, il est permis de répondre que d'autres officiers le sont aussi, (intendance), que les études médicales sont les plus longues de toutes, que les officiers de santé arrivent plus tard à tous les grades, et que, en tous cas, les risques professionnels, les fatigues plus grandes de ces officiers, l'égalité devant la maladie ou l'infirmité doivent leur permettre d'atteindre *au même âge que les autres officiers de l'armée et pas plus tard*, le médium à 30 ans de service, ainsi que le maximum de pension à 40 ans de service, quel que soit le système adopté. »

Le rapporteur de la section centrale, qui avait transmis ce *Mémoire* également, pour avis, à M. le Ministre de la Guerre, a reçu la réponse dont la teneur suit :

Bruxelles, le 1^{er} février 1912.

A Monsieur Hoyois, membre de la Chambre des Représentants.

« MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

» Vous m'avez transmis une *Note* tendant à voir modifier les dispositions de l'article 4 de la loi du 26 juin 1899, afin que les années de service allouées à titre d'études préliminaires au personnel du service de santé et du service vétérinaire soient supputées pour la pension à partir de l'octroi du diplôme final de docteur, de pharmacien ou de vétérinaire.

» En vous restituant cette *Note*, j'ai l'honneur de vous faire savoir, Monsieur le Représentant, que, reconnaissant la justesse des considérations qui y sont émises, j'estime qu'il y a lieu de modifier les règles établies en la matière et qu'il convient d'améliorer la situation existante.

» Toutefois, si je suis absolument d'accord sur la question fondamentale de la nécessité d'une modification, il n'en est pas de même au sujet du système que l'on vous a prié de me soumettre pour parer aux inconvénients résultant de l'application des dispositions en vigueur et, à mon avis, ce n'est pas la date du diplôme de fin d'études qui doit servir de point de départ dans la supputation des années de service, *mais la date même à laquelle on entre au service militaire.*

» Il serait compté à partir de cette date et à titre d'études préliminaires un nombre d'années supplémentaires de services effectifs fixé à cinq ans pour les médecins et à quatre ans pour les pharmaciens et les vétérinaires.

» L'attribution de ces années de services effectifs est justifiée comme suit :

» Pour pouvoir entrer dans le service de secours de l'armée, il faut, en vertu des dispositions existantes :

» a) Pour les étudiants en médecine, être porteur d'un diplôme de candidat en médecine obtenu avec distinction — ce diplôme s'acquiert après quatre années d'études (deux années de candidature en sciences et deux années de candidature en médecine);

» b) Pour les étudiants en pharmacie, avoir subi avec distinction la première épreuve de l'examen de pharmacien — cette épreuve est subie après trois années d'études (deux années de candidature en sciences et une année pour la première épreuve pour le grade de pharmacien);

» c) Pour les vétérinaires, avoir subi avec distinction la première épreuve de candidat-vétérinaire — cette épreuve est subie après trois années d'études (deux années de candidature en sciences et une année pour la première épreuve pour le grade de vétérinaire).

» Entrés à l'université à un âge normal, soit à 18 ans, les élèves en médecine se trouvent donc dans les conditions voulues pour être admis dans le service des secours à l'âge de 22 ans, et les élèves en pharmacie et de l'école vétérinaire à 21 ans.

» En attribuant aux premiers 3 et aux autres 4 années de services à partir de ce moment, celles-ci compteraient à partir de 17 ans — ce qui leur permettrait d'atteindre les quarante années de services (1), conférant le maximum de la pension comme officiers subalternes, à 58 ans.

» Comme vous le remarquez, Monsieur le Représentant, ces dispositions présentent beaucoup d'analogie avec celles qui sont prises en vertu de l'article 3 du projet de loi portant revision des pensions des officiers et permettent à tout membre du personnel du service de santé et du service vétérinaire, s'il s'est engagé à un âge normal, d'atteindre à la limite d'âge le nombre d'années de service exigés pour obtenir le maximum de la pension (2).

» D'autre part, la modification que je propose et qui est préconisée aussi par M. l'Inspecteur Général du service de santé, a l'avantage de tenir compte des services rendus par les intéressés; il est, en effet, difficilement admissible que deux jeunes gens, par exemple, nommés tous deux adjoints le même jour, dont l'un a servi en qualité d'aspirant et d'auxiliaire dans les hôpitaux pendant un certain nombre d'années, dont l'autre n'aura rempli aucun service avant sa nomination d'adjoint, soient traitée sur un pied d'égalité au sujet de la supputation de leurs années de services.

» Compter les années à partir de la date du diplôme final tendrait à la suppression des aspirants et des auxiliaires qui, naturellement, ne verraient

(1) Et même d'en pouvoir compter 41 (58-17).

(2) Et même un an plus tôt, comme c'est aussi le cas pour les officiers qui sont entrés à l'armée à 16 ans à titre de volontaires — ceux-ci pouvant même faire état de 41 ou de 42 ans de services à 55 ans d'âge, grâce aux années supplémentaires qui leurs sont comptées à titre d'études préliminaires.

aucun avantage à se mettre, avant l'obtention de ce diplôme, à la disposition du Gouvernement—situation les astreignant à des obligations militaires, auxquelles ils ne peuvent se soustraire et les exposant aux exigences et aux dangers résultant de ces obligations (cours d'équitation, théories, participation à une période de manœuvres, etc., etc.).

» Or, il importe de maintenir les dispositions réglementaires régissant le personnel technique du service de secours, lequel a été créé, tant en vue du bon recrutement du service médical, pharmaceutique et vétérinaire, que de la nécessité de posséder un cadre de réserve suffisant pour la mobilisation.

» Sans doute, en autorisant les jeunes gens qui composent ce personnel à continuer leurs études, le Département de la Guerre leur accorde une faveur, mais cette faveur est compensée par le fait qu'ils ne sont pas soldés et j'estime qu'il y aurait lieu de les considérer comme étant en activité, bien que sans traitement, attendu que, sous le rapport de la loi de milice, ils sont dans les mêmes conditions que tous les autres militaires.

» Dans un autre ordre d'idées, il doit être entendu que, pour ne pas léser les droits acquis, notamment ceux des médecins, pharmaciens et vétérinaires admis directement dans l'armée avec le grade d'officier, il serait introduit dans la loi à intervenir une disposition transitoire qui leur permettrait de bénéficier des dispositions antérieures, si celles-ci étaient plus favorables.

« En conclusion, je suis d'avis que l'on pourrait avantageusement modifier les dispositions actuelles par l'adoption du texte ci-dessous :

« L'article 4 de la loi du 26 juin 1899, portant réorganisation du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les services des membres du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire prennent cours à partir de leur admission dans l'armée.

» Il est compté, en outre, cinq années de service effectif, à titre d'études préliminaires, aux médecins et quatre années aux pharmaciens et aux vétérinaires.

» Toutefois, par mesure transitoire, les officiers précités, au service au moment de la promulgation de la présente loi, et ceux qui y entreront dans un délai de deux ans à partir de cette date pourront bénéficier des dispositions antérieures si celles-ci leur sont plus favorables» .

Agréé, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de la Guerre,

P. HELLEBAUT. »

Après réception de la lettre susvisée de M. le Ministre de la Guerre, la question suivante fut posée :

QUESTION.

Que coûtera l'amendement proposé pour les membres du service médical et du service sanitaire?

RÉPONSE.

L'amendement proposé pour les membres du service médical et du service vétérinaire aura pour effet de faire bénéficier ceux qui seront pensionnés comme officiers subalternes de deux années en moyenne de service effectif pour la pension. De ce chef, celle-ci sera donc augmentée de 187 francs par unité.

Or, il résulte du relevé des officiers dont il s'agit qui ont été mis à la retraite durant les années 1902 à 1914 que la moyenne annuelle est de trois. La charge annuelle s'accroîtra donc approximativement de 561 francs.

D'autre part, le nombre approximatif de pensions servies aux officiers de la catégorie prémentionnée étant de 43, le surcroît de charge qui en résultera pour le Trésor sera de 8,413 francs lorsque l'amendement proposé sortira tous ses effets.

Désireuse de s'éclairer plus complètement, la section centrale a prié M. le Ministre de la Guerre de lui faire tenir la statistique des âges d'entrée des jeunes gens dans le service de santé, dans le service pharmaceutique et dans le service vétérinaire, pendant ces dernières années.

Elle a reçu la réponse suivante :

Statistique, pour les cinq dernières années, des âges d'entrée dans les services de santé, pharmaceutique et vétérinaire.

Services	Âges.	Nombre d'admissions pendant les années					Âge moyen lors de l'admission au service.
		1907	1908	1909	1910	1911	
de santé.	18 ans révolus.	»	»	3	1	»	20 ans 10 mois.
	19 —	13	15	5	28	1	
	20 —	27	24	27	23	5	
	21 —	19	10	12	16	4	
	22 —	13	6	6	6	»	
	23 —	1	»	»	2	23	
	24 —	1	1	1	1	»	
	25 —	»	»	»	»	»	
	26 —	»	»	1	»	»	
	27 —	»	»	»	»	»	
pharmaceutique.	19 —	1	4	4	10	1	20 ans 10 mois.
	20 —	3	10	12	6	1	
	21 —	4	8	2	3	»	
	22 —	1	2	2	2	1	
	23 —	»	»	»	2	»	
	24 —	»	»	1	1	»	
	25 —	1	1	»	»	»	
vétérinaire.	19 —	»	1	»	2	»	21 ans 5 mois.
	20 —	2	2	2	2	»	
	21 —	4	3	3	3	»	
	22 —	1	1	»	2	»	
	23 —	»	2	1	2	»	
	24 —	1	1	1	»	»	

Il n'est pas superflu de faire observer ici que les membres du service de santé se sont plaints jusqu'ici d'être placés en tout, vis-à-vis des officiers, sur un pied d'infériorité que rien ne justifierait — d'autant moins que leurs études supérieures ont été beaucoup plus longues.

Parlant d'eux, un organe de la presse s'exprimait ainsi récemment :

« Inférieurs en grades, en traitement, en avancement, en pension, à leurs camarades des armes, il sont dès leur premiers galons frustrés de six ans d'ancienneté sur la durée de leurs études scientifiques ; au cours de leur carrière ils doivent prendre à leur charge exclusive les instruments néces-

saires à l'exercice de leur profession, et, pour obtenir une position sortable, sont tenus de se soumettre à de dures épreuves d'examen où l'échec équivalait à la cruelle opération connue dans l'armée sous le vocable d'oreille fendue.»

Après avoir constaté qu'un récent arrêté royal vient de modifier un peu leur situation quant au traitement et sans vouloir approfondir en ce moment, plus que de raison, la question de l'assimilation des membres du service de santé et des officiers, il importe cependant d'ajouter que, actuellement, le recrutement du service de santé de l'armée se fait plus péniblement que par le passé.

Cela n'est pas contesté par le Département de la Guerre.

Et, ces jours-ci, sous sa signature, M. le Dr Dejace écrivait :

« Le régiment des carabiniers, à Bruxelles, compte 5 bataillons actifs et sa caserne loge un notable contingent de la compagnie universitaire.

» Le service médical de ce régiment est assuré par un médecin de régiment et 2 médecins de bataillon, un 3^e médecin de bataillon est en congé pour cause de maladie. Des deux médecins de bataillon restants l'un doit accompagner ses hommes envoyés au camp, le second doit suivre son bataillon à Vilvorde. Reste donc un médecin de régiment pour assurer le service et le médecin est appelé par ses fonctions ordinaires à l'hôpital militaire.

» Le pauvre confrère ne peut cependant se dichatomiser et être à la fois dans son service hospitalier et à la caserne. Alors? On voit d'ici la situation. Que deviennent les affirmations optimistes présentées aux députés en décembre 1911?

» Il ne manque « qu'un » médecin militaire?

» Il en manque sept dans les hôpitaux et, comme il y a absence de candidats et des démissions prévues et annoncées, à la fin de 1912 il en manquera de 12 à 14. »

D'où cela provient-il?

Est-ce uniquement de ce que les membres du personnel du service de santé ne sont pas convenablement assimilés aux officiers, ou, pour être plus précis, de ce que les membres de ce service n'ont plus une situation assez tentante pour ne pas préférer la carrière médicale civile? C'est à examiner.

Peut-être, pourtant, conviendrait-il de ne pas perdre de vue que les conditions d'admission dans le service de santé, comme dans le service pharmaceutique et le service vétérinaire, ont été modifiées et rendues plus difficiles le 15 décembre 1910. D'autant plus que c'est en 1911 que le recrutement a diminué dans ces divers services. Il y a là, tout au moins, une coïncidence curieuse.

En tous cas, il est nécessaire d'aviser, sans retard, à un état de choses qui commence à inquiéter justement l'opinion publique et les Chambres.

L'amélioration de leur situation, en ce qui concerne leur mise à la pension, sera, pour les intéressés — il en est d'autres réclamées par eux — une réelle satisfaction. Et elle paraît légitime.

Cependant, tout en partageant la manière de voir des membres

du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire de l'armée sur la question fondamentale de l'utilité d'une modification de l'article 4 de la loi du 26 juin 1899, on peut penser que les cinq années ou quatre années à ajouter respectivement aux années de service, à titre d'études préliminaires, devraient se calculer, à dater de « l'entrée dans le service de santé, pharmaceutique ou vétérinaire » et seulement « si besoin en était » — c'est-à-dire pour autant que, sans cela, les membres du personnel des susdits services *qui y sont entrés à l'âge normal* ne puissent parvenir, à l'âge légal de la retraite, au maximum de la pension.

Certes, il va de soi que, dans le calcul de sa pension, « tous les services rendus à l'armée » doivent être comptés à tout militaire, quelle que soit la position, de milicien ou de volontaire, dans laquelle il les a rendus.

Mais, il en est déjà ainsi, même pour ceux qui entrent dans les services de santé, pharmaceutique ou vétérinaire.

La modification proposée à l'article 4 de la loi du 26 juin 1899 n'a donc nullement pour but de faire compter, au profit des médecins, des pharmaciens ou des vétérinaires de l'armée, des services rendus à celle-ci qui n'auraient pas compté jusqu'ici au point de vue du calcul de leur pension, mais d'améliorer à leur profit l'état actuel des choses en tant qu'il s'agit des années qui sont ajoutées à titre « d'études préliminaires » à celles de leur service réel.

Or, du moment qu'il en est ainsi, on pourrait soutenir que ce n'est plus que la date d'entrée dans le service médical, dans le service pharmaceutique ou dans le service vétérinaire qui devrait seule servir de *point de départ à la supputation de ces années supplémentaires*.

Ces « années supplémentaires » sont, en effet, celles pendant lesquelles les jeunes gens ont fait les « études préliminaires » nécessaires pour parvenir à entrer dans ces services. Or, ces « études préliminaires » sont les mêmes pour tous. Dès lors, les années supplémentaires ajoutées éventuellement à celles de services réels doivent évidemment correspondre, pour tous, au même cycle d'études. Si le point de départ des années supplémentaires était, non celle de l'entrée dans le service médical, pharmaceutique ou vétérinaire, mais celle de l'entrée à l'armée, il en résulterait que le cycle des années d'études regardées comme « préliminaires » et supputées comme telles pour la mise à la pension et le calcul de celle-ci, serait différent d'après les jeunes gens. En effet, ceux qui entreraient à l'armée à 16 ans ou même plus tôt (à l'école des cadets) se verraient ajouter cinq années d'études préliminaires — qu'ils auraient passées toutes ou presque toutes à faire des études *moyennes*. Il en serait même encore ainsi, en grande partie, pour ceux qui entreraient d'abord à l'armée à titre de miliciens. Tandis que ceux qui entreraient directement dans le service médical, pharmaceutique ou vétérinaire sans avoir eu préalablement la qualité de miliciens ou de volontaires et, conséquemment, de par le seul effet d'un engagement volontaire qu'ils ne contracteraient qu'au moment de leur entrée dans ledit service médical, pharmaceutique ou vétérinaire, auraient (vu leur âge) passé presque toutes leurs « années supplémentaires » à faire, au contraire, des

études *universitaires*. Théoriquement, il y a là une inégalité évidente. Elle s'expliquerait d'autant moins, ne manquerait-on pas d'ajouter, qu'on ne voit pas pourquoi des années d'études *moyennes* qui ne sont pas vraiment consacrées à des « études préliminaires à l'entrée dans le service de santé, pharmaceutique ou vétérinaire » seraient portées en compte à certains jeunes gens ne se distinguant en rien d'autres qui ne bénéficient d'aucune disposition de faveur analogue dans les carrières civiles qu'ils choisissent.

On pourrait dire encore qu'il y a lieu de remarquer que l'ajoute d'années de services fictifs, à titre d'études préliminaires, aux années de services réels n'a pas uniquement sa répercussion sur le calcul du taux de la pension, mais encore sur le moment de leur carrière où les intéressés peuvent être admis à la retraite.

En effet, ainsi que cela a été signalé au début du présent rapport, les membres du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire de l'armée, tout comme les officiers, peuvent demander à être admis à la pension avant de réunir à la fois la condition d'âge (58 ans pour ceux de rang subalterne) et celle de la durée voulue de services (40 ans), dès que se rencontre dans leur chef une seulement de ces deux conditions — notamment celle de la durée des services (réels ou fictifs). Il en résulte que, avancer le moment où les membres de ces services réunissent la condition de durée de services leur permettant de demander leur mise à la pension, c'est avancer le moment où il leur sera permis — naturellement, si leur demande est agréée — de se faire mettre à la pension *avant l'âge légal*.

Adopter une règle qui, outre qu'elle a cette conséquence, rendrait assez différents les âges où ils pourraient ainsi respectivement atteindre la condition de durée de services avant d'avoir l'âge *légal* de la mise à la retraite, ce serait, d'autre part, créer ou accentuer entre eux certaine inégalité peu désirable.

L'amendement à préférer serait celui qui permettrait simplement, sans plus, à tous les membres du personnel du service médical, du service pharmaceutique et du service vétérinaire, entrés dans ces services à l'âge *normal*, d'atteindre — et même un an trop tôt, comme beaucoup d'officiers entrés également à l'armée à l'âge normal — le maximum de la pension.

Cela suffirait amplement.

En effet, il ne faut pas, comme le fait indirectement l'amendement proposé à la section centrale, fournir aux intéressés le moyen de se faire mettre à la pension avant l'âge légal — ce qui est tout autre chose et ne doit pas être le but à poursuivre ou atteint sans être poursuivi. D'ailleurs, si les Chambres estiment que l'âge de la mise à la pension des membres des services de l'armée dont il s'agit est trop tardif, il leur suffit de le modifier *in terminis* ; mais, aussi longtemps que cet âge est maintenu, tel qu'il est fixé actuellement par la législation en vigueur, ce n'est pas au législateur à fournir indirectement aux intéressés le moyen de l'é luder.

En conséquence, il semblerait que l'amendement dont l'adoption est à solliciter de la Chambre devrait être rédigé comme suit :

« L'article 4 de la loi du 26 juin 1899, portant réorganisation du personnel

du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les services des membres du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire prennent cours à partir de leur admission dans l'armée.

» Il est compté, en outre, cinq années de service effectif, à titre d'études préliminaires, aux médecins et quatre années aux pharmaciens et aux vétérinaires, *sous déduction du temps qui leur serait déjà compté à raison de leur présence en une autre qualité à l'armée durant les cinq années précédant immédiatement celle de leur admission respectivement dans le service de santé, le service pharmaceutique ou le service vétérinaire.*

» Toutefois, par mesure transitoire, les officiers précités, au service au moment de la promulgation de la présente loi, et ceux qui y entreront dans un délai de deux ans à partir de cette date pourront bénéficier des dispositions antérieures si celles-ci leur sont plus favorables. »

Le sous-amendement proposé à l'amendement suggéré par M. le général Hellebaut aurait pour effet d'empêcher tout double emploi résultant de ce que l'on compterait aux membres du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire de l'armée, au regard de leur admissibilité à la pension et du taux de celle-ci, des années qui leur seraient déjà comptées, aux mêmes points de vue, à un autre titre. Ce système paraît rationnel et concilier convenablement les justes *desiderata* des intéressés avec les droits du Trésor.

Cependant, on peut à ce système faire cette objection qu'il traite de même façon et ceux qui, durant les cinq années précédant immédiatement leur admission dans le service de santé, dans le service pharmaceutique ou dans le service vétérinaire, sont déjà à l'armée et ceux qui n'y ont pas encore ou n'y passent qu'une partie de ces cinq années. « C'est de l'injustice », ne manquera-t-on pas d'ajouter.

Ce n'est certes pas ainsi qu'il faudrait raisonner — c'est expliqué plus haut. Mais, on le fera. Et, vu la façon dont les choses sont réglées au regard des officiers, passant ou non par l'école militaire, on cherchera de ce côté un argument de plus, qui ne manquera pas de faire impression.

C'est la raison pour laquelle, tout en trouvant préférable le système préindiqué, la section centrale s'en tiendra à celui préconisé par M. le Ministre Hellebaut.

Elle se plaît toutefois à espérer que la question, tant au regard des membres du personnel des services de santé, pharmaceutique et vétérinaire de l'armée, que des officiers sortis de l'école militaire ou directement des cadres, sera réétudiée dans un avenir prochain. Car, une partie des observations formulées dans le présent rapport concernant les années supplémentaires ajoutées à celles des services réels, à titre d'études préliminaires, pourraient aussi être faites à propos des officiers.

VIII.

Il resterait un dernier point à envisager : celui de savoir si le Trésor public, après toutes les charges nouvelles qu'il est appelé à assumer déjà depuis le 1^{er} janvier 1912, est encore en état de faire face, sans création de ressources nouvelles, à celles à résulter du projet faisant l'objet de ce rapport. Mais, l'examen de cette question n'est pas du ressort de la section centrale et encore moins du ressort du rapporteur de celle-ci. C'est au Gouvernement à en donner la solution.

Aux yeux de la section centrale, il l'a donnée, implicitement du moins, en saisissant la Chambre du projet de loi.

S'il s'était trompé dans ses prévisions, son erreur d'appréciation ne pourrait évidemment être imputée à la section centrale.

*
* * *

Sous le bénéfice des observations et amendements ci-dessus, la section centrale a adopté le projet de loi à l'unanimité de ses membres et a l'honneur d'en proposer l'adoption à la Chambre.

Le Rapporteur,

Jos. HOÏOIS.

Le Président,

E. NERINX.



Projet amendé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Par modification aux lois du 23 mai 1888 et 24 août 1901, les pensions de retraite des officiers sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi (1).

ART. 2.

L'article 3 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (2) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée (3).

~~La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 et du 24 août 1901 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.~~

ART. 3.

Les tarifs arrêtés par les lois du 14 mars 1880 et du 24 août 1901, en ce qui concerne les pensions et secours accordés aux veuves et orphelins de militaires, en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, sont abrogés et remplacés par le tarif (9^e colonne) joint à la présente loi.

(1) Les 2^e et 3^e alinéas de cet article du projet primitif sont supprimés.

(2) Les mots « 1^{er} et 2^e alinéas » figurant, à cet endroit, dans le projet primitif sont supprimés.

(3) Le 3^e alinéa de cet article du projet primitif est supprimé.

Ontwerp, door de Middenafdeeling gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

Bij wijziging van de wetten van 23 Mei 1888 en 24 Augustus 1901, worden de rustpensioenen der officieren geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegde tarief (1).

ART. 2.

Artikel 3 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van bovenstaand artikel 1 (2), door het bedrag van het aldus berekend pensioen te verminderen met een vijfde (3).

~~Het pensioen mag nochtans niet gaan beneden dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wetten van 23 Mei 1888 en 24 Augustus 1901 (kolommen 6, 7 en 8), verminderd met een vijfde.~~

ART. 3.

De tarieven bepaald bij de wetten van 14 Maart 1880 en van 24 Augustus 1901, worden, wat betreft de pensioenen en hulpgelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen, krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838, ingetrokken en vervangen door het tarief (9^{de} kolom), gevoegd bij deze wet.

(1) Het 1^{ste} en 2^{de} lid van dit artikel van het oorspronkelijk ontwerp worden ingetrokken.

(2) De woorden : « 1^{ste} en 2^{de} alinea », voorkomende in de 2^{de} paragraaf van den oorspronkelijken tekst, vervallen.

(3) Het 3^{de} lid van dit artikel van het oorspronkelijk ontwerp vervalt.

ART. 4.

Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 19 avril 1841 (art. 1^{er}), du 23 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée d'après l'article premier de la présente loi à tout officier et à tout fonctionnaire assimilé à ce grade, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmentée dans les proportions suivantes en raison d'années d'activité dans le grade.

ART. 4.

Bij wijziging der wetten van 24 Mei 1838 (art. 17), van 9 April 1841 (art. 1), van 23 Februari 1842 (art. 1) en van 2 Juli 1896 (art. 1), wordt het rustpensioen volgens artikel 1 van deze wet verleend aan ieder officier en ieder met dezen graad gelijkgestellten ambtenaar, met uitzondering van dit der officieren op jaarwedde wegens reform, verhoogd naar de hierna volgende evenredigheid, op den voet van de jaren werkelijken dienst in den graad :

Catégories. — Categoriën.	Quotité de l'augmentation (p. c. du taux de la pension) accordée après le nombre ci-dessous d'années d'activité dans le grade. Hoeveelheid der vermeerdering (t. h. van het bedrag van het pensioen) verleend volgens het hieronder aangegeven aantal jaren werkelijken dienst in den graad.								
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Officier général et colonel . Opperofficier en kolonel .	8 »	12 »	16 »	20 »	»	»	»	»	»
Lieutenant-colonel et major . Luitenant-kolonel en majoor .	5 »	7.5	10 »	12.5	15 »	17.5	20 »	»	»
Officier subalterne Lager officier	4 »	6 »	8 »	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »

ART. 5.

Dans la supputation des services effectifs pour la pension, il est compté deux années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à tout officier ou fonctionnaire assimilé à ce grade ne bénéficiant point d'une disposition similaire en vertu des lois antérieures.

ART. 5.

Bij de berekening van de wezenlijke diensten voor het pensioen, komen, ten titel van voorafgaande studiën, twee jaar ten goede aan ieder officier of met dezen rang gelijkgestellten ambtenaar die, krachtens vroegere wetten, het voorrecht van soortgelijke bepaling niet geniet.

ART. 6.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles ci-dessus.

Cette révision sortira ses effets à partir du 1^{er} jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

ART. 7.

L'article 4 de la loi du 26 juin 1899, portant réorganisation du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les services des membres du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire prennent cours à partir de leur admission dans l'armée.

Il est compté, en outre, cinq années de service effectif, à titre d'études préliminaires, aux médecins et quatre années aux pharmaciens et aux vétérinaires.

Toutefois, par mesure transitoire, les officiers précités, au service au moment de la promulgation de la présente loi, et ceux qui y entreront dans un délai de deux ans à partir de cette date, pourront bénéficier des dispositions antérieures si celles-ci leur sont plus favorables.

ART. 8.

Il est ouvert au Département des

ART. 6.

De pensioenen en de hulpgelden, bestaande op het oogenblik van het in werking treden van deze wet, zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe bepalingen van de artikelen hierboven.

Deze herziening zal hare volle kracht hebben te rekenen van den 1^{sten} dag van het trimester volgende op den datum harer bekendmaking.

ART. 7.

Artikel 4 der wet van 26 Juni 1899, houdende herinrichting van het personeel van den gezondheidsdienst, van den dienst der paardenartsen en van den veeartsenijkundigen dienst wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

De diensten der leden van den gezondheidsdienst, van den artsenijkundigen dienst en van den dienst der paardenartsen nemen een aanvang te rekenen van den dag waarop zij in het leger zijn opgenomen.

Bovendien komen, ten titel van voorafgaande studiën, vijf jaar wezenlijken dienst ten goede aan de geneesheeren en vier jaar aan de apothekers en aan de paardenartsen.

Echter kunnen, bij overgangsmaatregel, bovengenoemde officieren, in dienst op het oogenblik der afkondiging van deze wet, en zij, die in dienst treden binnen een termijn van twee jaren, te rekenen van dien datum, het voorrecht genieten van vroegere bepalingen indien deze meer voordeelig voor hen zijn.

ART. 8.

Bij het Departement van Financiën

Finances un crédit de quinze mille francs pour couvrir les frais à résulter de la revision prescrite par l'article 5. 6

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique de l'exercice 1912 à titre de dépense exceptionnelle.

wordt een krediet van vijftien duizend frank geopend tot bestrijding van de onkosten moeiende voortspuiten uit de herziening voorgeschreven bij artikel 5. 6

Dit krediet zal als uitzonderlijke uitgave worden gebracht op de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1912.

GRADE.	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2).			Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.					Pension de veuves et secours aux orphelins.
	Médium à trente ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres (art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue de l'usage d'un ou de deux membres; blessures ou infirmités équivalentes à la perte de l'usage d'un membre (art. 19 et 20).	Blessures ou infirmités méritant le militaire dans une des positions prévues à l'article 8 de la loi du 24 mai 1838 (art. 21).			
						Minimum.	Accroissement pour chaque année au delà de 20 ans.	Maximum à 40 ans, campagnes comprises.	
Lieutenant-général	6,150	205	8,200	12,300	8,200	4,100	205	8,200	2,750
Général-major; intendant en chef; inspecteur général du service de santé	5,100	170	6,800	10,200	6,800	3,400	170	6,800	2,270
Colonel; intendant de 1 ^{re} classe; médecin principal de 1 ^{re} classe.	4,155	158.50	5,310	8,310	5,310	2,770	158.50	5,340	1,850
Lieutenant-colonel; intendant de 2 ^e classe; médecin principal de 2 ^e classe; pharmacien en chef; vétérinaire en chef	3,155	114.50	4,580	6,870	4,580	2,200	114.50	4,580	1,520
Major; sous-intendant de 1 ^{re} classe; officier supérieur du bataillon d'administration; médecin de régiment de 1 ^{re} classe; pharmacien principal; vétérinaire principal	2,880	95	3,800	5,700	3,800	1,900	95	3,800	1,270
Captaine-commandant; capitaine en premier; sous-intendant de 2 ^e classe; officier d'administration de 1 ^{re} classe; médecin de régiment de 2 ^e et de 3 ^e classe; pharmacien de 1 ^{re} classe; vétérinaire de régiment; inspecteur des musiques avec assimilation au grade de capitaine.	2,540	78	3,120	5,080	3,120	1,800	78	3,120	1,010
Capitaine en second; sous-intendant de 3 ^e classe; officier d'administration de 2 ^e classe; médecin de bataillon de 1 ^{re} classe; pharmacien de 2 ^e classe; vétérinaire de 1 ^{re} classe.	1,950	65	2,600	3,900	2,600	1,500	65	2,600	900
Lieutenant; officier d'administration de 3 ^e classe; médecin de bataillon de 2 ^e classe; pharmacien de 3 ^e classe; vétérinaire de 2 ^e classe; inspecteur des musiques; chef de musique avec assimilation au grade de lieutenant	1,580	53	2,120	3,180	2,120	1,060	53	2,120	700
Sous-lieutenant; officier d'administration de 4 ^e classe; médecin adjoint; pharmacien de 4 ^e classe; pharmacien adjoint; vétérinaire de 3 ^e classe; vétérinaire adjoint; chef de musique avec assimilation au grade de sous-lieutenant.	1,395	46.50	1,960	2,790	1,960	930	46.50	1,960	700

GRADEN.	Rustpensioen voor ouderdom in dienst (art. 1 en 2).			Rustpensioen uit oorzaak van verwondingen of gebrekkigheden voortvloeiende van vermorlenissen, ongevallen of gevechten bij den militairen dienst.					Functien der weduwen en halvgelden aan de wezen.
	Medium op 50 jaar wezenlijken dienst.	Vermeerdering voor ieder jaar dienst met inbegrip der veldtochten.	Maximum op 40 jaar dienst met inbegrip der veldtochten.	Blindheid of afzetting van twee ledematen (art. 18).	Afschieten van één lidmaat; volstrekt verlies van het gebruik van één of twee ledematen; verwondingen of gebrekkigheden gelijk aan het verlies van het gebruik van één lidmaat (art. 19 en 20).	Verwondingen of gebrekkigheden die den militair in een der gevallen plaatsenvoorzien bij artikel 8 der wet van 21 Mei 1838 (art. 24).			
						Minimum.	Vermeerdering voor ieder jaar boven 20 jaar.	Maximum op 40 jaar met inbegrip der veldtochten.	
Luitenant-generaal	6,150	205	8,200	12,500	8,200	4,100	205	8,200	2,750
Generaal-majoor; hoofd-intendant; inspecteur-generaal van den geneeskundigen dienst.	5,100	170	6,800	10,200	6,800	3,400	170	6,800	2,270
Kolonel; intendant der 1 ^e klasse; geneesheer principaal der 1 ^e klasse	4,155	158.50	5,540	8,510	5,540	2,770	158.50	5,540	1,850
Luitenant-kolonel; intendant der 2 ^e klasse; geneesheer principaal der 2 ^e klasse; hoofdapotheeker; hoofdpaardenarts.	5,455	114.50	4,580	6,870	4,580	2,290	114.50	4,580	1,520
Majoor; onder-intendant der 1 ^e klasse; hoofdofficier van het bataljon van administratie; regimentsgeneesheer der 1 ^e klasse; apotheker principaal; paardenarts principaal	2,850	95	5,800	5,700	5,800	1,900	95	5,800	1,270
Kapitein-commandant; eerste kapitein; onder-intendant der 2 ^e klasse; officier van administratie der 1 ^e klasse; regimentgeneesheer der 2 ^e en der 3 ^e klasse; apotheker der 1 ^e klasse; regiment-spaaardenarts; inspecteur der muzieken met gelijkstelling met den graad van kapitein	2,540	78	5,120	5,680	5,120	1,560	78	5,120	1,040
Tweede kapitein; onder-intendant der 3 ^e klasse; officier van administratie der 2 ^e klasse; bataljongs-geneesheer der 1 ^e klasse; apotheker der 2 ^e klasse; paardenarts der 1 ^e klasse.	1,950	65	2,600	5,000	2,600	1,500	65	2,600	900
Luitenant; officier van administratie der 3 ^e klasse; bataljongs-geneesheer der 2 ^e klasse; apotheker der 3 ^e klasse; paardenarts der 2 ^e klasse; inspecteur der muzieken; muziekmeester met gelijkstelling met den graad van luitenant.	1,590	55	2,120	5,180	2,120	1,060	55	2,120	700
Onder-luitenant; officier van administratie der 4 ^e klasse; adjunct-geneesheer; apotheker der 4 ^e klasse; adjunct-apotheker; paardenarts der 3 ^e klasse; adjunct-paardenarts; muziekmeester met gelijkstelling met den graad van onder-luitenant	1,395	46.50	1,860	2,550	1,860	930	46.50	1,860	700

(54)

(N^o 188.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 APRIL 1912.

Wetsontwerp houdende herziening van de pensioenen der officieren en der met dezen graad gelijkgestelde ambtenaren ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER Jos. HOYOIS.

MIJNE HEEREN,

I.

Alvorens het onderzoek van het wetsontwerp aan te vatten, komt het mij noodzakelijk voor den huidige toestand der wetgeving in zake van de pensioenen der officieren na te gaan. Die toestand is de volgende :

De militaire pensioenen zijn hoofdzakelijk geregeld : 1^o door de wet van 24 Mei 1858 gewijzigd, inzonderheid wat de tarieven betreft, door die van 28 Juli 1871, 14 Maart 1880 en 25 Mei 1888; 2^o door die van 27 Mei 1840.

De wet van 24 Mei 1858 betreft de *rustpensioenen*, hetzij wegens dienstouderdom (titel I), hetzij uit hoofde van verwondingen of gebrekkelijkheid (titel II), alsmede de pensioenen en hulpgelden van weduwen en wezen (titel III).

In de tweede wordt gehandeld over de *pensioenen wegens reform*.

Krachtens de wet van 24 Mei 1858, die nog steeds in werking is, hebben al de militairen, die 55 jaar oud zijn en 40 jaren dienst tellen, het recht zich op pensioen te doen stellen wegens dienstouderdom (art. 1).

Anderdeels kan de Koning van ambtswege diegenen op pensioen stellen die, na dertig jaren dienst, erkend worden niet meer te kunnen dienen, of, op eigen verzoek, diegenen die hetzij veertig jaren dienst tellen, hetzij 55 jaar oud zijn (art. 2).

Wat betreft de *rustpensioenen wegens verwondingen of gebrekkelijkheid*, deze komen van rechtswege toe, zonder voorwaarden van leeftijd of duur, zoo de verwondingen of de gebrekkelijkheid ernstig en ongeneesbaar zijn en blijkbaar van den dienst voortkomen (art. 6).

(1) Wetsontwerp, n^o 174 (zittingsjaar 1910-1911).

(2) De Middenafdeeling, door den heer Nerinx voorgezeten, bestond uit de heeren Delporte Antoon, De Lantsheere, Versteylen, Van Cleemputte, Théodor, Hoijois.

De wet onderscheidt echter : 1^o de verwondingen of de gebrekkelijkheid die aanleiding gaven tot blindheid, afzetting of volkomen verlies van het gebruik van een of meer ledematen — welke onmiddellijk aanspraak geven op pensioen (art. 7), en 2^o de minder ernstige gevallen, die slechts aanleiding geven tot het bekomen van pensioen door den officier, zoo zij hem beletten werkelijk dienst te doen *en hem in de onmogelijkheid stellen later opnieuw in dienst te treden* (waar, voor de niet-officiëren, de bepaling slechts geldt zoo zij hen beletten dienst te doen *en in hunne behoeften te voorzien* (art. 8).

De wet van 24 Mei 1838 stelt eveneens de op te volgen regels vast rakende de betaling van het bedrag der pensioenen.

A. Wat betreft de pensioenen wegens dienstouderdom, het daaraan toegevoegde tarief geeft, in de 1^{ste} kolom, het na dertig jaren dienst verkregen *medium* aan; in de 2^e kolom, het *bedrag* van de toeneming van gemeld medium voor elk jaar boven dertig jaren, en, in de 3^e kolom, het na veertig dienstjaren te bereiken *maximum* (art. 12 en 13).

Eene vermeerdering van een vijfde wordt, bovendien, verleend aan allen gegradueerde die twaalf jaren werkelijken dienst in zijnen graad telt (art. 17).

Thans, sedert de wet van 23 Februari 1842, wordt die vermeerdering van een vijfde bekomen na tien jaren. De wet van 2 Juli 1896 heeft beslist dat die zelfde vermeerdering, in stede van geheel en na de tien vereischte jaren te worden verleend, bij gedeelten om de twee jaren zou worden toegekend.

Wat meer is, de verklarende wet van 9 April 1841 heeft het voordeel daarvan uitgestrekt tot de pensioenen wegens verwondingen of gebrekkelijkheid.

B. Wat betreft de pensioenen wegens verwondingen of gebrekkelijkheid, dezer bedrag werd als volgt door de wet bepaald :

Voor blindheid of afzetting, het maximum van het pensioen uit hoofde van den dienstouderdom, met de helft vermeerderd (art. 18) ; (het cijfer is in de 4^e kolom der tabel ingeschreven) ;

Voor afzetting van een lid of volkomen verlies van het gebruik van twee ledematen, is het pensioen bepaald overeenkomstig de 5^e kolom der tabel : voor de officieren, op het maximum, na het pensioen wegens dienstouderdom ; voor de onderofficiëren, korporalen of brigadiers en soldaten, op de cijfers in gemelde tabel ingeschreven (hooger, behoudens voor de adjutanten-onderofficiëren en allerlei anderen, — voor dewelke zij daarin gelijk zijn, — dan het maximum, wegens dienstouderdom) ; na twintig jaren wordt het pensioen met een vierde vermeerderd (art. 19).

Voor verwondingen of gebrekkelijkheid die aanleiding gaven tot het verlies van een lid, is het eveneens het in de 5^e kolom ingeschreven bedrag ; het kan met een tiende vermeerderd worden, na dertig jaren dienst (art. 20) ;

Ten slotte, voor minder ernstige verwondingen of gebrekkelijkheid, die, niettemin, den militair in den bij artikel 8 voorzienen toestand stellen, is het bedrag in de 6^e kolom ingeschreven ; (hooger eveneens, behoudens voor den

adjutant-onderofficier en voor allerlei met hen gelijkgestelden, onderscheidenlijk dan het *medium* en het *maximum* van het pensioen, wegens dienstouderdom); na twintig jaren dienst kan dit pensioen worden verhoogd voor elk jaar dienst (zie kolom 7); derwijze, dat het op veertig jaren dienst het in de achtste kolom ingeschreven maximum bereike (art. 21).

Ten slotte, in de 9^e kolom, zijn de cijfers der pensioenen en hulpelden van weduwen en weezen ingeschreven.

Dit zijn de voornaamste bepalingen der hoofdwet van 24 Mei 1838.

Wat betreft de wet van 27 Mei 1840, op de *pensioenen wegens reform*, daarin is bepaalt dat ieder militair die 55 jaar oud is, aanspraak heeft op een dergelijk pensioen, wanneer hij zich in het geval bevindt van voormeld artikel 8 der wet van 1838, ingevolge verwondingen of gebrekkelijkheid die niet van den aard zijn van diegene, onder bovenbedoeld artikel 6 der gezegde wet aangegeven, en mits vastgesteld weze dat de oorzaken van die verwondingen of gebrekkelijkheid onafhankelijk zijn van zijnen wil (art. 1).

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld, overeenkomstig de bepalingen der voormelde artikelen 21 en 22 der wet van 1838, doch met eene vermindering van $\frac{1}{5}$ van het beloop van het op die grondslagen berekende pensioen (art. 5).

II.

Daar het hoofddoel der officieren hierin gelegen is, — ten minste in de ruimst mogelijke mate — met de ambtenaren der burgerlijke orde te worden gelijk gesteld, wat het pensioen betreft, dient de toestand van laatstgemelden gekend te zijn.

Wij laten hem beknopt volgen :

De voornaamste wetten tot regeling der burgerlijke pensioenen zijn :

1^o De wet van 21 Juli 1844 (algemeene wet op de burgerlijke en geestelijke pensioenen) ;

2^o De wet van 25 Juli 1867 rakende de pensionneering der magistraten ;

3^o De wet van 50 Juli 1879 rakende het emeritaat voor de professors van het hooger onderwijs ;

4^o De wetten van 16 Mei 1876 en 8 April 1884 op de pensioenen van de gemeentelijke professors en onderwijzers en dier weduwen en weezen.

De burgerlijke pensioenen zijn over twee groote reeksen verdeeld :

a. Rustpensioenen der titelvoerders van ambten of bedieningen ;

b. Pensioenen der weduwen en weezen.

De rustpensioenen komen ten laste van de Staatskas (wet van 21 Juli 1844, art. 56) ; zij zijn kosteloos in dezen zin dat de magistraten, ambtenaren enz., geene korting hoegenaamd ondergaan op hunne wedde, geene bijdrage dienen te storten met het oog op bekoming van rustpensioen.

Geene bijzondere kas is ingesteld voor den dienst dier pensioenen : de te dien einde vereischte kredieten worden in de begrooting der Staatsschuld ingeschreven (wet van 17 Februari 1849, art. 4).

De pensioenen der weduwen en weezen komen ten laste van kassen die

hoofdzakelijk worden gestijfd door middel van op de wedden gedane kortingen (wet van 21 Juli 1844, art. 29, 50, 54 en 51). Gemelde kas wordt door den Staat bediend en beheerd als gelden van derde personen (Begrooting der ontvangsten en uitgaven voor order, titel I).

Worden op rustpensioen gesteld :

1° De magistraten, ambtenaren en beambten die deel uitmaken van het algemeen beheer en door de Staatskas worden bezoldigd (wet van 21 Juli 1844, art. 1), met inbegrip van de leden van het leerpersoneel van den Staat (zelfde wet, art. 15 tot 19, en wet van 31 Maart 1884);

2° De Ministers der eerediensten die eene wedde op de Staatskas genieten (wet van 21 Juli 1844, art. 20 tot 28);

3° De gemeentelijke professors en onderwijzers (ofschoon deze beambten benoemd zijn door de gemeentebesturen en hunne wedde de gemeenten ten laste komt — behoudens de toelagen van provincie en Staat — worden hunne pensioenen door de wet geregeld en wordt de dienst ervan door den Staat gedaan; zij komen ten laste van den Staat voor twee vijfden, ten laste der provinciën voor één vijfde en ten laste der gemeenten voor twee vijfden [wet van 16 Mei 1876]).

Het rustpensioen wordt verleend :

a. Wegens ouderdom en dienstduur;

b. Wegens onbekwaamheid voortvloeiend uit ziekte, gebrekkelijkheid, verwondingen enz.

In het eerste geval is de algemeene regel 65 jarige leeftijd en 50 jaren dienst (wet van 21 Juli 1844, art. 13); bijzondere vereischten zijn echter gesteld :

1° Voor de ambtenaren en beambten die, gedurende een bepaalden tijd, werkzaam zijn geweest in voor het lichaam afmattende en lastige bedieningen, die den dusgenaamden « werkelijken dienst » uitmaken (wet van 21 Juli 1844, art. 2);

2° Voor de magistraten (wet van 25 Juli 1867);

3° Voor de professors van het hooger onderwijs (wet van 50 Juli 1879);

4° Voor de ambtenaren, professors en onderwijzers die werkzaam zijn in den dienst van het lager onderwijs (wetten van 26 April 1865, 10 Mei 1866, 16 Mei 1876, enz.);

5° Voor de leden der geestelijkheid (wet van 21 April 1844, art. 20 en volgende).

Bij de hier opgesomde wetten is eveneens de pensionneering geregeld ingevolge ziekte, enz.

Het rustpensioen stemt, in het algemeen, overeen met een gedeelte van de wedde, aan de laatstelijk bekleede betrekking verbonden.

Voor de algemeenheid van de ambtenaren der beheerende orde, wordt het geregeld door middel van een coëfficiënt van $\frac{1}{60}$ der gemiddelde wedde van de vijf jongste jaren, vermenigvuldigd met het getal jaren dienst.

Bijzondere bepalingen stellen een hooger coëfficiënt ($\frac{1}{50}$) vast voor sommige reeksen van het leerpersoneel, en ook voor het beheerend personeel gelet op de jaren werkzaamheid in de bedieningen van den werkelijken dienst, waarvan hooger sprake.

Bij uitzondering is het pensioen gelijk aan de wedde (emeritaat) in bepaalde voorwaarden van leeftijd en dienstouderdom :

- 1^o Voor de magistraten (wet van 25 Juli 1867);
- 2^o Voor de professors van het hooger onderwijs (wet van 30 Juli 1879);
- 3^o Voor de leden der geestelijkheid (wet van 21 Juli 1844).

Het pensioen wordt geregeld naar bijzondere gronslagen ingeval van vervroegde pensioenneering wegens invaliditeit voortvloeiend uit een in dienst overkomen ongeval.

Behoudens het geval van emeritaat, hebben de rustpensioenen een betrekkelijk maximum en een volstrekt maximum. Betrekkelijk maximum : drie vierden der wedde; volstrekt maximum: 3,250 frank voor de ambtenaren en beambten van den rekendienst, en 7,500 frank voor de anderen, alsmede voor de leden der (hoogere) geestelijkheid (wet van 10 Januari 1886).

Een minimum is enkel bepaald voor het geval waarin een pensioen geene 500 frank zou bereiken; dan bedraagt het pensioen de helft der wedde, zonder 500 frank te mogen overschrijden (wet van 21 Juli 1844, art. 14 en wet van 10 Januari 1886, art. 1).

Duidelijkheidshalve geven wij hieronder bij vragen en antwoorden de uitzetting van den toestand der ambtenaren van de burgerlijke orde, wat pensioen betreft :

VRAAG.

Hoe zijn de burgerlijke pensioenen geregeld?

ANTWOORD.

Het ouderdomspensioen wordt geregeld naar de gemiddelde wedde der laatste vijf jaren.

Een coëfficiënt die een gedeelte van die wedde vertegenwoordigt ($1/60$ of $1/50$) wordt toegepast op elk jaar dienst; de opbrengst van dezen coëfficiënt, vermenigvuldigd met het getal jaren dienst, maakt het jaarlijksch beloop van het pensioen uit.

Voorbeeld : gemiddelde wedde 6,000 frank ; $1/60 = 100$; daar de duur van de diensten vijf en dertig jaren is, bedraagt het pensioen 3,500 frank.

De algemeene coëfficiënt is $1/60$; bij uitzondering is hij $1/50$ voor de jaren dienst in bepaalde door de wet vastgestelde bedieningen, wier waarneming zeer afmattend is en den bediende blootstelt aan tamelijk snelle afneming van gezondheid en lichaamskracht. Voorbeeld : de bedieningen bij den werkelijken toldienst.

Het pensioen wordt op dezelfde wijze geregeld in de twee eerstgenoemde gevallen van vroegtijdige invaliditeit, hooger onder *littera a* en *b* aangegeven.

In het onder *littera C* aangegeven geval wordt het pensioen geregeld naar de laatste wedde (en niet naar de gemiddelde wedde der laatste vijf jaren) als volgt :

$1/4$ der laatste wedde; gesteld 3,000; $1/4 = 750$ francs.	. . . fr.	750
$1/60$ voor elk jaar dienst boven vijf; gesteld twintig jaren dienst :		
$1/60$ van 3,000 = $50 \times 15 = 750$		750
Totaal beloop van het pensioen	 fr.	1,500

Heeft belanghebbende eene schitterende daad gepleegd ter gelegenheid van de gebeurtenis welke zijne invaliditeit tot gevolg had, dan kan het eerste gedeelte ($1/4$) worden gebracht op $1/3$.

VRAAG.

Op welken leeftijd kunnen de ambtenaren, magistraten, enz., pensioen bekomen?

ANTWOORD.

De ambtenaren en beambten van het Bestuur in het algemeen kunnen er toe gemachtigd worden aanspraak op normaal rustpensioen (wegens dienstouderdom) te maken, wanneer zij volle 65 jaar oud zijn.

Geene voorwaarde van leeftijd is vereischt in geval van invaliditeit wegens ziekte of gebrekkelijkheid.

N. B. Er bestaan bijzondere bepalingen rakende den leeftijd waarop de magistraten, de *professors* en *onderwijzers* pensioen kunnen bekomen.

VRAAG.

Vereischte dienstduur?

ANTWOORD.

1^o Voor het pensioen wegens dienstouderdom : 30 jaren dienst ;

2^o In geval van vervroegde invaliditeit :

a) Is zij niet het gevolg van de waarneming der bediening : 10 jaren dienst ;

b) Is zij het gevolg van de waarneming der bediening, zonder dat *geweld*-*daad* zij gepleegd : vijf jaren dienst ;

c) Is zij het gevolg van verwonding of ongeval bekomen tijdens waarneming of bij gelegenheid van de waarneming der bediening : geene voorwaarde van dienstouderdom.

Hier volgt eene tabel waarin beide voorgaande vragen zijn aangevuld.

Tabel aanduidende op welken leeftijd en na hoeveel jaren dienst, in het algemeen, de burgerlijke pensioenen verleend worden :

BEDIENINGEN.	LEEFTIJD EN JAREN DIENST, VOOR HET PENSIOEN VEREISCHT.
<i>Burgerlijke.</i>	
Ambtenaren en beamten die van de ministerieele departementen afhangen. — Personeel van Senaat en Kamer. — Leden der Rekenkamer en personeel van dier bureelen. — Leden der bestendige deputatiën. — Ministers der eerediensten buiten den Roomsche katholieke eeredienst. — Personeel der Koninklijke Conservatoriums.	65-jarige leeftijd en 30 jaren dienst. (Wet van 21 Juli 1844. Artikel 1).
<i>Magistratuur.</i>	
De wetten van 21 Juli 1844 en 17 Februari 1849 zijn eveneens toepasselijk op de magistraten die de wet van 1867 (art. 15 dier wet) niet kunnen doen gelden.	Rechtbanken : 70 jaren. Beroepshoven : 72 jaren. Verbrekingshof : 75 jaren. (Wet van 25 Juli 1867. Art. 1).
<i>Hooger onderwijs van den Staat.</i>	1 ^o 30 jaren werkelijke dienst; 2 ^o 70-jarige leeftijd en 10 jaren werkelijke dienst; 3 ^o 20 jaren werkelijke dienst en ernstige en bestendige gebrekkelijkheid (wet van 30 Juli 1879, art. 2); 4 ^o 70-jarige leeftijd zonder verdere voorwaarden. (Wet van 30 Juli 1879, art. 1).
<i>Normaal en middelbaar onderwijs van den Staat.</i>	1 ^o Op verzoek : 55-jarige leeftijd en 30 jaren dienst; 2 ^o Van ambtswege : 60-jarige leeftijd en 15 jaren dienst. (Wet van 31 Maart 1884, art. 10, lid 1).
<i>Gemeentelijk en aangenomen onderwijs.</i>	1 ^o Op verzoek : 50-jarige leeftijd en 30 jaren dienst; 2 ^o Van ambtswege : 60-jarige leeftijd en 15 jaren dienst. (Wet van 31 Maart 1884, art. 2; wet van 22 Augustus 1901, art. 4).

III.

Op 20 Juni 1911 dienden de Ministers van Oorlog en van Financiën, het thans aan uw oordeel onderworpen ontwerp bij de Kamer in.

De Memorie van Toelichting bevatte, onder meer, deze zeer belangrijke regelen :

« Het tarief der militaire pensioenen der jongste veertig jaren werd door de wetten van 1871, 1880 en 1888 vastgesteld. Behoudens twee weinig gewichtige verbeteringen (1) is het thans toegepaste tarief dan ook van

(1) « De wet van 2 Juli 1896 heeft de tien volledige jaren werkelijken dienst in den graad, die de vermeerdering van 20 t. h. wettigt, verdeeld in tijdperken van twee jaren, welke ieder aanspraak verleen en op eene vermeerdering van 4 t. h. van het bedrag van het pensioen.

» De wet van 24 Augustus 1901, tot instelling van een bijzonder pensioen voor de kapiteins-commandanten, heeft met 8 t. h. het bedrag vermeerderd van de vergelding dezer officieren die eertijds het pensioen van tweeden kapitein genoten. »

kracht sedert drie en twintig jaar, terwijl de jongste twee algemeene herzieningen, met negen en acht jaren tusschenruimte, op elkaar zijn gevolgd.

» Behoudens voor enkele reeksen officieren, werden de wedden en soldijen sedert 1888 verhoogd. Logischerwijze, drong dezelfde maatregel zich op voor de pensioenen, ten einde eene billijke verhouding tusschen het bedrag van die verschillende jaarwedden en soldijen te handhaven en de leden van het leger niet te doen achterstaan bij de ambtenaren en beambten der burgerlijke besturen, die, zoo alles regelmatig toegaat, een pensioen kunnen bekomen dat gelijkstaat met $\frac{3}{4}$ van de gemiddelde jaarwedde der jongste vijf jaren.

» Het wetsontwerp dat wij de eer hebben aan de beraadslagingen der Kamer te onderwerpen, heeft ten doel : a) het tarief der pensioenen te verhoogen ; b) den werkelijken dienst in den graad te berekenen, niet meer per tijdperken van twee jaren, maar wel per jaar dienst boven twee jaar, en, voor de opper- en hoofdofficieren, den termijn van tien jaren werkelijken dienst in den graad, die aanspraak verleenen op het maximum van het pensioen, te verminderen ; c) aan de uit het kader getreden lagere officieren dienstjaren toe te kennen voor de, krachtens koninklijke besluiten betreffende de legerinrichting vereischte examens, ten einde hun toe te laten het maximum van het pensioen te bereiken.

» In de volgende cijfers zijn aangegeven : de verhouding t. h. die, in 1888, bestond tusschen het maximum-pensioen (veertig jaren dienst en tien jaren graad) en de geheele activiteitswedde ; 2^o de thans tusschen die wedden en soldijen bestaande verhouding ; 3^o de verhooging die zou ontstaan, zoo men op onze voorstellen ingaat :

	In 1888.	Thans.	Ontwerp (1).
Luitenant-generaal	48,64 t. h.	48,64 t. h.	55,19 t. h.
Generaal-majoor	58,58 —	58,58 —	64,25 —
Kolonel	70,58 —	63,16 —	69,98 —
Luitenant-kolonel	75,84 —	67,76 —	77,30 — (2)
Majoor	72,00 —	62,85 —	72,58 —
Kapitein-commandant . .	68,18 —	64,80 —	74,82 —
Twecde kapitein	78,94 —	73,17 —	76,10 —
Luitenant	85,58 —	71,61 —	82,06 —
Onderluitenant	88,00 —	73,92 —	84,48 —

» De pensioenen en hulpelden, verleend aan weduwen en weezen, volgens de onder titel III der wet van 24 Mei 1858 aangegeven voorwaarden, werden sedert een en dertig jaren niet meer herzien (wet van 14 Maart 1880).

(1) De onlangs door den Minister van Oorlog *ad interim* getroffen nieuwe beschikkingen, rakende wedden en driejaarlijksche verhooging, staven de in de 3^o kolom dezer tabel opgegeven verhoudingen.

(2) Dit theoretisch 77.50 t. h. zal, in feite, nooit worden bereikt ; uit de statistieken blijkt dat om reden van zijn geringen ouderdom in graad, de gepensioneerde luitenant-kolonel slechts 70 t. h. van zijne jaarwedde, als gemiddeld cijfer zal trekken.

» Uitzondering dient echter gemaakt voor de weduwen en weezen der officieren met graad van kapitein-commandant, die, door de wet van 24 Augustus 1901, hunne wedde met 69 frank, d. i. 8 t. h. hebben zien verhoogen.

» Dikwijls werden bezwaren geuit tegen de geringheid van het bedrag der pensioenen en hulpelden, die, daar zij zeer zelden worden verleend, tamelijk veel kunnen verhoogd worden, zonder groot nadeel voor de Staatskas. Bij het ontwerp is het aandeel van elk hunner bepaald op ongeveer het derde van het maximum van het pensioen wegens dienstlouderdom en zijn verhoogingen voorzien van 4.89 tot 55, 47 t. h., in verhouding tot het in 1880 bepaalde bedrag ».

*
* *

Later diende de Regeering de volgende amendementen in :

AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DE REGEERING.

Oorspronkelijke tekst van het ontwerp der Regeering.

ARTIKEL 1.

Bij wijziging van de wetten van 25 Mei 1888 en 24 Augustus 1901 worden de rustpensioenen der officieren geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegd tarief.

Er wordt echter op het pensioen van den officier, die genoten heeft de voordeelen verleend door de wet van 22 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie op dezelfde wijze als voor de militairen van lageren rang, eene vermindering gedaan van 2 t. h. van de gezamenlijke som (zonder inbegrip van de interesten) welke in zijnen naam in de Algemeene Spaarkas gestort geweest is, in uitvoering van gemelde wet.

Evenwel mag het bedrag van het aldus berekend pensioen niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing van de vorige wetten.

Gewijzigde tekst.

ARTIKEL 1.

Het oorspronkelijke tarief te vervangen door het hierbijgevoegd tarief, wat betreft den graad van onderluitenant.

Het 2^{de} en het 3^{de} lid te doen wegvallen.

ART. 2.

Artikel 5 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1858 en van bovenstaande artikel 1 (1^e en 2^e alineas), door vermindering met een vijfde van het bedrag van het aldus berekend pensioen.

Het pensioen mag echter niet minder zijn dat dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wet van 23 Mei 1888 en van 24 Augustus 1901 (Kolommen 6, 7 en 8), verminderd met een vijfde.

ART. 2.

De tusschen haakjes geplaatste woorden (1^e en 2^e alineas) te doen wegvallen.

Het 3^{de} lid te doen wegvallen.

Tarief gevoegd bij de amendementen van den Minister van Oorlog.

GRADEN.	[Rustpensioen naar het aantal dienstjaren (art. 1 en 2).]			Rustpensioen wegens verwondingen of gebrekkelijkheid voortvloeiende uit vermoedenissen, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.			Pensioen der weduwen en hulpgelden voor weeren,		
	Minimum na 30 jaar werkelyken dienst.	Vermeerdering voor elk jaar dienst voldtochten er in begrepen.	Maximum na 40 jaar, voldtochten er in begrepen.	Blindheid of afzetting van twee ledematen (art 19)	Afzetting van een lidmaat; volledig verlies van het gebruik van één of twee ledematen; wonden of gebrekkelij- heden gelijkstaande met het verlies van het gebruik van een lidmaat (art. 19 en 20).	Wonden of gebrekkeligheden die den militair in een der gevallen stellen, voorzien bij art 8 der wet van 24 Mei 1838 (art. 21).			
						Minimum.	Vermeerdering voor elk jaar boven de 20 jaar.		
Onderluitenant; officier van administratie der 4 ^e klasse; adjunct-geneesheer; apotheker der 4 ^e klasse; adjunct- apotheker; paardenarts der 3 ^e klasse; adjunct-paardenarts; muziekmeester gelijkgesteld met de onderluitenantis.	1395	46.50	1860	2790	1860	930	46,50	1860	700

Tot staving van zijn amendementen, diende de Minister van Oorlog onderstaande *Nota* bij de Middenafdeeling in :

NOTA.

« I. Dit amendement heeft ten doel het oorspronkelijk tarief te verhoogen wat betreft den graad van onderluitenant en dit als rechtstreeksch gevolg der aan de onderofficieren verleende pensioensvermeerdering.

» Daaruit volgt dat de tabel, welke op bladzijde 2 der Memorie van toelichting van gemeld wetsontwerp voorkomt en die vermeldt : 1^o de verhouding t. h. die in 1888 bestond tusschen het maximum-pensioen (40 jaren dienst en 10 jaren graad) en de geheele activiteitswedde ; 2^o de verhouding die thans bestaat tusschen gemelde wedden en soldijen en 3^o de verhouding die zou ontstaan zoo men op de voorstellen der Regeering ingaat, als volgt gewijzigd wordt :

	In 1888.	Thans.	Ontwerp.
Onderluitenant	88	73.92	89.28

» Vooraf dient aangemerkt dat geen enkel onderluitenant thans het maximum van het pensioen geniet en dat die verhouding dan ook louter theoretisch is.

» II. Ten tweede wordt door het amendement de korting van 2 t. h. op het vergeldingsfonds afgeschaft zulks eveneens in ooveenstemming met het voorstel rakende de pensioenen der militairen met lageren graad.

» Men lette hierop dat deze wijziging geen invloed uitoefent op de toekomstige herziening, aangezien geen enkel der thans gepensionneerde officieren de bij de wet van 1902 voorziene vergelding heeft genoten.

» Voortaan zullen de tot officieren bevorderde en door het kader opgeklommen jongelieden in het algemeen, de vergelding hebben genoten gedurende een tijdperk van 8 1/2 tot 10 jaren. De uit hun naam in de Spaarkas gestorte gelden zullen van 2,700 tot 3,420 frank beloopt en de op hun pensioen af te houden korting zou 54 tot 68 frank zijn geweest, ware de besproken vermindering gehandhaafd gebleven ».

Eene andere *Nota*, rakende het bijzonder pensioen, verbonden aan den graad van 1^{en} sergeant-majoor of van eersten opperwachtmeester of van sergeant-majoor of van opperwachtmeester is, vanwege het Departement van Oorlog, in de Middenafdeeling toegekomen.

Daarin staat te lezen :

« In het verslag, op 15 December jongstleden ingediend uit naam der Middenafdeeling belast met het onderzoek der verschillende bestaande ontwerpen wat betreft herziening van de pensioenen der militairen beneden den graad van officier, is de meening geuit dat het ontwerp der Regeering bepaalder en logischer is dan de andere.

» Het werd echter onvoldoende bevonden in het opzicht van de verbetering der huidige tarieven.

» *De Middenafdeeling meende eveneens dat rekening diende gehouden met den graad bestaande tusschen dien van adjudant en dien van onderofficier. Dienvolgens maakte zij het op bladzijde 20 van het verslag voorkomend tarief op.*

» Dit tarief komt echter niet overeen met het grondbeginsel der evenredigheid van de schaal der pensioenen waardoor gevegd wordt dat de overste, na een gelijk getal jaren dienst en welke ook zijn dienstouderdom in den jongsten graad weze, steeds een hooger pensioen dan dat van zijnen ondergeschikte dient te bekomen.

» Het Departement van Oorlog werd er natuurlijkerwijze toe geleid na te gaan binnen welke grenzen voldoening kan worden geschonken aan de Middenafdeeling, zonder stoornis te verwekken in de economie van het ontwerp, in zijn geheel, waarin besloten is herziening van de pensioenen der officieren.

» De oplossing werd bekomen door het nieuwe tarief, aan de door de Regeering, ter vergadering van 26 Januari 1912, ingediende amendementen toegevoegd.

» Dit tarief, waarin rekening wordt gehouden met de hooger geuite wenschen, is opgevat in een geest van uiterste zuinigheid. Nemen wij, inderdaad, bij voorbeeld de cijfers van kolom 6, dan zien wij dat de 1^{ste} sergeant, die tien jaren graad telt, $640 + 1/5 = 768$ frank pensioen trekt. Den 1^{sten} sergeant-majoor dient dus als minimum 770 frank verleend; dit minimum, met $1/5$ verhoogd (1), geeft 924; voor den adjudant dringt dus een minimum van 925 zich op.

» Het ware dan onmogelijk dit cijfer te verlagen zonder het aanvankelijk bedrag van het pensioen van den sergeant te verminderen. »

Steeds bij toepassing van denzelfden verhoudingsregel — gesteld dat dezegegrond zij — diende men, om de cijfers van de pensioenen der onderluitenanten te handhaven, zooals die in het oorspronkelijk ontwerp voorkomen, verder te gaan en, ter wille van de instelling van den nieuwen pensioensgraad voor de eerste sergeanten-majoor en de sergeanten-majoor, het huidige bedrag van het pensioen der sergeanten te verminderen.

Inderdaad, het minimum van het pensioen, wegens gebrekkelijkheid, der onderluitenanten beliep, volgens het oorspronkelijk ontwerp, 880 frank.

Opdat de adjudant dit pensioen niet overschrijde, diende men zijn minimum op 730 frank te bepalen (want $730 + 1/5 = 876$ frank).

In dit geval behoorde het minimum van den sergeant-majoor 600 frank ($600 + 1/5 = 720$ frank) te zijn.

Dat van den sergeant zou 500 frank beloopten (want $500 + 1/5 = 600$ fr.).

Wenu, thans reeds, bedraagt het minimum van den sergeant 560 frank.

IV.

Om de Kamer toe te laten zich volkomen rekenschap te geven van den toestand, kwam het ons noodig voor haar eene vergelijkende tabel voor

(1) Dit $1/5$ vertegenwoordigt de verhooging voor tien jaren werkelijken dienst in den graad.

oogen te leggen : *a*) Van de *huidige* pensioenen ; *b*) van de pensioenen zooals die onder cijfers waren gebracht in het oorspronkelijk ontwerp der Regeering ; *c*) van de pensioenen zooals die onder cijfers waren gebracht in de amendementen der Regeering betreffende de onderluitenanten.

Hier volgt die tabel met insluiting — ten einde vergelijking te vergemakkelijken — van wat aangaat de adjudanten-onderofficieren, ofschoon hun toestand beoogd wordt, niet in het door de Middenafdeeling te onderzoeken ontwerp, maar wel in het ontwerp rakende de militairen van lagereu rang :

(A)

Tabel bevattende { a) *het tarief van het gewijzigd ontwerp der Regeering,*
b) *het tarief van het oorspronkelijk ontwerp der Regeering,*
c) *het thans geldend tarief.*

a) het tarief van het gewijzigd ontwerp der Regeering,
b) het tarief van het oorspronkelijk ontwerp der Regeering,
c) het thans geldende tarief.

Tabel bevattende

GRADEN.

	Rustpensioen wegens dienstouderdom (art. 1 et 2).			Rustpensioen wegens verwondingen of gebrekkelijkheid voortspruitende uit afmating, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.			Pensioen der weduwen en hulpgelden aan weezen kinderen		
	Minimum na 30 jaar werkelijken dienst	Vermeerdering voor elk jaar dienst, met inbegrip van de veldoelsten.	Maximum op 40 jaar met inbegrip der veldoelsten	Blindheid of afzetting van twee ledematen Art. 18	Afmating van een lid- maat, volkomen ver- lies van het gebruik van een of twee ledematen, verwon- dingen of gebreke- lijkheid gelijkstaande met het verlies van het gebruik van een lidmaat (Art. 19 et 20)	Verwondingen of gebrekkelijkheid die den militair in een der ge- vallen stellen voorzien bij art. 8 der wet van 28 Mei 1838 (Art. 21).			
						Minimum		Vermeerdering voor elk jaar bov n 20 jaren	Maximum na 40 jaar met inbegrip van de veldoelsten.
Luitenant-generaal (1)	A' 6.450 B' 7.380 C' 5.625 C' 6.750	" " 205 " 187 50 " "	" " 8.200 9.840 7.500 9.000	" " 12.300 14.760 17.220 13.500	" " 8.200 9.840 7.500 9.000	" " 4.100 4.920 3.750 4.500	" " 205 " 187 50 " "	" " 8.200 9.840 7.500 9.000	" " 2.730 " 2.520 " "
Generaal majoor	A' 5.100 B' 6.120 C' 4.650 C' 5.580	" " 170 " 155 "	" " 6.800 8.160 6.200 7.440	" " 10.200 12.240 9.300 11.160	" " 6.800 8.160 6.200 7.440	" " 3.400 4.080 3.700 3.720	" " 170 " 155 "	" " 6.800 8.160 6.200 7.440	" " 2.270 " 2.010 " "
Kolonel	A' 4.155 B' 4.986 C' 3.750 C' 4.500	" " 138 50 " 125 "	" " 5.540 6.648 5.000 6.000	" " 8.300 9.960 7.500 9.000	" " 5.540 6.648 5.000 6.000	" " 2.770 3.324 2.500 3.000	" " 138 50 " 125 "	" " 5.540 6.648 5.000 6.000	" " 1.850 " 1.452 " "
Luitenant-kolonel	A' 3.435 B' 4.122 C' 3.000 C' 3.600	" " 114 50 " 100 "	" " 4.580 5.496 4.000 4.800	" " 6.870 8.244 6.000 7.200	" " 4.580 5.496 4.000 4.800	" " 2.290 2.748 2.000 2.400	" " 114 50 " 100 "	" " 4.580 5.496 4.000 4.800	" " 1.520 " 1.422 " "

*
* *

De Regeering beschouwt diegene harer amendementen die strekken tot aanzienlijker, dan in het oorspronkelijk ontwerp beoogde vermeerdering van het bedrag der pensioenen van de onderluitenanten, enz. als het noodzakelijk gevolg van verdere door haar ingediende amendementen op het ontwerp rakende de pensioenen der onderofficieren en verdere militairen van lageren rang.

In hoeverre is zulks het geval? Om dienaangaande met volledige kennis van zaken te laten oordeelen, werd navolgende tabel opgemaakt, die de onderofficieren en de militairen van lageren rang betreft en bovenstaande tabel aanvult :

Tabel bevattende
 { a) het tarief van het gewijzigd ontwerp der Regeering;
 { b) het tarief van het oorspronkelijk ontwerp der Regeering;
 { c) het thans geldende tarief.

GRADEN.	Rustpensioen wegens dienstouderdom (art. 4 en 2).			Rustpensioen wegens verwondingen of gebrekkelijkheid voortvloeiende uit afmating, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.			Pensioen der weduwen en hulpgeelden aan weeten.	
	Medium in 30 jaar werkelijken dienst.	Vermeerdering voor elk jaar dienst, met inbegrip van de veldtochten.	Maximum na 40 jaar met inbegrip der veldtochten.	Blindheid of afzetting van twee ledematen (art. 18).	Afzetting van een lidmaat, volkomen verlies van het gebruik van een of twee ledematen, verwondingen of gebrekkelijkheid met het verlies van het gebruik van een lidmaat (art. 19 en 20).	Verwondingen of gebrekkelijkheid die den militair in een der gevallen stelden voorzien bij artikel 8 der wet van 28 Mei 1838 (art. 4).		
						Maximum.		Vermeerdering voor elk jaar boven 20 jaar.
Adjutant-onderofficier (1.	A 805	30	1.105	1.657	1.105	925	9	1105
	A' 968		1.326	1.988	1.326	1.110		1326
	B 670	28	950	1.425	950	770	9	950
	B' 804		1.140	1.710	1.140	924		1140
	C 850	28 40	850	1.275	850	680	8.50	850
Eerste sergeant-majoor en sergeant-majoor.	C' 679		1.020	1.530	1.020	816		1020
	A 640	28	920	1.380	920	770	7.50	924
	A' 768		1.104	1.656	1.104	924		1100
	B 520	16	680	1.020	790	640	7.50	790
	B' 624		816	1.204	948	768		948
Eerste sergeant, sergeant-fourrier en sergeant	C 420	14	560	1.204	700	560	7	700
	C' 502		672	1.008	840	672		840
	A 520	16	680	1.020	790	640	7.50	790
	A' 624		816	1.204	948	768		948
	B 520	16	680	1.020	790	640	7.50	790
Korporaal	B' 624		816	1.204	948	768		948
	C 420	14	560	1.204	700	560	7	700
	C' 502		672	1.008	840	672		840
	A 420	9	510	765	610	490	6	610
	A' 502		612	918	732	588		732
Soldaat.	B 420	9	510	765	600	490	5.50	600
	B' 502		612	918	720	588		720
	C 328	8 20	410	615	500	410	4.50	500
	C' 394		492	738	600	492		600
	A 401	8 50	486	729	580	470	5.50	580
	B 366	12	486	729	580	440	7	580
	C 274	6 80	342	543	480	342	6.90	480

(1) A Gewijzigd tarief der Regeering.

Idem

B Tarief van het oorspronkelijk ontwerp der Regeering.

Idem

C Thans geldend tarief.

Idem

verhoogd met 1/5^e. (Art. 17 der wet van 24 Mei 1838.)

idem.

idem

idem.

idem

* * *

Onderstaande aanvullende tabel levert eveneens eenig belang op :

Numerieke staat per graad der gepensioneerde officieren met opgave van de geldelijke gevolgen voortvloeiend uit de aanneming van het ontwerp tot verhooging der pensioenen.

Reeksen.	Toestand der pensioenen op 1 januari 1912.		Voorgestelde verhooging.		Aanmerkingen.
	Getal.	Bedrag.	Gemiddelde som per pensioen.	Totale som per graad.	
Luitenant-generaals . .	29	230,280	1,255.60	36,412	
Generaal-majors . .	52	339,742	1,096 »	56,992	
Kolonels	92	483,812	935.70	86,084	
Luitenant-kolonels . .	84	333,947	704.75	57,084	
Majors	238	819,868	685.32	163,106	
Kapiteins-kommandanten	517	1,470,136	566.65	292,958	
Tweede kapiteins. . .	213	462,168	141.96	30,237	
Luitenanten	128	152,022	204.65	26,195	
Onderluitenanten. . .	39	33,016	153.73	5,995	
			217.09	(1) 8,466	

* * *

Gepast zal het ook wel zijn aan te merken dat, daar de wedden der officieren onlangs bij koninklijk besluit gewijzigd werden, de verhouding tusschen de geheele activiteitswedde der officieren en het pensioen — hetzij het huidige, hetzij datgene dat uit het wetsontwerp zou volgen — niet blijft wat zij was na de Memorie van toelichting.

Hier volgen de nieuwe grondslagen tot vaststelling van de wedden :

De wedde der lagere officieren begrijpt : a. een vast gedeelte van 2,500 frank ; b. eene bijwedde van 500 frank voor elk tijdperk van drie jaren goeden dienst als officieren ; c. eene bijwedde van 25 frank voor elk jaar dienst als lagere militairen boven vier.

De onder littera b en c voorziene bijwedden mogen niet meer dan 1,800 frank belooopen. De wedde van een tweeden kapitein mag niet meer dan 3,700 frank bedragen.

d) Voor de « kapiteins-commandant alleen », eene bijwedde van 700 frank die, drie jaren later, op 1000 frank wordt gebracht en, na zes jaren graad als commandant, op 1,500 frank.

De opperofficieren krijgen eene bijwedde van 600 frank. De wedden van sommige majors der hulpdiensten worden versmolten met de andere wedden.

(1) De cijfers in vetjes zijn die van het door de Regeering gewijzigde tarief.

De onderluitenanten worden tot « luitenant » benoemd na drie jaren graad.

De lagere officieren der artillerie en der genie genieten bij voortduring 200 frank bijwedde, voor studiën; de lagere officieren der intendantie, 200 frank; de adjunct staf-officieren, 300 frank; de apothekers en paarden-artsen, 300 frank; de geneesheeren, 500 frank.

De vergoedingen der officieren uit het Ministerie, behoudens die van het Kabinet des ministers, en diegene der bij straf- en tuchtcompagnie's gedetacheerde officieren, zijn afgeschaft. De verworven toestanden blijven gehandhaafd. Deze hervorming zal in werking treden op 1 Juli 1912.

*
* *

Blijkens de door het Departement van Oorlog aan den verslaggever der Middenafdeeling verstrekte inlichtingen, is de verhooging der begroting van de Staatsschuld uit hoofde van herziening der pensioenen van de officieren voor gemeld departement op 755,063 frank berekend, op den voet van zijn oorspronkelijk ontwerp, en op 757,534 frank, rekening houdende met het amendement door de Regeering ingediend in het eerste lid van artikel 1 van bedoeld ontwerp.

De jaarlijksche uitgave, welke het amendement zelf tot gevolg zou hebben, zou dus 2,471 frank beloopen.

*
* *

Om juist in te zien welke nieuwe geldelijke lasten op de Staatskas zouden drukken moesten de beide in verband staande ontwerpen, welke bij de Kamer zijn ingediend, worden aangenomen, namelijk het ontwerp rakende de militairen van lageren graad — is het bovendien noodzakelijk rekening te houden met de opgaven van deze andere tabel :

Numerieke staat per graad van de gepensioneerde lagere militairen met opgave van de geldelijke gevolgen : 1^o der aanneming van het oorspronkelijk ontwerp der Regeering ; 2^o der aanneming van het gewijzigde oorspronkelijk ontwerp der Regeering.

Reeksen.	Toestand der pensioenen op 1 Juli 1911.		Voorgestelde verhooging.		Aanmerkingen.
	Getal.	Bedrag.	Gemiddelde som per gepensioneerde	Totale som per graad.	
Adjudanten- onderofficier.	533	428,847	113.96 291.80	60,744 155,529	De in vetjes gedrukte cijfers zijn die van het tarief voortvloeiend uit het door de Regeering ingediende amendement.
Eerste sergeanten-majoor en sergeanten-majoor .	96	685,371	88.98 219.00	8,552 21,024	
Verdere onderofficieren .	961		88.98 88.98	85,510 85,510	
Korporalen.	83	39,379	88.35 92.00	7,333 7,636	
Soldaten	449	162,451	90.11 112.50	40,459 50,512	

Kosten van het oorspronkelijk ontwerp der Regeering : 202,595 frank.

Kosten van het gewijzigd ontwerp der Regeering : 320,211 frank.

De jaarlijksche vermeerdering van uitgaven, uit hoofde van aanneming van het amendement, zou dus 117,616 frank beloopten, dit is 50 t. h. meer dan de aanvankelijk voorziene uitgave.

*
* * *

Evenmin mag uit het oog worden verloren dat, wat betreft de officieren als de lagere militairen, de Minister van Oorlog, bij wijze van amendementen, heeft voorgesteld de bepalingen niet te handhaven van zijne oorspronkelijke ontwerpen luidens dewelke het pensioen der belanghebbenden, die de door de wet van 21 Maart 1902 ingestelde voordeelen hebben genoten, zou worden verminderd met 2 t. h. van het totaal (interessen niet inbegrepen) der sommen, die op de Spaarkas uit hun naam in uitvoering van gemelde wet zullen neergelegd zijn.

Wat betreft de officieren, oefent deze wijziging geen invloed uit op de toekomstige herziening der pensioenen, aangezien geen der thans gepensioneerde officieren de door de militiewet van 1902 voorziene vergelding heeft genoten.

Gaan wij hare gevolgen na voor de toekomst.

Uit de statistiek van een groot getal jaren blijkt dat de tot officieren bevorderde en door het kader opgeklommen jongelieden in het leger treden op ongeveer zeventienjarigen leeftijd en gemiddeld negen jaren dienst doen alvorens te worden benoemd tot den graad van onderluitenant. Van 17 tot 18 jaar genieten zij de vergelding niet; van 18 tot 21 jaar bedraagt zij 180 frank 's jaars, d. i. 540 frank voor drie jaren, en van 21 tot 26 jaar (leeftijd hunner benoeming) 480 frank 's jaars of 2,400 frank (480×5) d. i. een totaal van 2,940 frank ter Spaarkas neergelegd.

Anderdeels bedraagt het gemiddeld getal benoemingen van door het kader opgeklommen onderluitenen 37 's jaars, een gemiddeld cijfer dat gesteund is op de jaren 1897 tot 1910, en het onderzoek der in 1875, 1876, 1877, 1878, 1880 en 1881 gedaane soortgelijke bevorderingen toont aan dat ongeveer de helft het leger verlaat zonder pensioen. Men mag dus zeggen dat elk jaar gemiddeld 19 door het kader opgeklommen officieren het voordeel van het pensioen later zullen genieten.

Navolgende tabel toont het bedrag aan van de, uit naam der van 1903 tot 1909 bevorderde officieren neergelegde sommen, en het beloop der korting, welke het bedrag van het pensioen hadde ondergaan, hadde de Regeering haar oorspronkelijk ontwerp in dezen niet gewijzigd :

Jaren der bevordering.	Bedrag der op ieders naam neergelegde sommen te rekenen van het in werking treden van de wet van 1902 (1 October 1902) tot op den dag der benoeming (graad van officier).	Korting op elk pensioen (2 t. h.).	Totale korting (voor 19).
1903	360	7.20	136.80
1904	840	16.80	319.20
1905	1,320	26.40	501.60
1906	1,800	36.00	674
1907	2,280	45.60	866.40
1908	2,760	55.20	1048.80
1909	2,940	58.80	1117.20

Aanmerkingen.

I. — Te rekenen van 1909, zullen zij het maximum der vergelding hebben genoten en de korting zal standvastig worden en 1,117 frank bedragen voor gezamenlijke bevorderden van een zelfde jaar, die later op pensioen dienen gesteld.

II. — De toelating tot pensioen van wie er aanspraak op hebben, zal geschieden op zeer verschillende datums die afhangen van omstandigheden welke het onmogelijk is bij voorbaat aan te geven : met zekerheid mag men echter zeggen dat de aanvaarding van het amendement rakende

gemelde korting, jaarlijks gemiddeld 1,117 frank aan de Staatskas zal kosten — te rekenen bij de 2471 hoogerbedoelde.

*
* * *

Ten slotte dient volledigheidshalve onderstaand uittreksel uit de begrooting der Staatsschuld (voor 1911) de Kamer voor oogen gelegd :

Begrooting der Openbare Schuld.

Artikelen.	Aanwijzing van de diensten en van het ontwerp der uitgaven.	Bedrag der kredieten per artikel.
	HOOFDSTUK II. — VERGELDINGEN EN PENSIOENEN.	
35	Vergelding in zake van militie (wet van 21 Maart 1902), met inbegrip van de afhoudingen krachtens artikel 2 der wet van 25 Augustus 1903 (bijzonder fonds van de reservevrijwilligers). Dienstjaar 1912 en, bij uitzondering, vroegere dienstjaren. (<i>Onbepaald krediet.</i>) . . .	14,031,000 »
36	Verschillende pensioenen	17,444,474 » (1)

V.

Artikel 3 van het ontwerp, dat eene nieuwe bepaling bevat, heeft de aandacht van de Middelenafdeeling vooral gaande gemaakt. Het luidt als volgt :

« Bij de berekening der wezenlijke diensten voor het pensioen, wordt er, » ten titel van voorafgaandelijke studiën, twee jaar bij geteld, aan ieder » officier of met dezen rang gelijk gestelden ambtenaar die krachtens voor- » gaande wetten van geen dergelijke schikking genieten. »

Deze nieuwe bepaling betreft alleen, naar het schijnt, de officieren die rechtstreeks door het kader zijn opgeklommen zonder de militaire school te hebben bezocht.

Men weet inderdaad dat de officieren, die uit de militaire school komen, reeds die voordeelen genieten.

Evenzoo de geneesheeren, apothekers en paardenartsen.

Ziehier de bepalingen, welke hieromtrent reeds van kracht zijn :

Voorafgaande studiën welke in aanmerking worden genomen bij de berekening der diensten die gelden voor het pensioen.

Wegens voorafgaande studiën worden, bij het bepalen van de diensten, die recht geven op pensioen, aangerekend :

1° Aan de officieren der verschillende wapens, die de militaire school

(1) Volgens de laatste berekening, geleverd door het Ministerie van Financiën, bedroegen de militaire pensioenen (op 1 Januari 1912) uitgetrokken op de begrooting van 's Lands Schuld de som van 5,641,140 frank.

bezochten vier jaar werkelijken dienst (§ 2 van artikel 3 der wet van 24 Mei 1838).

Bij eene wet van 6 Mei 1888, werd de leeftijd voor de toelating tot de militaire school gebracht van 16 tot op 17 jaar en het getal jaren, wegens voorafgaande studiën aan te rekenen aan de officieren, die deze school bezochten, werd op vijf gebracht.

Deze wet had geene terugwerkende kracht en thans worden bij hunne op pensioenstelling, slechts vier jaar voorafgaande studiën aangerekend aan de officieren die uit de school kwamen vóór de afkondiging der wet;

2° Aan de officieren van de artillerie en de genie, in 1868 in het leger getreden als aspiranten, twee jaar (wet van 27 Mei 1868);

5° Aan de officieren van den geneeskundigen dienst werden zes jaar voorafgaande studiën aangerekend en aan de apothekers en de paardenartsen vier (wet van 10 Maart 1847).

Door de wet van 6 Juni 1899 werden die getallen onderscheidenlijk gebracht tot op acht en op zes.

Deze laatste bepaling had geen terugwerkende kracht.

Naar luid van artikel 3 der wet van 24 Maart 1838, worden de dienstjaren gerekend van af den dag dat de militair in het leger treedt, doch alleen van af den vollen leeftijd van 16 jaren.

Anderdeels, bepaalt het 2^{de} lid van hetzelfde artikel dat er jaren werkelijken dienst wegens voorafgaande studiën worden aangerekend aan de militairen, *wanneer zij tot onderluitenant benoemd worden*, alsook aan hen die in den geneeskundigen dienst worden opgenomen *wanneer zij tot officier benoemd worden*.

Krachtens deze bepalingen zullen aan een jongeling, die in het leger dient vóór zijne toelating in de militaire school, zijne diensten aangerekend worden — althans vanaf ten vroegste den leeftijd van 16 jaar (zoo hij vóór dezen leeftijd in het leger trad) — tot den dag waarop hij in gezegde school treedt. Van dit oogenblik af en tot zijne benoeming tot onderluitenant, worden zijne diensten hem niet meer aangerekend; doch men zal bij de bepaling van het pensioen vier of vijf jaren dienst tellen, naarmate hij tot onderluitenant werd benoemd vóór of na de wet van 6 Mei 1888.

Hetzelfde geschiedt met de geneesheeren, apothekers en paardenartsen. Hunne diensten als militair (ten vroegste van af den leeftijd van 16 jaar) worden hun aangerekend tot het oogenblik dat zij in den geneeskundigen dienst treden; van dit oogenblik af en tot hunne benoeming tot officier, komen zij niet meer in aanmerking, doch, bij de berekening van hun pensioen, worden acht jaren dienst aangerekend aan de geneesheeren en zes jaren aan de apothekers en paardenartsen.

Uit wat voorafgaat blijkt, dat de jongeling, die op den leeftijd van 16 jaar dienst neemt en tot de militaire school wordt toegelaten, om 't even wanneer hij dienst neemt, 41 of 42 jaren dienst zal kunnen doen gelden, wanneer hij 55 jaar oud zal zijn.

Evenzoo zal, bij den geneeskundigen dienst, een leerling der kadetten-

school, bij voorbeeld, of elk andere militair die op den leeftijd van 16 jaar dienst neemt, het maximum-getal jaren dienst (40), voor het pensioen vereischt, overschrijden op den leeftijd van 58 jaar.

Men dient echter aanstonds aan te merken dat het gewoonlijk geen leerlingen der kadettenschool noch op 16 jarigen leeftijd vrijwillig dienst nemende jongelingen zijn, die in den gezondheidsdienst, in den artsenkundigen dienst of in den dienst der paardenartsen treden. Zij, die erin treden, doen het hetzij na hunne opneming bij het leger als militieplichtigen, hetzij na het aangaan van eene vrijwillige verbintenis wanneer zij voldoen aan de vereichten om in den dienst te treden waartoe zij zich bestemmen. Daarom halen zij, over 't algemeen, geen voordeel uit het getal jaren, dat hun, wegens voorafgaande studiën, wordt aangerekend in dezelfde mate als aan de officieren die de militaire school bezochten. Zóó wordt hun een nadeel berokkend, dat zij stootend vinden en waartegen zij hevig verzet aantekenen, zooals hierna opnieuw zal uiteengezet worden.

De Middenafdeeling wilde nauwkeuriger nagaan in welke mate de officieren, die de militaire school bezochten, feitelijk voordeel zullen kunnen halen uit de bepalingen betreffende de bijkomende jaren wegens voorafgaande studiën gerekend; met dit doel richtte zij tot den Minister van Oorlog de volgende vragen :

VRAAG.

Welk is de gemiddelde leeftijd bij hunne intrede in het regiment, van de vrijwilligers die officier werden zonder de militaire school te hebben bezocht?

ANTWOORD.

17 jaren 3 maanden.

VRAAG.

Welk is de gemiddelde leeftijd der jongelingen die tot de militaire school worden toegelaten (al of niet door het kader opgeklommen)?

ANTWOORD.

Volgens den *Annuaire statistique de la Belgique* (laatste twee uitgegeven jaren) bedroeg deze leeftijd.

Voor het jaar 1907-1908 : 19 jaar $\frac{1}{24}$;

— 1908-1909 : 19 jaar $\frac{2}{3}$.

Trouwens, ziehier eene meer omstandige tabel, die den toestand beter toelicht :

Statistische tabel vermeldende, voor elke der promotiën in de Militaire School getreden in 1907, 1908, 1909, 1910 en 1911 :

1^o Den gemiddelden leeftijd der jongelingen,
 2^o Den gemiddelden duur (jaren en maanden) van den dienst der militaire leerlingen vóór hunne toelating tot de school.

	1907.		1908.		1909.		1910.		1911.	
	73 ^e promotie (1) A. G.	58 ^e promotie (2) I. en C.	74 ^e promotie A. G.	59 ^e promotie I. en C.	75 ^e promotie A. G.	60 ^e promotie I. en C.	76 ^e promotie A. G.	61 ^e promotie I. en C.	77 ^e promotie A. G.	62 ^e promotie I. en C.
1 ^o Gemiddelde leeftijd van toelating tot de school van de										
a) Burgers en militairen	18 10/12	19 3/12	19 4/12	20	19	19 9/12	18 9/12	20 3/12	19 1/12	20 3/12
b) Burgers alleen	18 11/12	19 4/12	19	19 4/12	18 10/12	19 2/12	18 10/12	19 3/12	18 10/12	19 4/12
c) Militairen alleen	18 10/12	19 9/12	20 2/12	20 4/12	19 4/12	20 2/12	19 4/12	20 6/12	19 9/12	20 8/12
2 ^o Gemiddelde duur (jaren en maanden) van den dienst der militaire leerlingen vóór hunne toelating tot de school	2	2 3/12	1 11/12	3 4/12	2 1/12	2 11/12	1 11/12	2 10/12	1 9/12	2 8/12

(1) A. G. = afdeelingen artillerie en genie.

(2) I. en C. = afdeelingen infanterie en cavalerie.

Uit de antwoorden van den Minister van Oorlog en het overzicht van bovenstaande tabel blijkt duidelijk, dat, zoo men, om de werkelijke diensten voor het pensioen te berekenen twee jaar wegens voorafgaande studiën voegt bij de werkelijke jaren dienst der officieren die door de kaders zijn opgeklommen zonder de militaire school te hebben bezocht, men deze in een gunstigeren toestand plaatst dan wanneer men aan de officieren, die de militaire school bezochten, drie jaren aanrekent. Inderdaad, de gemiddelde leeftijd, waarop de officieren rechtstreeks uit het kader in het leger treden, bedraagt een jaar minder dan de gemiddelde leeftijd waarop de andere tot de militaire school worden toegelaten (17 jaar 3 maanden voor de eersten, ongeveer 19 jaar voor de tweeden). En het spreekt, anderdeels, van zelf dat gedurende de jaren, die aan de toelating tot de militaire school onmiddellijk voorafgaan, de daartoe door de laatsten ondernomen studiën veel hoger staan dan die ondernomen voor het bekomen van de lagere graden van het leger door de overige jongelingen die, na uitsluitend tot het kader behoort te hebben, later officier worden.

Het bepaalde in artikel 5 schijnt dus allerminst voldoende voor de officieren die het betreft; het huldigt zelfs in hun voordeel, een stelsel van bevoorrechtiging.

*
* * *

Naar aanleiding van den wensch, vaak uitgedrukt door de *Maatschappijen van gepensionneerde officieren*, en strekkende tot het gelijkstellen voor het pensioen, van de officieren en de burgerlijke ambtenaren, ging de Middenafdeeling na of er, in andere ministerieele departementen, diensten zijn waar, evenals voor de officieren, bij de dienstjaren jaren worden gevoegd wegens voorafgaande studiën opdat de belanghebbenden spoediger het maximum van hun pensioen zouden bereiken.

Ziehier het antwoord op die vraag.

Burgerlijke pensioenen.

BEREKENING WEGENS DE DIPLOMA'S.

I. *Wet van 25 Juli 1867 betreffende de rustpensioenen van de magistraten :*

ART. 2. — Vier jaar werkelijken dienst in de magistratuur worden aangerekend aan de magistraten, doctors in de rechten, die op pensioen mochten gesteld worden wegens ziekelijkheid of op den leeftijd, bepaald bij artikel 1, en die niet het vereischte getal jaren dienst mochten tellen om het door de wet bepaalde maximum-pensioen te bekomen.

II. *Wet van 8 April 1884 betreffende de pensioenen van het onderwijzend personeel.*

ART. 2. — Tot het bepalen van het bedrag der pensioenen gelden :

1^o Voor vier dienstjaren :

A. De wettelijke doctoraatsdiploma's begeven overeenkomstig de wet op het hooger onderwijs;

B. Het diploma van geaggregeerd leeraar van het middelbaar onderwijs van den hooger grad;

C. De diploma's begeben door de bijzondere scholen voor burgerbouwkunde, voor kunst en fabriekwezen en voor de mijnen, aan de Staatshoogescholen gehecht; door de vceartsenijsschool, het hooger landbouwinstituut en het hooger handelsgesticht en waarvoor, overeenkomstig de programma's door de Regeering goedgekeurd, vier jaar vereischt worden;

D. Het benoemingsbrevet, afgeleverd aan de officieren der bijzondere wapens, komende uit de oefenschool aan de militaire school gehecht (1).

2° Voor drie dienstjaren :

A. De diploma's begeben door de scholen en hogere gestichten met drie jaren studie ;

B. Het diploma van geaggregeerd leeraar van het middelbaar onderwijs van den lageren grad ;

C. De benoemingsbrief van adjunct bij den staf of het getuigschrift vaststellende het slagen bij de uitgangsexamina bij de krijsschool (1).

3° Voor twee dienstjaren :

A. Het diploma van lager onderwijzer ;

B. Het bekwaamheidsdiploma voor het onderwijs, hetzij van de levende talen, hetzij van den tuinbouw en de boomteelt ;

C. De diploma's van ingenieur en conducteur, die maar twee jaren studie vergen ;

D. Het benoemingsbrevet afgeleverd aan de officieren der infanterie en cavalerie bij het verlaten der militaire school ;

4° Voor één dienstjaar :

Het bekwaamheidsdiploma begeben krachtens een koninklijk besluit, hetzij voor het turnonderwijs, het teeken- of muziekonderwijs.

Wanneer een lid van het onderwijzend personeel belast is met verschillende diploma's, getuigschriften of brevetten, dan mag hij, naar luid van het tegenwoordig artikel, het voordeel van elk hunner samenvoegen zonder dat nochtans het getal dienstjaren uit dien hoofde meer dan vier kan bedragen.

Met die diploma's wordt ook rekening gehouden om het getal dienstjaren, voor het pensioen geëischt, aan te vullen.

III. Er wordt niets gerekend voor diploma's of voorafgaande studiën ;

Aan de consulaire of diplomatische agenten ;

Aan de ingenieurs van den Staat (bruggen en wegen, spoorwegen, mijnen, enz.) ;

Aan de beambten van het boschwezen die het diploma van landbouwingenieur moeten bezitten ;

Aan de landbouwkundigen van den Staat ;

Aan de ambtenaren van het bestuur van financiën (registratie en domeinen, rechtstreeksche belastingen, tol en accijnzen) die, alvorens het ingangsexamen te mogen afleggen, een proeftijd moeten uitdoen tijdens denwelken

(1) Geval van terugkomst in het burgerlijk leven.

zij aan het bestuur de noodige diensten bewijzen, en waarvan de reglementaire duur één jaar ten minste bedraagt maar feitelijk wel moet verlengd worden met één, twee jaren en meer.

*
* *

Uit alles wat gezegd werd en zal worden over den dienst der geneesheeren, apothekers en paardenartsen van het leger, betreffende het getal onderstelde dienstjaren die als voorafgaande studiën gerekend worden aan de officieren, de leden van gezegden dienst en enkel sommige klassen van ambtenaren en bedienden van den Staat, wat voor tal van anderen het geval niet is, kan men besluiten dat het nuttig zou wezen dit alles in zijn geheel te herzien. Meermaals reeds heeft de schrijver van het tegenwoordig verslag op de noodzakelijkheid gewezen, zooveel mogelijk de bestuurlijke toestanden gelijk te maken, want het gebrek aan eenvormigheid lokt, vanwege de belanghebbenden, bij voortduur klachten en vragen uit, voortspruitende uit de talloze tegenstrijdigheden en onbillijke verschillen die al te licht vast te stellen en te herhalen zijn. Hij maakt van de hem geboden gelegenheid gebruik, om eens te meer te wijzen op de noodzakelijkheid van hoogergemeld werk van eenmaking.... dit alles echter in zooverre het mogelijk is.

VI.

Ander punt.

Artikel 5 van het ontwerp stelt voor, bijjaren, ten titel van voorafgaande studiën, toe te voegen aan de jaren van werkelijken dienst voor het pensioen van « ieder officier of met dezen rang gelijkgestelden ambtenaar die, krachtens vroegere wetten, het voorrecht van soortgelijke bepaling niet geniet »; artikel 6 bepaalt echter dat « de pensioenen en de hulpelden, bestaande op het oogenblik van het in werking treden van deze wet, zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe bepalingen van de artikelen hierboven (art. 1 tot en met 5). » Zoodat, in toepassing van artikel 6 de officieren en ambtenaren, met dien rang gelijkgesteld, voor wie tot hiertoe bij hunne werkelijke dienstjaren geen bijkomende jaren gevoegd werden zoogenaamd « voor voorafgaande studiën », zoodra de nieuwe wet van kracht wordt, het hun thans uitbetaald pensioen zullen gewijzigd zien, derwijze dat gezegde bijkomende jaren voortaan zullen meegerekend worden.

Voor de officieren en met dien rang gelijkgestelde ambtenaren, die van nu af de weldaad genieten van de bijgevoegde dienstjaren ten titel van voorafgaande studiën, werd geen terugwerkende kracht gegeven aan de regeling betreffende deze studie-jaren. Eveneens zullen de nieuwe bepalingen betreffende geneesheeren, apothekers en paardenartsen, door de Middenafdeeling voorgesteld, geene terugwerkende kracht hebben.

Men kan zich afvragen of het waarlijk redelijk is dat er in dezen twee stelsels bestaan en of het niet beter ware al de officieren of met dezen rang gelijkgestelde ambtenaren op gelijken voet te behandelen.

De voorstanders van terugwerkende kracht antwoorden — en hunne zienswijze werd in de Middenafdeeling verdedigd — dat, sedert 1838, de uit de militaire school getreden officieren dit voordeel genieten, dat men hun eenige jaren bijgeeft voor voorafgaande studiën, dat de thans gepensionneerden het voordeel van de bijvoeging genieten — ofschoon nochtans de wetsbepaling die, in 1888, het getal der jaren voorafgaande studiën voor de uit de militaire school getreden officieren vermeerderde, geen terugwerkende kracht had. Zij besluiten dat men, onder die voorwaarden, eenigszins eene billijke vergoeding invoert door aan de bepaling van artikel 5 van het ontwerp terugwerkende kracht te geven voor de officieren die reeds gepensionneerd en buiten de kaders zijn.

De verslaggever der Middenafdeeling vroeg welken last die terugwerkende kracht voor de Schatkist zou medebrengen en het Departement van Oorlog antwoordde hem dat het dien raamt op 97,000 frank. Men ziet wel dat dit geen kleinigheid is

VII.

De Middenafdeeling werd ertoe gebracht de verschillende wenschen te onderzoeken geuit hetzij door sommigen harer leden of in de afdeelingen, hetzij in bij haar toegekomen verzoekschriften.

A.

Vooreerst betreffende de kapelmeesters heeft zij een verzoekschrift ontvangen waarvan de bijzonderste deelen volgen.

NOTA.

« Een officier *kapelmeester* wordt gepensionneerd volgens den rang waarmede hij wordt gelijkgesteld en niet volgens zijne wedde in werkelijken dienst. Zijne wedde kan tot 4,200 frank bedragen. Is het aannemelijk dat een officier-kapelmeester, na eene lange loopbaan, gepensionneerd worde op den grondslag van 2,500 of 2,900 frank.

» Men vraagt dat het pensioen van den officier-kapelmeester berekend worde op het bedrag van den graad die onmiddellijk op den zijne volgt. Aldus zal men een voor dien officier schadelijken toestand doen ophouden.

» Dezelfde pensioenberekening werd billijk erkend ten voordeele van de lagere graden der gendarmerie. Daar ook heeft men moeten erkennen dat de pensioenen niet in verhouding waren tot de wedden in werkelijken dienst.

» In algemeenen regel neemt men aan, dat ieder officier tot den graad van kapitein kan komen en als zoodanig gepensionneerd worden. Het is dus redelijk dat, ten minste voor het pensioen, de officier-kapelmeester bevoordeeld worde, vermits de graad van luitenant zijne hoogste bevordering is ».

Bovenstaand verzoekschrift, door den verslaggever van de Middenafdeeling, voor kennisneming, overgemaakt aan het departement van Oorlog, lokte vanwege dit Departement onderstaande opmerkingen uit.

Den heer Hoijois, volksvertegenwoordiger,

Brussel, 17 Februari 1912.

MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

« Ik heb de eer u bijgaande nota terug te zenden met mijne opmerkingen.

» Vooreerst werd mij geen ontwerp hoegenaamd, uitgaande van het Ministerie van Financiën, voorgesteld met het doel de kapelmeesters een pensioen te verleenen, berekend volgens het bedrag van den graad, die onmiddellijk volgt op dien, waarmede zij gelijkgesteld worden.

» In Juli 1908 stelde de *heer de Broqueville*, verslaggever van het wetsontwerp tot wijziging der wet van 26 Juni 1899, houdende herinrichting van het personeel der diensten van het beheer, van de officieren-rekenplichtigen voor het materieel der artillerie, van de adjuncten der genie, van het personeel van den geneeskundigen dienst en van den dienst der paarden-artsen (1) mij de volgende vraag :

» Zou de wet van 9 Maart 1863 niet moeten herzien worden, ten einde de kapelmeesters gelijk te stellen met de kapiteins en hun als zoodanig pensioen te kunnen verleenen? Een waardig kapelmeester verdient wel als bekroning van zijn loopbaan den graad van tweeden kapitein, ingevoerd sedert de wet van 1863. »

« Ziehier mijn antwoord *in-extenso* :

» Voor 1863 hadden de kapelmeesters aan het eind van hunne loopbaan den graad van adjudant en een pensioen van 600 frank.

» De wet van 9 Maart 1863 had ten doel, naar blijkt uit de bespreking in de Kamers, een paar toenmalige kapelmeesters van talent te begunstigen en schonk bijgevolg aan de anderen een onverhoopten toestand, met het doel kapelmeesters van groot talent te plaatsen aan het hoofd der muziekkorpsen van het leger.

» Naar luid van het eerste artikel dezer wet, worden de kapelmeesters, na tien jaar dienst in hun ambt, gelijkgesteld met de onderluitnants, en na tien jaar dienst met dezen graad, kunnen ze worden gelijkgesteld met de luitnants. Krachtens artikel 2, kan de Koning aan een kapelmeester het ambt van muziek-inspecteur opdragen ; de titelvoerder wordt gelijkgesteld met de kapiteins.

» Sedert 1907 bereikt de hoogste jaarwedde (met inbegrip der bijwedden) van een kapelmeester, die is gelijkgesteld met de onderluitnants, 3,300 fr. (enkel 2,500 frank voor een onderluitnant der infanterie) en, na tien jaar dienst met gelijken rang als de luitnants, 4,200 frank (3,100 frank maximum voor de luitnants der infanterie).

» Zij hebben nog andere voordeelen : hun dienst is veel minder zwaar en

(1) Zie het Verslag van de Middenafdeeling. Zitting van 29 Juni 1908, stuk nr 28, bladz. 2 en 3.

minder geestvermoeiend dan die der officieren van denzelfden graad ; zooals de geneesheeren en de paardenartsen kunnen zij geld verdienen — en voor de meesten is dit het geval — als bestuurders van burgerlijke maatschappijen ; ten slotte worden zij gepensionneerd op den leeftijd van 60 jaar, zooals de kolonels (in plaats van 55 jaar voor de lagere officieren der troepen).

» Eenmaal op pensioen gesteld, kunnen zij hunne burgerlijke bezigheden blijven waarnemen ; als de lagere officier op pensioen wordt gesteld, is zijn ouderdom alleen dikwijls een beletsel om eene bediening te vinden, waartoe zijn ambt hem meestal niet heeft voorbereid.

» De toestand der kapelmeesters in het opzicht der graden en der geldmiddelen bij hunne pensionneering is reeds bijzonder bevoorrecht. Moest men in hunne rangregeling den graad van kapitein invoeren, met het eenig doel hun een hooger pensioen te verleenen, dan zou men een niet te wettigen gewicht toekennen aan een zeer ondergeschikten dienst die heel weinig uitstaans heeft met de militaire loopbaan.

» Indien de toekomst verbetering brengen mocht in de pensioenen der officieren, zouden de met hen gelijkgestelde kapelmeesters daaruit voordeel trekken in verhouding tot hunnen graad. »

(Zie het Verslag namens de Middenafdeeling uitgebracht. — Vergadering van 29 Juli 1908. — *Parlementaire stukken*, n^o 28, bladz. 2 en 3).

De *Nota* zegt nog :

« Dezelfde pensioenberekening werd billijk erkend ten voordeele van de lagere graden der gendarmerie. Daar ook heeft men moeten erkennen dat de pensioenen niet in verhouding waren tot de wedden in werkelijken dienst. »

» Dat is eene dwaling. Vóór 1860, werden de pensioenen der gendarmen berekend overeenkomstig de algemeene wet van 24 Mei 1858. Het gevolg daarvan was dat, wanneer de onderofficieren, korporaals of brigadiers van het leger in gezegd korps traden, zij de eventueele rechten verloren op het pensioen van den graad dien zij bekleedden en op het einde hunner loopbaan als gewone soldaten gepensionneerd werden zoo zij bij de gendarmerie niet werden bevorderd.

» Dit was een waar onrecht, dat voor gevolg had van de gendarmerie de militairen verwijderd te houden die zouden geneigd geweest zijn erin te treden, zoo zij niet gevreesd hadden, bij hunne oppensioenstelling, het voordeel te verliezen van de rechten met hun graad in het leger verworven.

» Men erkende ook eensdeels, dat de dienst, aan de gendarmerie opgelegd, zelfs van de gewone gendarmen, bekwaamheid en bijzondere kennissen eischt en anderdeels dat de belangen, die deze militairen in de maatschappij te vrijwaren hebben, hen, voor de vergoeding hunner diensten, op denzelfden rang zouden dienen te stellen als de onderofficieren van het leger.

» Op deze beschouwingen steunt de wet van 4 Juli 1860, die bepaalt dat de pensioenen der onderofficieren en soldaten van het korps der gendarmerie zullen vastgesteld worden volgens deze gelijkstellingen : de officieren met den graad van adjudant ; de brigadiers en gendarmen met den graad van sergeant.

» Zulke beschouwingen vindt men niet voor de kapelmeesters.

» Men dient nog op te merken dat de pensioenen niet bepaald werden volgens de wedden, maar voor elk der graden van het leger en zonder onderscheid van wapens of diensten, overeenkomstig een tarief. Artikelen 16 en 22 van de Grondwet van 1858 bepalen overigens *dat het pensioen vastgesteld wordt volgens den graad dien de militair bekleedt*.

» Met deze laatste bepalingen ten aanzien der kapelmeesters te wijzigen, zou men voorzeker klachten uitlokken vanwege andere militairen en oude dienaars die, in hunne bevordering, bij voorbeeld door den leeftijd, werden tegengehouden en anders afmattende ambten vervuld hebben dan die van kapelmeester, niet zouden nalaten dezelfde maatregelen te vragen als die men aan een dienst van ondergeschikt belang zou verleenen en aldus zou men noodzakelijk steeds moeten toegeven.

Op het stuk van pensioen, ben ik de meening toegedaan dat de bepalingen van artikelen 16 en 22 van de wet van 1858 niet mogen geschonden worden en tot besluit kan ik slechts verwijzen naar mijn antwoord ter Kamer in Juli 1908 namelijk dat, *zoo de pensioenen der officieren verbeterd worden, de kapelmeesters er in verhouding tot hun graad het voordeel zullen van genieten, overeenkomstig de bepalingen voorgesteld in het ontwerp tot herziening, thans door u onderzocht*.

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT. »

Ingaande op de besluiten van den brief van den Minister van Oorlog, heeft de meerderheid van de Middenafdeeling niet gemeend het wetsontwerp te moeten wijzigen met het oog op de kapelmeesters.

B.

Ten tweede ontving de Middenafdeeling den volgende brief :

« Het ontwerp van wet tot herziening der militaire pensioenen verleent, volgens den rang door den officier of den onderofficier bekleed, eene vermeerdering van 10 t. h. voor elk jaar graad.

» Het gevolg daarvan is dat sommige militairen, die in hunnen laatsten graad slechts drie jaar en elf maanden, bij voorbeeld, dienden, van het geheele of gedeeltelijke voordeel van de verhooging verstoken blijven.

» In dien zin diende men het ontwerp aan te vullen en de verhooging van 1/2 jaar te verleenen voor elke breuk van een dag tot zes maanden en die van het geheele jaar voor elke breuk boven de zes maanden en beneden een jaar.

» Deze wijziging, die zeer voordeelig is voor sommige slachtoffers der omstandigheden, zou voor de Schatkist slechts een geringe verhooging van lasten meebrengen. »

De Middenafdeeling stelde bij gevolg den heer Minister van Oorlog de volgende vraag, waarop zij onderstaand antwoord ontving :

VRAAG.

Hoe berekent men de militaire pensioenen en hoe berekent men de burgerlijke pensioenen — dit alles met het oog op de dagen en maanden en breuken van jaren waarmee men rekening houdt?

ANTWOORD.

Wat betreft de militaire pensioenen, wordt, overeenkomstig de wijze door de Rekenkamer gevolgd, de dienstdtijd per jaar en halfjaar berekend en de breuken van een jaar, die negen maanden en een dag en drie maanden en een dag bedroegen, worden onderscheidenlijk gerekend voor een geheel jaar of een halfjaar. De breuk van een frank boven 50 centiemen wordt voor 1 frank gerekend.

Anderdeels worden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 der wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke pensioenen, deze berekend volgens den werkelijken duur van de diensten; de dagen waarvan het totaal geen maand bedraagt, worden niet gerekend; hetzelfde gebeurt met de breuken van een frank.

De Middenafdeeling was de meening toegedaan dat men niet diende — integendeel — het verschil scherper te maken dat nu reeds — in het voormeld opzicht — bestaat tusschen de berekeningswijze van de militaire en die van de burgerlijke pensioenen.

Zij is van meening dat, in grondbeginsel, eenvormigheid in deze en in alle andere zaken het ideaal is dat zooveel mogelijk dient nagestreefd.

C.

Over de reformpensioenen ontving de Middenafdeeling verschillende mededeelingen. Zij hebben alle voor doel die pensioenen op een of andere wijze te verhoogen, en dit meer dan het ontwerp doet. Erkennende dat de toestand van de officieren, die het leger verlaten om redenen van physieken aard, waaraan de dienst geen schuld heeft, dezelfde niet is als die van den officier gepensionneerd wegens ouderdom, verwonding of verminking bij den dienst opgedaan, heeft de Middenafdeeling geoordeeld in deze zaak geen initiatief te mogen nemen. Te meer daar zij vernomen heeft dat het Departement van Oorlog zoo toegevend mogelijk is bij het onderstellen dat de verwonding of verminking, die den officier noodzaakt het leger te verlaten, *te beschouwen is als hebbende den dienst voor oorzaak*. De Middenafdeeling vernam nog dat in buitengewone gevallen, waar het onmogelijk is deze omstandigheid als uitgemaakt te beschouwen, het Departement van Oorlog op welwillende wijze tracht de gepensionneerde of gereformeerde officieren, die het voordeel van deze omstandigheid niet konden genieten, een of andere betrekking te bezorgen om hunne inkomsten wat te verhoogen.

D.

Ten vierde heeft de Middenafdeeling, wegens de haar toegekomen verzoekschriften, zich moeten bezighouden met de pensioenskwestie van de geneesheeren, de apothekers en de paardenartsen van het leger.

Alvorens over den grond van de zaak te handelen dient men de Kamer wat in te lichten. Hieronder enkele inlichtingen.

En vooreerst, hoe wordt het personeel van die diensten aangeworven?

Dit personeel wordt aangeworven :

1^o *Voor de afdeeling der gasthuizen*, onder de studenten in de geneeskunde en artsenijskunde alsook onder de jongelingen die in gezegde geneeskundige vakken hunne studiën voleind hebben.

2^o *Voor de afdeeling der paardenverplegers*, onder de leerlingen van Staats veeartsenijschool en onder de veeartsen.

Volgens de bekomen academische graden hebben de betrokkenen den rang van aspirant of dien van helper.

Voor 15 December 1910 moest men, om *in de afdeeling der gasthuizen* te worden toegelaten :

In hoedanigheid van aspirant : houder zijn van het diploma van candidaat in de natuurwetenschappen of voldaan hebben aan de saamgevoegde examens van de candidatuur in de natuurwetenschappen voorbereidend tot de genees- heel- en verloskunde.

In hoedanigheid van helper : voldaan hebben aan de eerste twee proeven van het doctoraat in de genees- en verloskunde of aan de eerste twee proeven van het examen van apotheker.

Om toegelaten te worden tot de afdeeling der paardenverplegers moet men :

In hoedanigheid van aspirant : leerling zijn van Staats veeartsenijschool.

In hoedanigheid van helper : houder zijn van het diploma van veearts.

Sedert 15 December 1910 werden, op voorstel van den heer Inspecteur generaal van den geneeskundigen dienst, de vereischten gewijzigd als volgt :

Om toegelaten te worden in de afdeeling der gasthuizen,

In hoedanigheid van aspirant : moet men houder zijn van het diploma met onderscheiding van candidaat in de geneeskunde of met onderscheiding voldaan hebben aan het eerste examen van apotheker.

In hoedanigheid van helper, behalve de in voorgaand alinea bepaalde vereischten, moet men voldaan hebben aan de eerste twee proeven van het doctoraat in de genees- heel- en verloskunde of aan de tweede proef van het examen van apotheker.

Om toegelaten te worden tot den dienst der paardenverplegers,

In hoedanigheid van aspirant : moet men houder zijn van het diploma met onderscheiding van candidaat veearts.

In hoedanigheid van helper : behalve de in voorgaand alinea bepaalde vereischten, moet men houder zijn van het diploma van veearts.

Ziehier overigens de huidige bepalingen betreffende het pensioen, het personeel van den genees- en artsënjkundigen dienst en van dien der paardenartsen :

Het personeel van den geneeskundigen dienst en van den dienst der paardenartsen wordt beheerd door de wet van 26 Juni 1899, die bepaalt :

De inspecteur generaal van den geneeskundigen dienst wordt in rang gelijkgesteld met den graad van generaal-majoor ;

De geneesheeren principaal 1^{ste} klasse met den graad van kolonel ;

De geneesheeren principaal 2^{de} klasse met den graad van luitenant-kolonel ;

De regimentsgeneesheeren 1^{ste} klasse met den graad van majoor ;

De regimentsgeneesheeren 2^{de} en 3^{de} klasse met den graad van kapitein-commandant ;

De bataljonsgeneesheeren 1^{ste} klasse met den graad van tweeden kapitein ;

De bataljonsgeneesheeren 2^{de} klasse met den graad van luitenant ;

De toegevoegde geneesheeren 1^{ste} en 2^{de} klasse met den graad van onderluitenant ;

De hoofdapotheker met den graad van luitenant-kolonel ;

De apothekers principaal met den graad van majoor ;

De apothekers 1^{ste} klasse met den graad van kapitein-commandant ;

De apothekers 2^{de} klasse met den graad van tweeden kapitein ;

De apothekers 3^{de} klasse met den graad van luitenant ;

De apothekers 4^{de} klasse met den graad van onderluitenant ;

De hoofdpaardenarts met den graad van luitenant-kolonel ;

De paardenartsen principaal met den graad van majoor ;

De regimentspaardenartsen met den graad van kapitein-commandant ;

De paardenartsen 1^{ste} klasse met den graad van tweeden kapitein ;

De paardenartsen 2^{de} klasse met den graad van luitenant ;

De paardenartsen 3^{de} klasse met den graad van onderluitenant ;

De toegevoegde paardenartsen met den graad van onderluitenant.

De bepalingen, die de militaire pensioenen regelen, worden zooals op al de andere militairen toegepast op het personeel van den geneeskundigen dienst en van den dienst der paardenartsen.

Deze worden dus van ambtswege op pensioen gesteld op onderstaanden leeftijd :

De inspecteur generaal van den geneeskundigen dienst op 63 jaar ;

De geneesheeren principaal 1^o en 2^o klasse, de hoofdapotheker op 63 jaar ;

De regimentsgeneesheeren 1^e klasse, de apothekers en paardenartsen principaal op 60 jaar ;

De regimentsgeneesheeren 2 ^e klasse	} op 58 jaar.
— 3 ^e klasse	
De bataljonsgeneesheeren 1 ^e en 2 ^e klasse	
De toegevoegde geneesheeren 1 ^e en 2 ^e klasse	
De apothekers 1 ^e , 2 ^e , 3 ^e en 4 ^e klasse	
De toegevoegde apothekers	
De regimentspaardenartsen	
De paardenartsen 1 ^e , 2 ^e en 3 ^e klasse	
De toegevoegde paardenartsen	

Hier rijst toevallig de volgende vraag op: « Waaron pensionneert men de lagere officieren van het leger op 55 jaar en die van den geneeskundigen dienst op 58 jaar? »

Ziehier het antwoord van het Departement van Oorlog aan de Middenafdeeling :

« De onderdomsgrens van 55 jaar steunt op deze beschouwing, door de » regceering en de wetgeving aangenomen, dat de meeste lagere officieren » van dezen leeftijd de noodige bekwaamheid niet meer bezitten om aan de » werkelijke en volledige vereischten van hunnen dienst te voldoen.

» Voor de geneeskundige diensten en de bestuursdiensten werd, op aan- » vraag der Kamer, aangenomen, dat men de titularissen, wier dienst minder » zwaar is, behouden zou tot den leeftijd bepaald voor den graad die » onmiddellijk volgt op dien waarmede hun toestand wordt gelijkgesteld.

» Aldus worden de geneesheeren van den graad onder dien van majoor » gepensionneerd op den leeftijd voor dezen bepaald, dat wil zeggen » 58 jaar ».

Naar luid van artikel 4 der wet van 26 Juni 1899, worden acht jaren werkelijke dienst, op grond van voorafgaande studiën, toegekend aan de personen die aangenomen zijn in den geneeskundigen dienst met den graad van toegevoegd geneesheer; zes jaren aan hen die als toegevoegd apotheker of apotheker 4^e klasse, als toegevoegd paardenarts of paardenarts 3^e klasse aangenomen zijn.

De dienstjaren voor studiën, toegekend aan de geneesheeren, apothekers en paardenartsen, worden gerekend van af een laattijdig en zeer veranderlijk tijdstip, namelijk vanaf hunne benoeming tot den graad van toegevoegde (wet van 26 Juni 1899, artikel 4).

Het ware reeds een vooruitgang die te rekenen vanaf de begeving van het diploma van doctor in de geneeskunde, apotheker of veearts.

Deze wijziging in de wet van 26 Juni 1899 zou een onrecht doen verdwijnen en in zekeren zin verhelpen in den ondergeschikten toestand, waarin de geneesheeren, apothekers en veeartsen verkeerden, met het oog op het pensioen, tegenover de officieren die uit de militaire school kwamen en weldra zelf tegenover die welke door het lagere kader opklommen.

De vijf jaren ten titel van voorafgaande studiën worden gerekend aan de leerlingen-onderluitenant onmiddellijk vanaf hun uittreden uit de militaire school.

Voor de groote meerderheid der officieren van den geneeskundigen dienst, in werkelijken dienst of gepensionneerd, gebeurt het zelden dat hunne benoeming tot den graad van toegevoegde samenvalt met het einde hunner studiën.

Inderdaad, gedurende vele jaren moesten vele jonge militaire geneesheeren, na hunne studiën voltrokken te hebben, wachten met den graad van leerling-geneesheer 1^e klas, plaatsvervangend geneesheer 2^e klas, plaatsvervangend geneesheer 3^e klas (alle thans afgeschafte graden) alvorens den graad van toegevoegde te bereiken, dat wil zeggen den graad van officier.

Het gevolg daarvan is dat jongelingen die — zonder milicien te zijn of eene verbintenis als vrijwilliger te hebben aangegaan voor hunne intrede in den geneeskundigen dienst van het leger — op hun kosten zeven jaar geneeskundige studiën hebben gedaan en na slechts op 24-25 jarigen ouderdom hun diploma te hebben behaald, slechts op 28, 29, 30 jaar officier werden, slechts vanaf dien graad en dien leeftijd hunne acht jaren mogen rekenen ten titel van voorafgaande studiën.

Hun ondergeschikte toestand tegenover de officieren die uit de militaire school komen is opvallend.

Men kan op dezelve wijze redeneeren en tot hetzelfde besluit komen betreffende de apothekers en paardenartsen van het leger.

Men dient er echter bij te voegen dat men, feitelijk, voor vele officieren van den geneeskundigen dienst, geen of bijna geen rekening houdt met de jaren voorafgaande studiën, maar wel met de jaren werkelijken dienst, Inderdaad, op de leden van den gezondheidsdienst past men al of niet het stelsel toe der acht jaren voorafgaande studiën volgens, wegens den tijd tijd verlopen tusschen het oogenblik hunner intrede in den geneeskundigen dienst en hunner benoeming tot toegevoegden, de belanghebbenden al of niet nadeel hebben zoo men hun maar acht dienstjaren aanrekent. Zoo zij daarenboven in het leger traden als miliciens of als vrijwilligers voor hunne toelating tot den gezondheidsdienst, dan worden de diensten, door hen tot den datum dier toelating bewezen, hun insgelijks aangerekend; de regel is, overigens, dat men voor het pensioen, aan al de officieren en aan al de militairen van lageren rang al de jaren telt in het leger doorgebracht; dat wil zeggen, al die van werkelijken dienst, om het even ten welken titel en welke de rang zij dien zij bij hunne op pensioenstelling bekleeden.

Men dient echter op te merken, zeggen de leden van de betrokken diensten, dat daar de eenige wetsbepaling, houdende regeling van de berekening der dienstjaren, artikel 4 van de wet van 26 Juni 1899 is, de wijze van berekening, vanaf de intrede in het leger, eene eenvoudige gewoonte is, met betrekkelijken waarborg.

In eene *Memorie* gezonden aan de Middenafdeeling en waar deze beschouwingen worden toegelicht, kan men lezen :

« Bij de berekening der werkelijke diensten voor het pensioen, wordt voor de leerlingen die op 19/20 jaar de militaire school verlieten, het pen-

sioen berekend *van af den leeftijd van 15 jaar*, vermits men hun vijf jaren voor hunne studiën toekent (1).

» Wat betreft de officieren die door het kader zijn opgeklommen en op den gewonen leeftijd van 17 jaar eene verbintenis aangingen, zal het nieuwe ontwerp het pensioen berekenen, eveneens *vanaf den leeftijd van 15 jaren*, vermits men hem twee jaren toekent « voor studiën, »

« *Alleen van het gansche officierenkorps, zullen de officieren van den geneeskundigen dienst blijven gebukt gaan onder dien onbillijken toestand, zoo er niet in verholpen wordt, want de meesten mogen thans hunne dienst-jaren voor het pensioen slechts rekenen na den leeftijd van 20 jaar* (2).

» Op enkele uitzonderingen na, was het nooit mogelijk in den geneeskundigen dienst te treden vóór den leeftijd van 20 jaar. Inderdaad, om tot den dienst te worden toegelaten, hebben al de officieren die *thans* in dienst zijn het diploma van candidaat in de wetenschappen moeten verwerven. Op den gewonen leeftijd (17-18 jaar) aan de Hoogeschool gekomen, was het hun stoffelijk onmogelijk de vereischten van de onderrichtingen slechts na twee jaar studie te vervullen, *das rond 20jarigen leeftijd. Het is dus een verlies van vijf jaren*, ten hunnen nadeele, in vergelijking met de andere officieren. »

De *Memorie*, waaruit het voorgaande is getrokken, vervolgt :

« Zoo men opwerpt dat de officieren van den gezondheidsdienst eerst op lateren leeftijd worden gepensionneerd, mag men antwoorden dat zulks ook het geval is voor andere officieren (intendantie), dat hunne studiën het langst duren van alle, dat de gezondheidsofficieren veel later al de graden bereiken en dat, overigens, de beroepsgevaaren, de grootere afmatting dezer officieren, het gelijkstaan tegenover de ziekte of de gebrekkelijkheid hun moeten veroorloven, *op denzelfden leeftijd als de overige officieren van het leger en niet later*, het medium te bereiken, wanneer zij 30 jaren dienst hebben, evenals het maximum van het pensioen op 40 jaren dienst, welk ook het aangenomen stelsel zij. »

De verslaggever van de Middenafdeeling, die deze *Memorie*, voor kennisgeving, aan den heer Minister van Oorlog had overgemaakt, ontving het volgende antwoord :

(1) Dit is slechts waar voor de jongelingen die op 17-18jarigen leeftijd in de militaire school traden, wat het gewoon geval niet is (de gemiddelde leeftijd van de *burgers* is ongeveer 19 jaar). Er is dus in de *Nota* eene dwaling van opvatting, betreffende een of vaak zelfs twee jaar, ten aanzien der officieren die niet rechtstreeks uit het kader kwamen, maar alleen de militaire school bezochten.

(2) Maar enkel zoo zij reeds geen deel uitmaakten van het leger in eene andere hoedanigheid, alvorens in den geneeskundigen dienst te treden.

Brussel, den 1^{er} Februari 1912.

Aan den heer Hoijois, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

« MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

» Gij zondt mij eene *Nota*, strekkende om wijziging te doen brengen in de bepalingen van artikel 4 der wet van 26 Juni 1899, opdat de jaren dienst, wegens voorafgaande studiën verleend aan het personeel van den gezondheidsdienst en van den dienst der paardenartsen, in rekening worden gebracht voor het pensioen van af den datum van hun eind-diplôme van dokter, apotheker of paardenarts.

» U deze *Nota* terugzendende, heb ik de eer u te laten weten, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, dat mij aansluitend bij de rechtmatige beschouwingen die er in zijn uitgedrukt, ik van oordeel ben dat de vastgestelde regeling daarover dient gewijzigd en dat het noodig is den bestaanden toestand te verbeteren.

» Indien ik het nochtans, in hoofdzaak, volkomen eens ben over de noodzakelijkheid eene wijziging toe te brengen, is het anders gelegen, wat betreft het stelsel dat men u verzocht aan mijn oordeel te onderwerpen ten einde de bezwaren te bestrijden, voortspruitende uit de toepassing van de van kracht zijnde bepalingen en, mijnsinziens, is het niet de datum van het eind-diplôme die moet dienen als uitgangspunt van het berekenen der jaren dienst, doch wel *de eigenlijke datum waarop men in den krijgsdienst treedt*.

» Vanaf dien datum, en wegens voorafgaande studiën, zou in rekening worden gebracht een bijgevoegd getal jaren werkelijken dienst, bepaald op vijf jaar voor de geneesheeren en op vier jaar voor de apothekers en de paardenartsen.

» De toekenning van deze jaren werkelijken dienst wordt aldus gewettigd :

» Om in den gezondheidsdienst van het leger te kunnen treden, vereischen de bestaande bepalingen :

» a) De studenten in de geneeskunde moeten houder zijn van een met onderscheiding bekomen diploma van candidaat in de geneeskunde. Men verkrijgt dit diploma na vier jaren studie (twee jaren van de candidatuur in de wetenschappen en twee jaren voor de candidatuur in de geneeskunde);

» b) De studenten in de artseneijkunde moeten met onderscheiding de eerste proef van apotheker hebben ondergaan. Dit examen wordt afgenomen na drie jaren studie (twee jaren voor de candidatuur in de wetenschappen en één jaar voor de eerste proef in de artseneijkunde);

» c) De paardenartsen moeten met onderscheiding de eerste proef van candidaat-paardenarts hebben ondergaan. Deze proef wordt ondergaan na drie jaren studie (twee jaren voor de candidatuur in de wetenschappen en één jaar voor de eerste proef in de paardenartseneijkunde).

» Ter hogeschool gekomen op den normalen leeftijd van 18 jaar, bevinden zich dus de studenten in de vereischte voorwaarden om in den gezond-

heidsdienst te worden toegelaten op den ouderdom van 22 jaar, en de studenten in de artsenijskunde en van de paardenartsenijschool op den ouderdom van 21 jaar.

» Wanneer men — vanaf dit oogenblik — aan de eersten vijf en aan de overigen 4 jaren dienst toekent, zouden deze jaren vanaf den leeftijd van 17 jaar in rekening worden gebracht; aldus zouden zij de veertig jaren dienst kunnen bereiken (1), waardoor hun het maximum van pensioen, als ondergeschikte officieren, op 58 jarigen leeftijd, wordt verleend.

» Gij bemerkt, mijnheer de volksvertegenwoordiger, dat deze bepalingen veel overeenkomst opleveren met die genomen krachtens artikel 5 van het wetsontwerp tot wijziging van de pensioenen der officieren. Zij laten ook elk lid van den gezondheidsdienst en van den dienst der paardenartsen toe, die op normalen leeftijd in dienst zijn getreden — bij het bereiken der ouderdomsgrens — tot het getal dienstjaren te komen (2), vereischt voor het maximum van het pensioen.

» Andererzijds levert de wijziging, welke ik voorstel, en die eveneens wordt voorgestaan door den heer Inspecteur-generaal van den gezondheidsdienst, het voordeel op, dat zij rekening houdt met de diensten door de belanghebbenden bewezen. Het kan, inderdaad, moeilijk aangenomen worden dat, bij voorbeeld, twee jongelieden, die beiden denzelfden dag tot adjunct werden benoemd en waarvan de eene, gedurende een zeker aantal jaren, dienst heeft gedaan als aspirant en helper in de hospitalen en de andere voor zijne benoeming tot adjunct geen dienst heeft verricht, op gelijken voet worden behandeld ten aanzien van het in rekening brengen van hunne jaren dienst.

» Met de dienstjaren te doen tellen vanaf den datum van het einddiploma, zou men streven naar afschaffing van de aspiranten en de helpers, die alvorens zij dit diploma hebben verworven er, natuurlijk, geen voordeel zouden in zien, zich ter beschikking van de Regeering te stellen. Deze toestand, immers, zou hen verplichten tot militaire verstrekkingen waaraan zij zich niet kunnen onttrekken en hen aan de vereischten en aan de gevaren van deze verplichtingen blootstellen (rijschool, theorie, deelneming aan een oefeningsperiode, enz., enz.).

» Welnu, de reglementaire bepalingen, die van toepassing zijn op het technisch personeel van den gezondheidsdienst en ingericht zoowel met het oog op de goede aanwerving van den geneeskundigen- en artsenijskundigen-dienst en van den dienst der paardenartsen moeten behouden worden, zoowel als die betreffende de noodzakelijkheid een voldoende reservekader voor de mobielmaking te bezitten.

» Wanneer het Departement van Oorlog de jonge lieden, die dit personeel

(1) Zelfs 41 (58-17).

(2) En zelfs een jaar vroeger, hetgeen ook het geval is van de officieren die op 16jarigen leeftijd als vrijwilligers in 't leger kwamen; dezen kunnen zelfs, op 35 jarigen ouderdom, 41 of 42 dienstjaren doen gelden, dank zij de bijgevoegde jaren welke hun, wegens voorafgaande studiën, worden in rekening gebracht.

uitmaken, hunne studiën laat voortzetten, wordt hun, ongetwijfeld, eene gunst toegestaan; doch deze gunst wordt hierdoor vergoed, dat zij geene soldij trekken. Ik denk dat zij zouden moeten aanzien worden als zijnde in werkelijken dienst, hoewel zij geene wedde genieten, aangezien zij, onder het beheer van de militiewet, in de zelfde voorwaarden verkeerden als al de overige militairen.

» In een ander opzicht, moet het verstaan zijn dat, om de verworven rechten niet te schaden, — voornamelijk die der geneesheeren, apothekers en paardenartsen die met den graad van officier rechtstreeks in het leger zijn aangenomen, in de ontworpen wet een overgangsbepaling zal worden gelascht ten einde hen te laten genieten van de vroegere bepalingen zoo die meer voordéelig zijn.

» Eindelijk ben ik van gevoelen dat men op voordeelige wijze de bestaande bepalingen zou kunnen wijzigen met den volgende tekst goed te keuren :

« Artikel 6 van de wet van 26 Juni 1899, houdende herinrichting van » het personeel van den gezondheidsdienst, van den artseneijkundigen dienst » en van den dienst der paardenartsen wordt ingetrokken en vervangen » door de volgende bepalingen :

» De diensten van de leden der gezondheids, en artseneijkundige diensten » en van den dienst der paardenartsen nemen een aanvang van den dag » waarop zij in het leger zijn opgenomen.

» Bovendien komen, ten titel van voorafgaande studiën vijf jaar wezen- » lijken dienst ten goede aan de geneesheeren en vier jaren aan de apothe- » kers en aan de paardenartsen.

» Echter kunnen, bij overgangsmaatregel, bovengenoemde officieren, in » dienst op het oogenblik der afkondiging van deze wet, en zij, die in dienst » treden binnen een termijn van twee jaren, te rekenen van dien datum, » het voorrecht genieten van vroegere bepalingen indien deze meer voor- » deelig voor hen zijn.

» Met de meeste hoogachting,

» *De Minister van Oorlog,*

» P. HELLEBAUT. »

Na ontvangst van dezen brief, werd de volgende vraag gesteld :

VRAAG.

Welke zullen de onkosten, zijn uit hoofde van het voorgestelde amendement, voor de leden van den geneeskundigen dienst en van den gezondheidsdienst?

ANTWOORD.

Het amendement voorgesteld ten bate der leden van den dienst der geneesheeren en der paardenartsen zal als gevolg hebben degenen, die zullen gepensionneerd worden als ondergeschikte officieren, te laten genieten van gemiddeld twee jaren werkelijken dienst voor het pensioen. Uit dien hoofde zal het dus met 187 frank per eenheid worden verhoogd.

Weldu, uit de opgave der bedoelde officieren, die gedurende de jaren 1902 tot 1911 op pensioen werden gesteld, blijkt, dat zij drie in getal zijn. De jaarlijksche last zal dus ongeveer met 561 frank aangroeien.

Daar, anderdeels, de pensioenen uitgekeerd aan de officieren van voormelde reeks ongeveer 45 in getal zijn, zal de bijkomende last, die daaruit voor de schatkist voortspruit, 8,415 frank beloopt zoodra het voorgestelde amendement zijne geheele uitwerking zal hebben.

De Middenafdeeling, zich op nog meer volledige wijze willende inlichten, verzocht den heer Minister van Oorlog haar de statistiek te doen geworden betreffende de leeftijden waarop de jongelieden — gedurende deze laatste jaren in den gezondheidsdienst, in den artsennijkundigen dienst en in den dienst den paardenartsen traden.

Zij ontving het volgende antwoord :

Statistiek, voor de laatste vijf jaren, betreffende den leeftijd van het in dienst treden bij den gezondheids- en artseneijkundigen dienst en bij den dienst der paardenartsen.

Diensten.	Leeftijd.	Getal aannemingen gedurende de jaren					Gemiddelde leeftijd voor de toelating tot den dienst.
		1907	1908	1909	1910	1911	
Gezondheidsdienst.	Volle 18 jaar.	»	»	3	1	»	20 jaar 10 maanden.
	— 19 —	13	15	5	28	1	
	— 20 —	27	24	27	23	5	
	— 21 —	19	10	12	16	4	
	— 22 —	13	6	6	6	»	
	— 23 —	1	»	»	2	23	
	— 24 —	1	1	1	1	»	
	— 25 —	»	»	»	»	»	
	— 26 —	»	»	1	»	»	
	— 19 —	1	4	4	10	1	
Artseneijkundige dienst.	— 20 —	3	10	12	6	1	20 jaar 10 maanden.
	— 21 —	4	8	2	3	»	
	— 22 —	1	2	2	2	1	
	— 23 —	»	»	»	2	»	
	— 24 —	»	»	1	1	»	
	— 25 —	1	1	»	»	»	
Dienst der paarden-artsen.	— 19 —	»	1	»	2	»	21 jaar 5 maanden.
	— 20 —	2	2	2	2	»	
	— 21 —	4	3	3	3	»	
	— 22 —	1	1	»	2	»	
	— 23 —	»	2	1	2	»	
	— 24 —	1	1	1	»	»	

Het zal niet overbodig zijn hier te doen opmerken dat de leden van den gezondheidsdienst er steeds over klaagden dat zij zich tegenover de officieren in een niet te wettigen staat van minderheid bevinden, daar hunne hoogere studiën veel langer duurden.

Onlangs schreef over hen een dagblad als volgt :

« Tegenover hunne wapenmakers bevinden zij zich in lageren graad, wat betreft de jaarwedde, de bevordering, het pensioen ; van af hunne eerste graden worden zij op den duur hunner wetenschappelijke studiën van zes

jaar dienstouderdom beroofd ; gedurende hunne loopbaan moeten zij uitsluitend op eigen kosten al de noodige toestellen voor het uitoefenen van hun beroep leveren, en, willen zij het tot een behoorlijken stand brengen, dan zijn zij gehouden zich te onderwerpen aan moeilijke examens waar het mislukken gelijkstaat met de pijnlijke operatie die in het leger gekend staat onder den naam van « aan den dijk zetten ».

Na bevinding dat hun toestand, wat de jaarwedde betreft, een weinig is verbeterd, dank aan een onlangs verschenen koninklijk besluit en zonder, althans, meer dan het behoort, te willen aandrigen op de quæstie van het gelijkstellen der leden van den gezondheidsdienst met de officieren, is het toch noodig er bij te voegen dat de aanwerving voor den gezondheidsdienst in het leger thans met meer moeite gepaard gaat dan vroeger.

Dit wordt door het Departement van Oorlog niet betwist :

Onlangs schreef de heer Dr Dejace :

« Het regiment der carabinieri, te Brussel, telt 5 werkelijke bataljons en zijne kazerne verleent huisvesting aan een aanzienlijk contingent van de hoogeschoolcompagnie.

» De geneeskundige dienst van dit regiment wordt waargenomen door een regimentsgeneesheer en twee bataljongeneesheeren; een derde bataljongeneesheer is met verlof, wegens ziekte. Van de twee overblijvende bataljongeneesheeren moet de eene zijne manschappen vergezellen, die naar het kamp worden gezonden, de tweede moet zijn bataljon naar Vilvoorde volgen. Er blijft dus één regimentsgeneesheer over om den dienst te verzekeren en zijne gewone bezigheden roepen den geneesheer in het krijgshospitaal.

» De arme collega kan echter niet te gelijker tijd van dienst zijn in het hospitaal en in de kazerne. Wat gebeurt er? Men beseft het allicht. Wat komt er van de optimistische verklaringen, in December 1911, aan de Volksvertegenwoordigers gedaan?

» Ontbreekt er slechts « een » militaire geneesheer?

» In de hospitalen ontbreken er zeven en, daar er gebrek is aan candidaten en er ontslagnemingen voorzien en aangekondigd zijn, zullen er, op het einde van 1912, twaalf of veertien te kort zijn. »

Hoe komt dit?

Is het alleen het gevolg van dit gebrek aan gelijkstelling, of, juister gezegd, omdat de leden van dezen dienst hun toestand niet verlokkelijk genoeg vinden om hem te verkiezen boven de burgerlijke doktersloopbaan? Dit kan onderzocht worden.

Het zou misschien passen, niet uit het oog te verliezen dat de voorwaarden om tot den gezondheidsdienst te worden toegelaten, zoowel als in den artsenekundigen dienst en in den dienst der paardenartsen, op 15 December 1910 werden gewijzigd en moeilijker gemaakt. Dit is des te meer waar, daar in 1911 de aanwerving in deze onderscheidene diensten afnam. Zie daar, ten minste, een zonderling samentreffen.

Het is, in alle geval, noodzakelijk onverwijld maatregelen te nemen om

een eind te stellen aan een staat van zaken die, terecht, de openbare denkwijze en de Kamers begint te verontrusten.

De belanghebbenden zullen in het verbeteren van hunnen toestand, vooral — want zij hebben nog andere bezwaren — wat hun pensioen betreft, eene oprechte en gewettigde voldoening bekomen.

Wat betreft de hoofdzakelijke quaestie : het nut om artikel 4 der wet van 26 Juni 1899 te wijzigen, is nochtans de Middenafdeeling, — die ook de zienswijze deelt van de leden der gezondheids- en geneeskundige diensten van den dienst der paardenartsen — geneigd te denken, dat de vijf of vier jaren, respectievelijk bij de dienstjaren te voegen, wegens voorafgaande studiën, moeten berekend worden vanaf de « intrede in de gezondheids- en geneeskundige diensten, evenals in den dienst der paardenartsen. »

Welnu, van het oogenblik dat het aldus is gelegen, kan men beweren dat het nog enkel de datum is van de benoeming in de genees- en artseneijkundige diensten en in den dienst der paardenartsen die als *uitgangspunt zou moeten dienen bij het berekenen der bijgevoegde dienstjaren*.

Deze « bijgevoegde jaren » zijn, inderdaad, die waarin de jonge lieden de « voorafgaande studiën » hebben afgelegd, noodig om in deze diensten te hunnen treden. Welnu, deze voorafgaande studiën zijn dezelfde voor eenieder. Dientengevolge moeten voorzeker de bijgevoegde jaren, die gebeurlijk met die van den werkelijken dienst worden geteld, voor elkeen met den zelfden leerkring overeenkomen. Indien het uitgangspunt van de bijkomende jaren niet gelijkstond met het dienstnemen bij de geneesheeren, apothekers of paardenartsen, doch met de inhijving in het leger, zou daaruit voorspruiten, dat het getal studie jaren, die als « voorafgaande » worden aanzien en in rekening komen voor het op pensioen stellen en het berekenen van dit pensioen, voor elken jongeling verschillend zijn. Inderdaad, aan degenen die op den leeftijd van 16 jaar, of eerder nog in het leger zouden treden (cadettenschool) worden vijf jaren voorafgaande studiën — die zij alle of omtrent alle hebben doorgebracht om *middelbare* studiën te verrichten — toegevoegd. Het zou zelfs grootendeels ook nog zoo zijn voor hen die eerst in 't leger zouden treden als milicien. Terwijl zij, die rechtstreeks in den geneeskundigen, den artseneijkundigen dienst of den dienst der paardenartsen zouden treden, zonder vooraf de hoedanigheid van milicien of paardenarts te bezitten en bijgevolg, door den louteren invloed van een vrijwillige dienstneming, welke zij slechts zouden aangaan op het oogenblik dat zij in dien geneeskundigen, artseneijkundigen dienst of dienst der paardenartsen treden (gezien hunnen ouderdom), bijna al hunne « bijkomende jaren » zouden hebben doorgebracht met *hoogere studiën* te doen. Theoretischer wijze ligt daarin eene blijkbare ongelijkheid. Men zou niet nalaten daarbij te voegen, dat men niet inzielt waarom « *middelbare* » studiën die eigenlijk niet worden besteed aan « voorafgaande studiën om in de gezondheids- en artseneijkundige diensten of in den dienst der paardenartsen te kunnen treden », in rekening zouden worden gebracht aan zekere jonge lieden die zich in niets onderscheiden van anderen, welke van geene dergelijke bepaling genieten in de door hen verkozen burgerlijke ambten.

Men zou er nog kunnen de aandacht op vestigen, dat het toevoegen van fictieve diensten, wagens voorafgaande studiën, aan de werkelijke dienstjaren, niet alleen invloed uitoefent op het berekenen van het pensioensbedrag, maar ook op het bepalen van den tijd waarop de belanghebbenden tot het pensioen kunnen toegelaten worden.

Het werd, inderdaad, bij den aanvang van dit verslag opgemerkt, dat de leden van de gezondheids- en geneeskundige diensten en van den dienst der paardenartsen van het leger, zoowel als de officieren, hunne oppensioenstelling kunnen vragen vóór dat zij de voorwaarden van leeftijd (58 jaar voor die van den ondergeschikten rang) en van dienstjaren (40 jaar) vervullen, wanneer zij slechts ééne van deze twee voorwaarden vervullen — namelijk die van den werkelijken of effectieven dienstduur. Daaruit blijkt, dat, wanneer men het oogenblik vervroegt waarop de leden dezer diensten de voorwaarde vervullen van dienstduur, zoodat zij hunne oppensioenstelling kunnen vragen, men ook het oogenblik vervroegt dat zij — natuurlijk wanneer hunne vraag wordt ingewilligd — hunne oppensioenstelling kunnen verkrijgen *vóór den wettelijken leeftijd*.

Moest men een regel aannemen die, buiten dit gevolg, een werkelijk onderscheid zou invoeren betreffende den leeftijd waarop zij alzoo respectievelijk de voorwaarde van dienstduur zouden bereiken vóór den *wettelijken* ouderdom van oppensioenstelling, dan zou men, anderdeels, onder hen eene zekere weinig wenschelijke ongelijkheid invoeren of vergrooten.

Men moet de voorkeur geven aan het amendement dat eenvoudig zou toestaan aan de leden van de geneeskundige en artsenijskundige diensten of van den dienst der paardenartsen, die op *normalen* leeftijd in dienst traden, het maximum van het pensioen te bekomen — zelfs één jaar vroeger, zooals vele officieren die ook, op normalen leeftijd, in het leger traden. Dat zou ruim voldoende zijn.

Inderdaad, de Middenafdeeling is niet van oordeel dat — zooals het bij haar ingediende amendement onrechtstreeks voorstelt — men aan de belanghebbenden het middel moet verschaffen zich, vóór den wettelijken leeftijd, op pensioen te doen stellen. Dit is iets heel anders en moet niet het doel zijn waarnaar men streeft of dat men bereikt zonder het te hebben betracht. Overigens, indien de Kamers meenen dat de leeftijd van oppensioenstelling voor de leden der bedoelde legerdiensten te laattijdig is, zal het haar volstaan hem *in terminis* te wijzigen; doch, zoolang deze leeftijd wordt behouden, zooals hij door de bestaande wet is bepaald, is het niet de wetgever die de belanghebbenden, op onrechtstreeksche wijze, het middel moet leveren om hem te ontwijken.

Bijgevolg, komt het de Middenafdeeling voor, dat het amendement, welks goedkeuring aan de Kamer wordt gevraagd, zou moeten luiden :

« Artikel 4 der wet van 26 Juni 1899, houdende herinrichting van het personeel van den gezondheidsdienst, van den dienst der paardenartsen en van den veeartsenijskundigen dienst wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

« De diensten der leden van den gezondheidsdienst, van den artsenijskun-

» digen dienst en van den dienst der paardenartsen nemen een aanvang te
 » rekenen van den dag waarop zij in het leger zijn opgenomen.

» Bovendien komen, ten titel van voorafgaande studiën, vijf jaar wezen-
 » lijken dienst ten goede aan de geneesheeren en vier jaar aan de apothekers
 » en aan de paardenartsen » *mits aftrek van den tijd die hun reeds zou
 aangerekend worden wegens hunne aanwezigheid in het leger in eene andere
 hoedanigheid gedurende de vijf jaren die onmiddellijk komen voor het jaar
 hunner toelating onderscheidenlijk tot den gezondheidsdienst, den artenij-
 kundigen dienst of den dienst der paardenartsen.*

» Echter kunnen, bij overgangsmaatregel, bovengenoemde officieren, in
 » dienst op het oogenblik der afkondiging van deze wet, en zij, die in
 » dienst treden binnen een termijn van twee jaren, te rekenen van dien
 » datum, het voorrecht genieten van vroegere bepalingen indien deze
 » meer voordeelig voor hen zijn. »

Het sub-amendement, voorgesteld op het amendement door den heer gene-
 raal Hellebaut ingegeven, zou, inderdaad, voor gevolg hebben elke herhaling
 te vrijdelen. Die herhaling is het gevolg van het feit dat men aan de
 leden van de gezondheids- en artseneijkundige diensten of van den dienst
 der paardenartsen in het leger, en ten aanzien van hunne toelating tot het
 pensioen en van dezes bedrag, tweemaal in rekening zou brengen de jaren
 die hun, voor het zelve doel doch uit een anderen hoofde, reeds werden
 aangerekend. Dit stelsel schijnt redematig en op behoorlijke wijze de billijke
wensen der belanghebbenden met de rechten der Schatkist overeen te
 brengen.

*
 * *

Nochtans kan tegen dit stelsel als bezwaar gelden, dat het op dezelfde
 wijze behandelt en degenen die, tijdens de vijf jaren welke onmiddellijk
 hunne benoeming in de gezondheids- en geneeskundige diensten of in den
 dienst der paardenartsen voorafgaan, reeds deel uitmaken van het leger en
 degenen, die er nog geen deel van uitmaken of er slechts een gedeelte der
 vijf jaren in doorbrengen. Men zal niet nalaten zulks als eene « onrechtvaar-
 digheid » te doen gelden.

't Is, voorzeker, niet op de hooger vermelde wijze dat men moet rede-
 neeren. En toch zal men het doen. En, met het oog op de wijze waarop de
 zaken zullen geregeld worden voor de officieren die, al of niet, de militaire-
 school bezochten, zal men van dien kant een nieuwen bewijsgrond zoeken
 welke, ongetwijfeld, indruk zal maken.

Ziedaar de reden, waarom de Middenafdeeling, die nochtans het voor-
 melde stelsel beter vindt, zich zal aansluiten bij dat van den Minister Helle-
 baut.

Zij wenscht evenwel dat de kwestie, zoowel ten aanzien van de leden der
 gezondheids- en artseneijkundige diensten of van de diensten der paarden-
 artsen in het leger, als ten aanzien van de officieren uit de militaire school
 gekomen of door de kaders rechtstreeks opgeklommen, eerlang opnieuw zal
 onderzocht worden. Immers, een gedeelte van de aanmerkingen, vroeger

in 't midden gebracht betreffende het samenrekenen van de bijgevoegde jaren met die der werkelijke diensten, als voorafgaande studiën, zou ook voor de officieren kunnen aangevoerd worden.

*
* *

Een laatste punt moet nog worden overwogen : te weten, of de Openbare Schatkist, na al de nieuwe lasten, die zij reeds sedert 1 Januari 1912 te dragen kreeg, nog in staat is om — zonder dat er naar nieuwe middelen wordt uitgezien — op zich te nemen de lasten die zullen voortspruiten uit het ontwerp, waarover dit verslag handelt. Doch de Middenafdeeling en nog veel minder haar Verslaggever zijn bevoegd deze quaestie te behandelen. De Regeering zelf moet ze op lossen.

De Middenafdeeling is van gevoelen dat zij, ten minste stilzwijgend, de oplossing heeft voorgesteld door middel van het wetsontwerp dat bij de Kamer aanhangig is.

Indien zij haar doel heeft gemist, kan hare missing in de toepassing voorzeker niet aan de Middenafdeeling worden ten laste gelegd.

*
* *

Onder voorbehoud van bovengemelde aanmerkingen en amendementen keurde de Middenafdeeling het wetsontwerp eenstemming goed en zij heeft de eer dezès goedkeuring aan de Kamer voor te stellen.

De Verslaggever,

Jos. HOYOIS.

De Voorzitter,

E. NERINCKX.



Projet amendé par la section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Par modification aux lois du 23 mai 1888 et 24 août 1901, les pensions de retraite des officiers sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi (1).

ART. 2.

L'article 3 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (2) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée (3).

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 et du 24 août 1901 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

ART. 3.

Les tarifs arrêtés par les lois du 14 mars 1880 et du 24 août 1901, en ce qui concerne les pensions et secours accordés aux veuves et orphelins de militaires, en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, sont abrogés et remplacés par le tarif (9^e colonne) joint à la présente loi.

(1) Les 2^e et 3^e alinéas de cet article du projet primitif sont supprimés.

(2) Les mots « 1^{er} et 2^e alinéas » figurant, à cet endroit, dans le projet primitif sont supprimés.

(3) Le 3^e alinéa de cet article du projet primitif est supprimé.

Ontwerp, door de Middenafdeeling gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

Bij wijziging van de wetten van 23 Mei 1888 en 24 Augustus 1901, worden de rustpensioenen der officieren geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegde tarief (1).

ART. 2.

Artikel 3 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van bovenstaand artikel 1 (2), door het bedrag van het aldus berekend pensioen te verminderen met een vijfde (3).

Het pensioen mag nochtans niet gaan beneden dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wetten van 23 Mei 1888 en 24 Augustus 1901 (kolommen 6, 7 en 8), verminderd met een vijfde.

ART. 3.

De tarieven bepaald bij de wetten van 14 Maart 1880 en van 24 Augustus 1901, worden, wat betreft de pensioenen en hulpgelden verleend aan de weduwen en wezen van militairen, krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838, ingetrokken en vervangen door het tarief (9^{de} kolom), gevoegd bij deze wet.

(1) Het 1^{ste} en 2^{de} lid van dit artikel van het oorspronkelijk ontwerp worden ingetrokken.

(2) De woorden : « 1^{ste} en 2^{de} alinea », voorkomende in de 2^{de} paragraaf van den oorspronkelijken tekst, vervallen.

(3) Het 3^{de} lid van dit artikel van het oorspronkelijk ontwerp vervalt.

ART. 4.

Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 19 avril 1841 (art. 1^{er}), du 23 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée d'après l'article premier de la présente loi à tout officier et à tout fonctionnaire assimilé à ce grade, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmentée dans les proportions suivantes en raison d'années d'activité dans le grade.

ART. 4.

Bij wijziging der wetten van 24 Mei 1838 (art. 17), van 9 April 1841 (art. 1), van 23 Februari 1842 (art. 1) en van 2 Juli 1896 (art. 1), wordt het rustpensioen volgens artikel 1 van deze wet verleend aan ieder officier en ieder met dezen graad gelijkgestellten ambtenaar, met uitzondering van dit der officieren op jaarwedde wegens reform, verhoogd naar de hierna volgende evenredigheid, op den voet van de jaren werkelijken dienst in den graad :

Catégories. — Categoriën.	Quotité de l'augmentation (p. c. du taux de la pension) accordée après le nombre ci-dessous d'années d'activité dans le grade. — Hoeveelheid der vermeerdering (t. h. van het bedrag van het pensioen) verleend volgens het hieronder aangegeven aantal jaren werkelijken dienst in den graad.								
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Officier général et colonel . Opperofficier en kolonel .	8 »	12 »	16 »	20 »	»	»	»	»	»
Lieutenant-colonel et major . Luitenant-kolonel en majoor .	5 »	7.5	10 »	12.5	15 »	17.5	20 »	»	»
Officier subalterne Lager officier	4 »	6 »	8 »	10 »	12 »	14 »	16 »	18 »	20 »

ART. 5.

Dans la supputation des services effectifs pour la pension, il est compté deux années supplémentaires, à titre d'études préliminaires, à tout officier ou fonctionnaire assimilé à ce grade ne bénéficiant point d'une disposition similaire en vertu des lois antérieures.

ART. 5.

Bij de berekening van de wezenlijke diensten voor het pensioen, komen, ten titel van voorafgaande studiën, twee jaar ten goede aan ieder officier of met dezen rang gelijkgestellten ambtenaar die, krachtens vroegere wetten, het voorrecht van soortgelijke bepaling niet geniet.

ART. 6.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles ci-dessus.

Cette révision sortira ses effets à partir du 1^{er} jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

ART. 7.

L'article 4 de la loi du 26 juin 1899, portant réorganisation du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les services des membres du personnel du service de santé, du service pharmaceutique et du service vétérinaire prennent cours à partir de leur admission dans l'armée.

Il est complé, en outre, cinq années de service effectif, à titre d'études préliminaires, aux médecins et quatre années aux pharmaciens et aux vétérinaires.

Toutefois, par mesure transitoire, les officiers précités, au service au moment de la promulgation de la présente loi, et ceux qui y entreront dans un délai de deux ans à partir de cette date, pourront bénéficier des dispositions antérieures si celles-ci leur sont plus favorables.

ART. 8.

Il est ouvert au Département des

ART. 6.

De pensioenen en de hulpgelden, bestaande op het oogenblik van het in werking treden van deze wet, zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe bepalingen van de artikelen hierboven.

Deze herziening zal hare volle kracht hebben te rekenen van den 1^{sten} dag van het trimester volgende op den datum harer bekendmaking.

ART. 7.

Artikel 4 der wet van 26 Juni 1899, houdende herinrichting van het personeel van den gezondheidsdienst, van den dienst der paardenartsen en van den veeartsenijkundigen dienst wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

De diensten der leden van den gezondheidsdienst, van den artsenijkundigen dienst en van den dienst der paardenartsen nemen een aanvang te rekenen van den dag waarop zij in het leger zijn opgenomen.

Bovendien komen, ten titel van voorafgaande studiën, vijf jaar wezenlijken dienst ten goede aan de geneesheeren en vier jaar aan de apothekers en aan de paardenartsen.

Echter kunnen, bij overgangsmaatregel, bovengenoemde officieren, in dienst op het oogenblik der afkondiging van deze wet, en zij, die in dienst treden binnen een termijn van twee jaren, te rekenen van dien datum, het voorrecht genieten van vroegere bepalingen indien deze meer voordelig voor hen zijn.

ART. 8.

Bij het Departement van Financiën

Finances un crédit de quinze mille francs pour couvrir les frais à résulter de la revision prescrite par l'article 5.

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique de l'exercice 1912 à titre de dépense exceptionnelle.

wordt een krediet van vijftien duizend frank geopend tot bestrijding van de onkosten moeiende voortspuiten uit de herziening voorgeschreven bij artikel 5.

Dit krediet zal als uitzonderlijke uitgave worden gebracht op de Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1912.

GRADE.	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2).			Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.						Pension de veuves et secours aux orphelins.
	Médium à trente ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres (art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue de l'usage d'un ou de deux membres; blessures ou infirmités équivalentes à la perte de l'usage d'un membre (art. 19 et 20).	Blessures ou infirmités mettant le militaire dans une des positions prévues à l'article 8 de la loi du 24 mai 1938 (art. 21).				
						Minimum.	Accroissement pour chaque année au delà de 20 ans.	Maximum à 40 ans, campagnes comprises.		
Lieutenant-général	6,150	205	8,200	12,500	8,200	4,100	205	8,200	2,750	
Général-major; intendant en chef; inspecteur général du service de santé	5,100	170	6,800	10,200	6,800	5,400	170	6,800	2,270	
Colonel; intendant de 1 ^{re} classe; médecin principal de 1 ^{re} classe.	4,155	158.50	5,510	8,510	5,510	2,770	158.50	5,540	1,850	
Lieutenant-colonel; intendant de 2 ^e classe; médecin principal de 2 ^e classe; pharmacien en chef; vétérinaire en chef	3,455	114.50	4,590	6,870	4,580	2,200	114.50	4,580	1,520	
Major; sous-intendant de 1 ^{re} classe; officier supérieur du bataillon d'administration; médecin de régiment de 1 ^{re} classe; pharmacien principal; vétérinaire principal	2,850	95	3,800	5,700	3,800	1,900	95	3,800	1,270	
Capitaine-commandant; capitaine en premier; sous-intendant de 2 ^e classe; officier d'administration de 1 ^{re} classe; médecin de régiment de 2 ^e et de 3 ^e classe; pharmacien de 1 ^{re} classe; vétérinaire de régiment; inspecteur des musiques avec assimilation au grade de capitaine.	2,540	79	3,120	5,080	3,120	1,800	78	3,120	1,040	
Capitaine en second; sous-intendant de 3 ^e classe; officier d'administration de 2 ^e classe; médecin de bataillon de 1 ^{re} classe; pharmacien de 2 ^e classe; vétérinaire de 1 ^{re} classe.	1,950	65	2,000	5,900	2,000	1,500	65	2,000	900	
Lieutenant; officier d'administration de 3 ^e classe; médecin de bataillon de 2 ^e classe; pharmacien de 3 ^e classe; vétérinaire de 2 ^e classe; inspecteur des musiques; chef de musique avec assimilation au grade de lieutenant	1,500	55	2,120	3,180	2,120	1,000	55	2,120	700	
Sous-lieutenant; officier d'administration de 4 ^e classe; médecin adjoint; pharmacien de 4 ^e classe; pharmacien adjoint; vétérinaire de 3 ^e classe; vétérinaire adjoint; chef de musique avec assimilation au grade de sous-lieutenant.	1,395	46.50	1,860	2,790	1,860	930	46.50	1,860	700	

	Rustpensioen voor ouderdom in dienst (art. 1 en 2).			Rustpensioen uit oorzaak van verwondingen of gebrekkeligheden voortvloeiende van vermoetenissen, ongevallen of gevechten bij den militairen dienst.					Pensioen der weduwen en hulpgelden aan de weezen.
	Medium op 50 jaar wezenlijken dienst.	Vermeerdering voor ieder jaar dienst met inbegrip der veldochten.	Maximum op 40 jaar dienst met inbegrip der veldochten.	Blindheid of afzettingen van twee ledematen (art. 18).	Afschieten van één lidmaat; volstrekt verlies van het ge- bruik van één of twee ledematen; verwondingen of gebrekkeligheden gelijk aan het ver- lies van het ge- bruik van één lid- maat (art. 19 en 20).	Verwondingen of gebrekkeligheden die den militair in een der gevallen plaat- sen voorzien bij artikel 8 der wet van 24 Mei 1838 (art. 24).			
						Minimum.	Vermeerdering voor ieder jaar boven 20 jaar.		
Luitenant-generaal Generaal-majoor; hoofd-intendant; inspecteur-generaal van den geneeskundigen dienst. Kolonel; intendant der 1 ^e klasse; geneesheer principaal der 1 ^e klasse. Luitenant-kolonel; intendant der 2 ^e klasse; geneesheer principaal der 2 ^e klasse; hoofd-apotheker; hoofdpaarden- arts. Majoor; onder-intendant der 1 ^e klasse; hoofdofficier van het bataljon van administratie; regimentsgeneesheer der 1 ^e klasse; apotheker principaal; paardenarts principaal. Kapitein-commandant; eerste kapitein; onder-intendant der 2 ^e klasse; officier van administratie der 1 ^e klasse; regi- mentsgeneesheer der 2 ^e en der 3 ^e klasse; apotheker der 1 ^e klasse; regimentspaardenarts; inspecteur der muzieken met gelijkstelling met den graad van kapitein. Tweede kapitein; onder-intendant der 3 ^e klasse; officier van administratie der 2 ^e klasse; bataljonsgeneesheer der 1 ^e klasse; apotheker der 2 ^e klasse; paardenarts der 1 ^e klasse. Luitenant; officier van administratie der 3 ^e klasse; bata- jonsgeneesheer der 2 ^e klasse; apotheker der 3 ^e klasse; paarden- arts der 2 ^e klasse; inspecteur der muzieken; muziek- meester met gelijkstelling met den graad van luitenant. Onder-luitenant; officier van administratie der 4 ^e klasse; adjunct-geneesheer; apotheker der 4 ^e klasse; adjunct- apotheker; paardenarts der 3 ^e klasse; adjunct-paarden- arts; muziekmeester met gelijkstelling met den graad van onder-luitenant.	6,150 5,400 4,153 3,453 2,850 2,540 1,950 1,500 1,303	205 170 158.50 114.50 93 78 63 55 46.50	8,290 6,800 5,540 4,580 3,800 3,420 2,600 2,120 1,800	12,500 10,200 8,510 6,870 5,700 5,080 3,900 3,180 2,790	8,200 6,800 5,540 4,580 3,800 3,420 2,600 2,120 1,800	4,100 3,400 2,770 2,290 1,900 1,550 1,500 1,000 930	205 170 158.50 114.50 93 78 63 55 46.50	2,750 2,270 1,850 1,520 1,270 1,010 900 700 700	

GRADEN.